

REDD



une collection de conflits, de contradictions et de mensonges

Pur Projet, Pérou | Projet REDD de Purus, Brésil | Projet d'action climatique de Guaraqueçaba, Brésil
Projet REDD de Monte Pascoal, Brésil | Projet de carbone forestier de Suruí, Brésil | Programme Socio
Bosque, Équateur | REDD sur le territoire des Bribri, Costa Rica | Projet d'action climatique Noel
Kempff, Bolivie | Projet de carbone forestier de Scolelte, Chiapas, Mexique | Projet carbone de FACE
au Mount Elgon, Ouganda | Réserve forestière de Bukaleba, Ouganda | Projet de plantation d'arbres
comme puits de carbone de Kikonda, Ouganda | Plantations d'arbres comme puits de carbone de la New
Forests Company, Ouganda | Projet de carbone pour la forêt communautaire de Nhambita, Mozambique
Expulsion des Sengwer des montagnes Cherangany, Kenya | Projets REDD du corridor de Kasigau, Kenya
Projet REDD de CI et Walt Disney, R. D. du Congo | Projet REDD+ de Kariba, Zimbabwe
Programme ONU-REDD dans la province de Cross River, Nigeria | Programme holistique de
conservation des forêts de WWF & Air France, Madagascar | Partenariat pour les forêt et le climat du
Kalimantan, Indonésie | Ulu Masen, Aceh, Indonésie | Projet de restauration de la forêt d'Harapan,
Indonésie | Oddar Meanchey, Cambodge



Un document d'information du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales

Illustration de couverture : emplacement des projets REDD (en jaune) et des principaux promoteurs, investisseurs et acheteurs de crédits des projets REDD (en rouge).

REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges

Texte : Jutta Kill

© World Rainforest Movement

Secrétariat international

Maldonado 1858 – CP 11.200 – Montevideo, Uruguay

Téléphone/fax : +598 2 4132989

E-mail : wrm@wrm.org.uy

Site web : www.wrm.org.uy

Cette publication a été possible grâce au soutien financier de Stiftung Heinrich Böll Cono Sur, de Misereor (Allemagne) et de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC). Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue de ces institutions.

Publié en février 2015

Table des matières

Les raisons de cette publication	5
1. « <i>Nous ne voulons pas de cette zone de conservation, nous voulons d'abord des titres de propriété.</i> » L'entreprise Pur Projet au Pérou	9
2. Les petits agriculteurs seraient des « agents du déboisement .» Le projet REDD de Purus, Acre, Brésil	10
3. « <i>Souffrir ici pour aider ceux qui sont ailleurs.</i> » Le projet Guaraqueçaba d'action sur le climat, Paraná, Brésil.....	13
4. Les organisations locales « <i>ne figurent plus dans le budget</i> ». Le projet REDD de Monte Pascoal, Bahia, Brésil	15
5. « <i>À quoi servent les projets qui détruisent la vie ?</i> » Le Projet de carbone forestier Suruí, Mato Grosso et Rondônia, Brésil	18
6. Parfois il fait partie de REDD, parfois non : le programme Socio Bosque, Équateur	20
7. « <i>Ils mentent quand ils disent que REDD+ est bon.</i> » Le projet REDD sur le territoire Bribri du Costa Rica.....	22
8. Les réductions déclarées des émissions n'auraient jamais eu lieu ? Le Projet d'action climatique Noel Kempff, en Bolivie	25
9. De la souveraineté alimentaire à la dépendance du marché spéculatif du bois : le projet de carbone forestier de Scolel'te, Chiapas, Mexique	26
10. « <i>Tout ce que nous voulons c'est qu'on nous rende notre terre</i> » Le projet carbone de FACE au Mount Elgon, Ouganda.....	28
11. « <i>Nous avons été expulsés sans discussion.</i> » La Réserve forestière de Bukaleba, en Ouganda	30
12. « <i>Les charbonniers et les éleveurs doivent changer de métier ou trouver d'autres terres.</i> » Le projet de plantation d'arbres comme puits de carbone à Kikonda, Ouganda.....	32
13. « <i>J'ai perdu ma terre. C'est comme si je n'étais plus un être humain.</i> » Les plantations d'arbres comme puits de carbone de la New Forests Company, Ouganda	34
14. « <i>Qu'avons-nous gagné? Pas grand-chose.</i> » Le projet de carbone pour la forêt communautaire de N'hambita, Mozambique.....	36
15. Se préparer pour REDD ? L'expulsion des Sengwer des montagnes Cherangany, au Kenya.....	38
16. Les conditions et les facteurs de déboisement ne sont pas vraiment similaires à ceux de la zone de référence. Le projet REDD du Corridor de Kasigau, au Kenya.....	40
17. « <i>C'est notre forêt, mais ce sont d'autres personnes qui la gèrent à notre place.</i> » Le projet REDD de Conservation International et de la Walt Disney, en RDC.....	42

18. « <i>Nous ne comprenons pas en quoi consiste REDD+.</i> » Le projet REDD+ de Kariba, au Zimbabwe.....	44
19. « <i>Moi et les miens, nous souffrons depuis cinq ans.</i> » Le programme ONU-REDD dans la province de Cross River, au Nigeria.....	47
20. « <i>Il n'y a pas de compensation, il n'y a que des amendes à payer.</i> » Le programme holistique de conservation des forêts du WWF et d'Air France.....	49
21. « <i>Donc, autrement dit, c'est un échec complet.</i> » Le Partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan (KFCP), en Indonésie	51
22. « <i>Cette histoire de REDD n'est qu'un mensonge.</i> » Le projet Ulu Masen dans la province d'Aceh, Sumatra, Indonésie.....	53
23. Le projet de restauration de la forêt d'Harapan, en Indonésie.....	55
24. « <i>Les militaires sont en train de s'y installer et d'abattre la forêt.</i> » Oddar Meanchey, au Cambodge.....	57
Le rôle de la Banque mondiale dans le lancement d'un marché du carbone pour REDD	59
Pourquoi les conflits, les contradictions, les mensonges et la limitation des droits des communautés sont inévitables dans le système REDD	60
Information additionnelle.....	64
Notes	67

Les raisons de cette publication

Vingt-trois ans sont passés depuis que le Conférence des Nations Unies sur le développement durable des Nations Unies en 1992 a adopté, et dix-huit ans se sont écoulés depuis que les pays les plus industrialisés sont convenus, en signant le Protocole de Kyoto en 1997, de réduire modérément les émissions de gaz à effet de serre. Néanmoins, les émissions causées par la combustion de pétrole, de charbon et de gaz naturel ont continué d'augmenter, même dans les pays les plus responsables de l'accroissement des émissions atmosphériques à partir du moment où le pétrole et le charbon ont commencé à alimenter la 'révolution industrielle'.

En décembre 2015 à Paris, en France, lors du sommet climatique annuel de l'ONU, les gouvernements sont censés approuver le prochain grand accord international sur le climat. Le rôle des forêts dans cet accord futur a été un sujet de débat très polémique depuis que la « Réduction des émissions dérivées du déboisement et de la dégradation des forêts » (REDD) fut discutée pour la première fois à Bali, en Indonésie, pendant la conférence 2007 de l'ONU sur le climat. Parallèlement, des centaines de millions d'euros ont été dépensés depuis 2007 : des gouvernements et des agences internationales comme la Banque mondiale, favorables à l'intégration des forêts dans un marché du carbone, ont organisé des réunions et financé des programmes pour promouvoir leur version de REDD ; des consultants ont préparé des méthodologies pour les projets REDD, des compagnies qui ont affaire au carbone et des ONG conservacionnistes proposent des initiatives pilotes et des projets modèles REDD, et un autre ensemble de consultants a commencé à certifier ces projets et les méthodes qu'ils emploient.

Les principaux aspects qui ont marqué les discussions sur REDD sont les suivants :

- Malgré les nombreuses années de débats sur REDD, les controverses sur la façon d'intégrer les forêts dans un régime climatique international restent les mêmes depuis 2007. En fait, elles n'ont pratiquement pas changé depuis 1997, lorsque les gouvernements ont décidé, pour de bonnes raisons, de ne pas inclure les forêts dans le marché du carbone du Protocole de Kyoto ;¹
- au long de ces années, une bonne partie du temps de négociation a été consacrée à chercher la manière d'intégrer les forêts dans un système de financement (une sorte de marché du carbone) ; cependant, très peu de temps a été consacré aux discussions sur la manière de combattre les causes profondes de la perte de forêts ou de respecter et renforcer les droits des peuples forestiers, et aucun progrès n'a été accompli dans ces domaines ;
- les habitants des forêts – les peuples autochtones et les communautés traditionnelles dont le mode de vie a protégé et préservé les forêts des pressions destructrices extérieures – ont été le thème de nombreuses discussions mais leurs opinions, leurs analyses des véritables causes du déboisement et leurs expériences en matière de protection et de récupération des forêts ont eu, dans le meilleur des cas, une présence marginale dans ces conférences internationales. Or, les propositions débattues et les programmes et projets pilotes REDD qui sont déjà en cours d'exécution ont des répercussions considérables sur ce mode de vie, en particulier parce que le débat sur REDD continue de se fonder sur l'idée erronée que l'agriculture itinérante et l'agroforesterie sont des facteurs déterminants du

déboisement. Le présent rapport montre que cette fausse analyse met déjà en péril les modes de vie qui ont permis de protéger les forêts contre les pressions extérieures ;

- le système REDD a détourné les débats sur le climat, à l'ONU et ailleurs, de la cause principale de la crise climatique, à savoir la combustion de combustibles fossiles, et du besoin d'un changement de système qui comporte la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre, d'abord et surtout dans les pays industrialisés.

REDD reste un sujet brûlant en vue de la conférence de l'ONU sur le climat qui aura lieu à Paris, France, en décembre 2015, et qui sera décisive. Dans ce contexte, le Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales a estimé important de réunir les expériences documentées de ce qui s'est passé quand les vendeurs (et parfois les vendeuses) de projets REDD souvent présentés comme des projets modèles ont débarqué dans la forêt.

REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges présente des résumés des rapports concernant vingt-quatre projets ou programmes REDD² qui ont quelque chose en commun : un certain nombre de caractéristiques structurelles qui affaiblissent les droits des peuples forestier ou qui ne combattent pas le déboisement. Tout comme les projets de compensation, ils ne s'attaquent pas à la crise climatique parce que, par définition, ils ne réduisent pas les émissions : la réduction d'émissions déclarée à un endroit justifie l'augmentation des émissions ailleurs. Or, ce qu'il faut c'est réduire les émissions totales, et de façon radicale, en particulier dans les pays industrialisés. Les compensations ne peuvent pas contribuer à atteindre cet objectif, et ne sont qu'une distraction.

La collection, constituée par des documents déjà existants, est loin d'être complète. Pour l'être, elle devrait inclure aussi d'autres projets REDD qui ont nui au mode de vie des communautés forestières, dont les suivants :

- le Projet agroforestier de l'entreprise Applied Energy Service Inc. et de CARE/Guatemala, mis en œuvre au Guatemala en 1989 ; ce projet fut le premier explicitement destiné à compenser les émissions de gaz à effet de serre ;³
- le Projet de Réserve de développement durable de Juma dans l'État brésilien de l'Amazonas ;⁴
- les projets REDD de Russas et de Valparaíso dans l'État brésilien de l'Acre ;⁵
- le projet REDD de la Walt Disney et de Conservation International au Pérou ;⁶
- le projet de plantation d'arbres Profafor, en Équateur ;⁷
- le projet de plantation d'arbres Ibi Bateke de la République démocratique du Congo ;⁸
- le projet REDD de Mai N'dombe, dans la République démocratique du Congo ;⁹
- Le projet de carbone forestier de Kibale, en Ouganda ;¹⁰

- le projet REDD de la forêt de Makira, à Madagascar ; ¹¹
- le projet de Climate Care de conservation des forêts et de biogaz à Ranthambore, en Inde ; ¹²
- et d'autres encore.

Tous ces projets ont causé des dégâts et suscité les plaintes des communautés de leur zone d'influence. Cependant, il peut être difficile de documenter la réalité des projets REDD : du moment qu'ils sont souvent situés dans des endroits très éloignés et difficiles à atteindre, leurs promoteurs peuvent facilement en contrôler l'accès et éviter que soient contactées les personnes qui les critiquent.

Néanmoins, la sélection d'expériences présentée dans cette *Collection de conflits, de contradictions et de mensonges* montre bien que, dans de nombreux cas, on n'a pas commencé par demander aux communautés si elles acceptaient ou non le projet de carbone forestier. Très souvent, l'information fournie aux communautés a été déformée ou incomplète. Quand on leur a présenté les plans du projet REDD, elles ont reçu beaucoup de promesses de bénéfices et d'emplois si elles acceptaient l'activité REDD proposée. Or, ce que les villageois ont obtenu en retour c'était surtout des harcèlements, des restrictions quant à l'utilisation des terres qui leur permettent de subsister, et l'accusation d'être responsables du déboisement et du changement climatique. Dans très peu de cas les communautés ont été informées que les crédits d'émission – le 'produit' de ces projets – seraient vendus aux pollueurs des pays industrialisés, et que parmi les acheteurs figuraient quelques grosses transnationales dont les affaires sont basées sur l'extraction de combustibles fossiles et, par conséquent, sur la destruction des territoires des peuples indigènes situés à un autre endroit. Dans la grande majorité des projets REDD, l'agriculture paysanne à petite échelle, surtout celle qui comporte la culture itinérante, est accusée d'être la cause du déboisement, alors que les grands facteurs déterminants de la déforestation – l'extraction de pétrole et de charbon, les mines, les infrastructures, les grands barrages, l'exploitation forestière industrielle et le commerce international de produits agricoles – ne sont même pas mentionnés.

L'expérience montre aussi que la mise en œuvre de la grande majorité des projets REDD a échoué à faire respecter les droits des peuples sur leurs terres. Même lorsque la propriété est reconnue sur le papier et garantie au départ par un document, la mise en œuvre des projets REDD (surtout ceux qui produisent des crédits carbone) peut faire perdre aux peuples forestiers le contrôle de leurs territoires. En effet, les crédits REDD sont une forme de titre de propriété. Ceux qui les possèdent n'ont pas besoin d'être propriétaires de la terre ou des arbres qu'elle contient, mais ils ont le droit de décider comment cette terre sera utilisée. En plus, les contrats leur donnent souvent le droit de surveiller ce qui s'y passe et d'obtenir l'accès au territoire à n'importe quel moment, tant qu'ils seront propriétaires des crédits carbone.

Finalement, il convient de signaler que, parmi les projets REDD présentés dans cette *Collection de conflits, de contradictions et de mensonges*, plusieurs ont bénéficié d'une 'certification indépendante' de la part de sociétés conseil – payées par les promoteurs du projet REDD – et qu'ils ont reçu des distinctions 'd'argent' ou 'd'or' pour les exceptionnels bénéfices d'ordre social qu'ils sont censés rapporter. Cependant, si les labels, les brochures de luxe et les belles vidéos de la certification peuvent faire

illusion, la réalité documentée dans le présent rapport met en lumière les nombreux dangers que le système REDD représente pour les peuples des forêts.

Ni les rapports de certification ni les études de cas examinées pour cette collection ne donnent suffisamment d'information sur l'impact particulier des projets REDD sur les femmes. Quelques-uns contiennent des sections qui parlent de certaines questions de genre, mais dans aucun des cas les répercussions de REDD sur les femmes n'ont été spécifiquement abordées, et la plupart contiennent très peu d'information à ce sujet. Or, il est fréquent que, dans les régions où des projets REDD sont mis en œuvre, les femmes dépendent de l'accès aux forêts, en particulier pour pourvoir aux besoins de leurs familles.

La logique de la compensation caractérise la plupart des projets REDD, mais on la retrouve également ailleurs. La compensation a gagné du terrain dans le contexte de 'l'économie verte', parce qu'elle permet de maintenir un système économique fondé sur la destruction de la 'nature', en alléguant que les dégâts causés ont été compensés. Ayant compris les possibilités d'un tel outil pour faciliter l'expansion de leurs activités, des transnationales minières comme Rio Tinto et Newmont, des géants de l'alimentaire et de la biotechnologie comme Bunge et Monsanto, des agences internationales comme la Banque mondiale et la FAO, et des grandes ONG internationales comme Conservation International et The Nature Conservancy essaient d'imposer l'application de la compensation dans d'autres contextes. ¹³ 'REDD appliqué au paysage', 'agriculture intelligente vis-à-vis du climat', 'compensation de biodiversité', 'crédits de restauration forestière', 'crédits de développement communautaire', ¹⁴ ont tous été proposés comme moyens d'assurer le maintien de la destruction pratiquée par les entreprises. ¹⁵

Les gouvernements et les agences internationales ont reçu de nombreuses demandes de mettre fin à leur soutien de l'expansion des initiatives de 'compensation', surtout dans leur version la plus avancée, le système REDD. Ces appels n'ont toujours pas été entendus. Néanmoins, il faut les réitérer parce que, comme les gouvernements parlent de 'porter REDD à une plus grande échelle' ou d'introduire 'l'agriculture intelligente vis-à-vis du climat', les expériences comme celles présentées dans *REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges* deviendront encore plus nombreuses.

1. « *Nous ne voulons pas de cette zone de conservation, nous voulons d'abord des titres de propriété.* » L'entreprise Pur Projet au Pérou

Qui est derrière ce projet ?

Pur Projet est une société française créée en 2008 par Tristan Lecomte, grand promoteur de la 'responsabilité sociale des entreprises' en France. Pur Projet offre à de grandes entreprises comme l'entreprise de construction Vinci ou le fournisseur d'énergie GDF Suez la possibilité de compenser leurs émissions de carbone en finançant les activités de Pur Projet. L'ONG *Fundación Amazonía Viva*, créée à l'initiative de Pur Projet, en est le partenaire local.

Que disent les promoteurs du projet ?

Pur Projet dit n'avoir « *aucun intérêt, aucun droit, ni sur les terres ni sur leur production* » au Pérou. Le projet « *est entièrement développé et géré par les communautés et leurs organisations démocratiques qui sont les seules à définir leur vision, leurs objectifs et leurs activités* ». ¹⁶

Le projet a été certifié par les sociétés Verified Carbon Standard (VCS) et Climate, Community and Biodiversity Standard (CCB); étant considéré comme particulièrement 'bénéfique pour les communautés locales', il a reçu de la CCB une distinction 'Gold'.

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

En novembre 2013, Les Amis de la Terre France (AdT France) ont visité la zone du projet, située dans la concession de conservation de Martín Sagrado, au Pérou. Aucune des communautés qu'ils ont visitées ne considère être à l'origine du projet de stockage de carbone. Un membre de la communauté a dit aux AdT France qu'il y a « *11 communautés sharwi, certaines ont des titres et d'autres non... Ne pas avoir de titre est injuste car, en tant que peuples autochtones, nous avons pris soin depuis toujours de ces terres qui nous nourrissent, nous donnent du gibier et des plantes médicinales pour nous soigner. Nous ne voulons pas de cette aire de conservation, nous voulons d'abord un titre et ensuite nous discuterons de projets* ». ¹⁷

Le gouvernement régional avait attribué cette concession à une coopérative de Cacao, ACOPAGRO, mais les droits liés au carbone ont été transférés exclusivement à Pur Projet. La mission des AdT France a constaté que les communautés n'avaient pas été consultées, ni suffisamment informées, lors d processus de création de la concession de conservation et des accords sur les droits concernant le carbone. En plus, les arrangements contractuels du projet sont complexes. Quand un arbre est planté ou qu'une parcelle de forêt est déclarée protégée, le propriétaire de la terre signe un contrat avec les coopératives d'agriculteurs locales. Ensuite, Pur Projet signe avec les coopératives un contrat de transfert exclusif des crédits carbone pour une période de 80 ans, et revend ces crédits à des entreprises polluuses qui veulent 'compenser' leurs émissions de gaz à effet de serre. Les communautés n'ont aucune information sur les bénéfices générés par la vente des crédits, et ne connaissent pas les motivations ni l'identité des utilisateurs finals.

Des centaines de migrants, qui avaient dû abandonner leurs terres dans les régions où les mines les avaient rendues inaptes à l'agriculture, sont touchés par les activités de Pur Projet.¹⁸ Comme leurs droits de propriété sur la terre où ils se sont établis n'ont jamais été officiellement reconnus, ils n'ont jamais été consultés au sujet de Pur Projet. Ainsi, ils n'ont pas pu manifester leur opposition au contrôle du projet REDD sur les forêts dont ils dépendent maintenant en partie pour leur subsistance. Le Prix Pinocchio 2014 explique que « Pur Projet a [...] prévu un budget de 150 000 € pour 'l'action en justice contre les invasions des migrants dans l'aire de conservation' ».¹⁹

Davantage d'information sur ce projet :

- Les Amis de la Terre (2014) : Carbone contre nourriture. Étude de cas sur les projets de 'compensation carbone équitable' de la société française Pur Projet dans la région de San Martín, au Pérou, http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_web.pdf.
- Les Amis de la Terre : synthèse des réponses aux réactions de Pur Projet après la présentation du rapport et de la vidéo des Amis de la Terre (2014) : <http://www.amisdelaterre.org/purprojet.html>.
- Nominations aux Prix Pinocchio 2014 : Polluez tranquille, Pur Projet vous absout !, <http://www.amisdelaterre.org/Nomination-de-Pur-Projet-aux-Prix.html>.

2. Les petits agriculteurs seraient des « agents du déboisement » Le projet REDD de Purus, Acre, Brésil

Qui est derrière le projet de Purus ?

Moura & Rosa Empreendimentos Imobiliários Ltda, CarbonCo LLC, et Freitas International Group LLC sont mentionnés comme partenaires du projet REDD de Purus. Moura & Rosa est une société brésilienne, responsable surtout de la gestion du projet REDD sur le terrain. Les deux autres sociétés sont états-uniennes ; elles se chargent du financement initial et de la commercialisation des crédits. La société londonienne The Carbon Neutral Company, autrefois 'Future Forests', facilita en 2013 la vente de crédits carbone à CA Technologies, une société de technologie de l'information états-unienne.²⁰ CA Technologies utilisa ces crédits pour compenser les émissions associées à la CA World 2013, une conférence organisée par l'entreprise dans un casino et hôtel de Las Vegas.²¹ En 2014, le programme de compensation de la Coupe du Monde de la FIFA acheta au projet des crédits de compensation. La FIFA déclare que « *le portefeuille de projets brésiliens à faible émission de carbone a été soigneusement choisi en collaboration avec le programme de gestion du carbone BP Target Neutral* ». ²²

Ce projet REDD a été certifié par les sociétés Verified Carbon Standard (VCS) et Climate, Community and Biodiversity Standard (CCB). Étant considéré comme particulièrement 'bénéfique pour les communautés locales', il a reçu de la CCB une distinction 'Gold'.

Que disent les promoteurs du projet ?

D'après les documents du projet REDD de Purus, son but est de diminuer le déboisement sur 34 702 hectares de forêt de la municipalité de Manoel Urbano, à 200 km environ de Rio Branco, la capitale de l'Acre. « *Le projet Purus atténue le déboisement au moyen de nombreuses activités menées au plan local, comme la formation à l'extension agricole et la surveillance des sites qui risquent d'être déboisés, et par la construction planifiée de maisons meilleures et l'installation de panneaux photovoltaïques pour les communautés locales* », déclarait Carbonfund.org en 2014.²³

Les documents du projet affirment que, sans le projet REDD, « *la poursuite du déboisement non planifié – le défrichage de forêts pour l'agriculture de subsistance et l'élevage* » aurait augmenté la déforestation de cette zone. Ils affirment aussi qu'en l'absence du projet REDD, Moura & Rosa **aurait pu** transformer une partie de la forêt en pâturages pour le bétail, en « *respectant pleinement* » la législation brésilienne.

À propos des questions, encore non résolues, de droits de propriété et d'utilisation des terres, le rapport de certification de VCS du 20 octobre 2014 explique que les familles voisines de la zone du projet cultivent la terre ou élèvent des animaux depuis plus de dix ans et que, de ce fait, elles ont droit à la propriété de cette terre. Le rapport dit : « *Le promoteur du projet pense que, dès que les détails concernant la propriété seront résolus avec la famille et que celle-ci aura reçu le titre, le défrichage des terres du projet s'arrêtera* ». ²⁴

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Le projet REDD de Purus comporte des restrictions concernant les méthodes de culture itinérante et les activités agroforestières dont dépendent les utilisateurs traditionnels de la région. Il s'agit de familles de saigneurs de latex qui pratiquent aussi l'agriculture à petite échelle, surtout pour leur subsistance. C'est en partie en limitant ces activités que le projet entend générer des crédits carbone à vendre. Un rapport de 2013 du Mouvement mondial pour les forêts signale : « *Cette soi-disant pression sur la forêt, qui découlerait de l'agriculture de subsistance et de l'élevage à petite échelle que les promoteurs du projet considèrent comme des pratiques non durables, est la raison pour laquelle les 18 familles établies dans la zone du projet (une centaine de personnes) sont classées comme 'des agents du déboisement'. [...] ce discours culpabilisant est indispensable pour légitimer un projet de conservation dont la création ne pourrait être justifiée que par l'existence d'un réel danger pour la forêt* ». ²⁵

Les documents du projet ne donnent pas de détails sur l'histoire de l'occupation des terres de la zone du projet. Cette information historique montrerait que les familles touchées par les initiatives REDD y ont vécu pendant plus de 70, 60 ou 40 ans (elles s'y sont établies à des époques différentes), et que, par conséquent, la législation brésilienne leur donne le droit de devenir propriétaires de ces terres parce qu'elles les ont occupées et utilisées pendant au moins le temps minimum requis. L'histoire montrerait aussi que les habitants des trois emplacements prévus ont entrepris de nombreuses démarches pour obtenir la sécurité foncière, même pour des terres qui font aujourd'hui partie du projet REDD. Les communautés ont demandé que leurs territoires soient classés comme 'Réserve extractiviste' ou comme 'Unité de conservation' (Unidade de Conservação – UC).²⁶

Les perversions du consentement préalable, libre et informé

« J'ai demandé si le document m'était préjudiciable. Il [le représentant de Moura & Rosa] m'a dit que non, que je pouvais le signer. Ce n'était qu'une assurance pour nous, une garantie que nous allions y gagner », a expliqué un habitant de la zone du projet REDD de Purus. Or, ceux qui signent le protocole d'accord reconnaissent que l'entreprise est propriétaire des terres de la zone du projet. Ce document pourrait donc être utilisé comme preuve contre les occupants, s'ils cherchaient un jour ou l'autre à faire reconnaître formellement leur qualité de propriétaires due à leur utilisation ininterrompue de la terre. Quand l'équipe d'inspection de la certification CCB a déclaré que le document n'était pas approprié (« Il n'est pas correct de demander aux gens de signer un document qu'ils ne peuvent pas lire »²⁷), Moura & Rosa ont engagé un consultant pour qu'il contacte à nouveau les communautés et encourage leurs membres à manifester verbalement leur désir de se joindre au projet, au lieu de leur demander de signer un document. Avec l'adoption de cet ajustement, l'équipe d'inspection a estimé que le projet satisfaisait les conditions requises pour obtenir le certificat 'Gold' de la CCB.

Les promoteurs du projet affirment qu'ils connaissent l'existence de conflits fonciers non résolus dans la zone du projet, mais ils déclarent qu'ils reconnaîtront à chaque famille des droits sur 100 hectares seulement (une superficie considérée comme petite dans cette région amazonienne).²⁸ Ils arrivent même à dire que, sans le projet REDD, la communauté locale n'aurait pas de « droit sûr et légal à la terre ». Ils suggèrent ainsi que les habitants de la zone du projet REDD en seront les principaux bénéficiaires, puisqu'ils ne courront plus le risque d'être expulsés. En échange, il faudra qu'ils soient disposés à limiter leurs méthodes traditionnelles d'agriculture en forêt.²⁹

La forêt joue un rôle très important dans l'usage traditionnel de la terre, et les familles ont toujours occupé des étendues plus vastes que les 100 hectares sur lesquelles le projet REDD est disposé à leur reconnaître des droits légitimes. Par conséquent, la proposition qui comporte des restrictions à l'utilisation traditionnelle de la terre et de la forêt et qui n'accorde que 100 hectares à chaque famille ne respecte pas leurs droits. En outre, ces restrictions que le projet REDD essaie d'imposer ont déjà donné lieu à un conflit, encore non résolu, entre les occupants de la terre et les propriétaires de Moura & Rosa. Pour les communautés qui dépendent de la terre et de la forêt qu'elles utilisaient autrefois pour l'extraction de latex, le projet REDD représente une suite du processus d'expropriation et d'expulsion des seigneurs de latex et des communautés forestières traditionnelles, un processus « contre lequel Chico Mendes a lutté pendant toute sa vie ».³⁰

Davantage d'information sur ce projet :

- Verena Glass (2013): Projetos de carbono no Acre ameaçam direito à terra. <http://reporterbrasil.org.br/2013/12/projetos-de-carbono-no-acre-ameacam-direito-a-terra/>.
- Centro de Memória das Lutas e Movimentos Sociais da Amazônia (2013): Observations on a private REDD project in the state of Acre, Brasil. http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/11/Observations_on_a_private_REDD_project_in_Acre.pdf.
- Cristiane Fastino et Fabrina Furtado (2014): Economia verde, povos da floresta e territórios: violações de direitos no estado do Acre. Relatório de Missão de

Investigação e Incidência.

<http://www.plataformadh.org.br/category/relatorias/meio-ambiente/>.

3. « Souffrir ici pour aider ceux qui sont ailleurs. » Le projet Guaraqueçaba d'action sur le climat, Paraná, Brésil

Qui est derrière le projet ?

Entre 2000 et 2002, l'ONG états-unienne The Nature Conservancy (TNC) passa un accord avec trois des plus grands pollueurs du monde : General Motors (GM), Chevron et American Electric Power (AEP) : ils allaient fournir à TNC 18 millions USD pour que cette organisation les investisse dans des forêts et génère des crédits qui compenseraient leurs émissions de gaz à effet de serre. La Société pour la recherche et l'éducation environnementale (SPVS), une ONG brésilienne, acheta des terres pour créer trois réserves privées d'une étendue totale de 20 235 dans les forêts de la côte atlantique de l'État de Paraná. La SPVS se charge de la mise en œuvre sur le terrain du projet de carbone forestier dans ces réserves, tandis que le rôle de TNC consiste à gérer les fonds, préparer les calculs du carbone et commercialiser les crédits. Ce projet, que TNC avait présenté dans le monde entier comme un modèle³¹ dans les premiers temps du débat sur REDD, n'est plus mentionné aujourd'hui dans les publications de cette organisation, qui ne disent pas non plus quels enseignements elle a tirés de l'expérience.

Que disent les promoteurs du projet ?

Miguel Calmon, ancien directeur de TNC chargé du secteur du carbone forestier pour l'Amérique latine, dit ce qui suit sur les objectifs du projet dans le site Web de l'organisation : « *Le Projet Guaraqueçaba d'action pour le climat prouve que ce qui est bon nature est bon pour les gens. [...] Il était très important pour The Conservancy de faire en sorte que les gens participent au maintien des forêts autour de Guaraqueçaba. Tout le monde doit gagner sa vie d'une manière ou d'une autre ; si vous ne pouvez ni cultiver ni faire de l'élevage, comment fera votre famille pour gagner de l'argent ? C'est pourquoi nous et nos partenaires avons fait participer autant de membres de la communauté à des initiatives génératrices de revenus et durables* ». ³²

Un 'Plan préliminaire du projet' daté du 10 avril 2000, relatif à la réserve de la GM, dit que « *[un] objectif primordial du projet est de générer des bénéfices correspondant à 2 millions de tonnes de carbone, lesquels [...] seront ensuite acceptés, crédités et mis à la disposition de la GM pour que celle-ci atteigne ses objectifs de réduction des émissions* ». ³³ Le projet comprenait la remise en état la terre qui, achetée avec l'argent des trois entreprises, avait été dégradée par l'élevage de buffles. Les crédits carbone proviendraient du carbone absorbé et stocké dans la végétation grâce à cette restauration.

Les entreprises ne sont pas propriétaires de la 'forêt restaurée' ni du carbone stocké dans les arbres ; ce qu'elles possèdent, c'est le droit de commercialiser les crédits

carbone qu'elles ont reçus en échange de leur investissement qui a permis à TNC et à SPVS d'acheter la terre. Les trois entreprises ont le droit, soit d'utiliser elles-mêmes les crédits carbone, soit de les vendre sur les futurs marchés de carbone forestier qui risquent de se créer.

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

D'après TNC, « *l'élevage de buffles, qui a commencé quand on a construit une route à travers la région dans les années 1970, a causé une destruction considérable de la forêt pour la création de pâturages. Des activités d'extraction non durables, comme l'exploitation forestière, la cueillette de cœurs de palmier, la surpêche et la chasse ont érodé la base de ressources des riches forêts de Guaraqueçaba* ». Or, si l'on avait entrepris une analyse historique sérieuse des causes du déboisement, on aurait trouvé que c'étaient les mesures d'ordre fiscal prises dans les années 1970 qui avaient encouragé l'extraction de bois, la production de cœurs de palmier et l'élevage de buffles, et donc le déboisement. Ces incitations ont attiré des éleveurs influents extérieurs à la région, qui ont commencé à inscrire à leur nom et à prendre possession de grandes étendues de terre, très souvent au moyen du *grilagem*, c'est-à-dire de l'enregistrement et l'appropriation illégaux. Une bonne partie des terres ainsi accaparées faisait partie des territoires des communautés caiçara.³⁴ Pour les forcer à abandonner leurs terres, ces communautés ont souvent été menacées par des tueurs à gages ; même des troupeaux de buffles ont été utilisés pour forcer l'accès à leurs propriétés. La plupart des familles des villages Caiçara avaient des droits coutumiers sur la terre mais pas de documents officiels de propriété, en partie parce qu'elles n'avaient pas les contacts politiques et administratifs dont disposaient les nouveaux propriétaires qui avaient acquis de grandes étendues à partir des années 1970.

TNC ne fait pas de distinction entre l'usage traditionnel de la forêt que font les Caiçara depuis des siècles, avec leurs jardins forestiers et leur cueillette de cœurs de palmier et d'autres produits forestiers, et la destruction à grande échelle de la forêt qui date de l'appropriation de terres de la région dans les années 1970, stimulée par les avantages fiscaux accordés par le gouvernement de l'époque. Le fait que les propriétaires du projet n'aient pas pu ou voulu analyser à fond l'histoire du déboisement est en train d'avoir des conséquences dévastatrices pour les communautés. Le harcèlement de ceux qui entrent dans la forêt pour cueillir des aliments, du bois ou des lianes a des effets néfastes. Quand les arrestations et le harcèlement que pratique la *Força Verde* – la 'police verte' qui patrouille les aires protégées de la région – sont devenus de plus en plus fréquents, beaucoup ont commencé à quitter l'endroit qui avait été leur foyer depuis des générations. « *Directement ou indirectement, c'est à cause de ces projets de conservation que la population est venue et a créé une ceinture de misère autour de notre ville, ce qui a causé ici un problème social vraiment très grand* », explique le maire de la ville voisine d'Antonina.³⁵

TNC représente autant The Nature Conservancy que Transnational Corporations : pour la population de Guaraqueçaba elles ne font qu'une. Deux villageois résument la situation :

« Ce jeu n'a que des objectifs économiques. Il favorise les grandes entreprises et les grandes ONG. L'environnement ne les intéresse pas, il n'y a que les bénéficiaires qui comptent pour les unes comme pour les autres ; avec les crédits carbone, elles continuent de polluer, elles gagnent toujours davantage. Et c'est la communauté qui paie le prix. »³⁶

« Un jour, un groupe est parti chercher des lianes à un endroit qui appartient à notre communauté. Pendant que nous coupions quelques lianes, des employés de SPVS sont passés par là. Ils ont des policiers qu'ils appellent gardiens de parc, qui ont tiré sur nous, mais ils n'ont touché personne. SPVS ne veut pas que nous restions là. Ils ne veulent pas d'être humains dans la forêt. Mais la terre n'est même pas à eux, elle est à nous. »³⁷

Davantage d'information sur ce projet :

- REDD Monitor (2012): Community voices on The Nature Conservancy's Guaraqueçaba Climate Action Project: "We're suffering here to help them over there". <http://www.redd-monitor.org/2012/06/07/community-voices-on-the-nature-conservancys-guaraquecaba-climate-action-project-were-suffering-here-to-help-them-over-there/>.
- FERN (2012): Suffering here to help them over there. Vidéo de 12 minutes. www.fern.org/sufferinghere.
- Winfridus Overbeek (2009): Green Economy in Brazil, the privatization of the Atlantic Forest. http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/04/Green_Economy_in_Brazil_the_privatization_of_the_Atlantic_Forest.pdf.
- WRM (2012): Territoire contesté. Film de 38 minutes sur les communautés qui s'organisent pour présenter leur vision de la restauration des forêts. <http://wrm.org.uy/fr/videos/territoire-conteste-leconomie-verte-vs-leconomie-des-communautes/>.
- Jutta Kill (2014): REDD in Brazil. Forgotten failures with consequences that still affect communities. <http://br.boell.org/pt-br/publicacoes>.

4. Les organisations locales « ne figurent plus dans le budget ». Le projet REDD de Monte Pascoal, Bahia, Brésil³⁸

Qui est derrière le projet ?

Parallèlement aux initiatives qui aboutirent en 2000 à la création de la Réserve extractive marine de Corumbau, des organisations conservationnistes internationales commencèrent à promouvoir la création de corridors écologiques dans la forêt Atlantique, idée proposée à l'origine par le ministère brésilien de l'Environnement et par la Banque mondiale. The nature Conservancy (TNC) qui, à l'époque, participait déjà au projet d'action pour le climat de Guaraqueçaba, et Conservation International (CI) financèrent l'initiative. TNC proposa d'inclure un élément de compensation de carbone de 1 000 hectares dans l'initiative de conservation de 24 000 hectares. Les entreprises de plantation Veracel et Aracruz contribuèrent aussi au financement, par l'intermédiaire de l'organisation régionale IBIO, qui a des liens étroits avec Veracel.³⁹ La Banque brésilienne de développement (BNDES) a financé un projet de restauration dans la même région, auquel participait l'ONG Natureza Bela, partenaire également des éléments de compensation de carbone du projet en 2014. On ne sait pas si ce financement est associé à la restauration qui va générer des crédits carbone pour la vente.⁴⁰

Des contrats furent signés avec Kraft Foods, partenaire de CI, et avec l'entreprise de cosmétiques Natura. Néanmoins, le projet se heurte à des difficultés depuis 2012, n'ayant pas trouvé des terres suffisantes pour atteindre les ventes de crédits carbone prévues dans le contrat avec Natura. La situation actuelle du projet n'est pas connue.

En 2010, l'Initiative Monte Pascoal – Pau – Brésil a été le premier projet brésilien à recevoir le certificat 'Climat, communauté & biodiversité'. Bien que de nombreux articles suggèrent que tout le projet de restauration forestière de Monte Pascoal est certifié par CCB, en fait la certification ne concerne que les 17 hectares plantés à l'occasion des contrats signés avec Kraft Foods.⁴¹ En janvier 2015, la certification figurait comme arrivée à terme dans le site web de CCB.⁴² La situation du projet reste incertaine.

Que disent les promoteurs du projet ?

Les objectifs du projet sont décrits dans un document qui a été présenté à la certification selon la norme CCB. Ce document se centre sur les activités de restauration de 17 hectares entreprises en application du contrat avec Kraft Foods. Cependant, le document suggère que d'autres étendues, comme les 250 hectares qui figurent dans le contrat avec Natura, seront gérées dans le même but, et que d'autres contrats seront signés pour permettre de restaurer 1 000 hectares grâce au financement de la compensation de carbone.

Le document dit que « *Le but principal de l'activité du projet est de récupérer l'intégrité environnementale de la zone* », et il énumère cinq objectifs spécifiques : « *apporter des compétences techniques, du travail, et des revenus pour les communautés locales* », « *augmenter la qualité et stabiliser le débit du fleuve Caraíva grâce à la remise en état et à la protection des sources et des zones riveraines* » et « *réduire l'érosion du sol* ». D'après le document, « *les activités de remise en état, dont la plantation et l'entretien, seront effectuées par une coopérative locale* », et « *le projet créera de nouvelles possibilités de travail pour les membres de la communauté locale, qui seront payés pour leurs apports en main-d'œuvre. [...] Toutes les activités de supervision socio-économique seront menées par des membres des associations des communautés locales.* »

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

À la date de janvier 2015, la situation du projet n'était pas claire. Les sites web qui annonçaient auparavant le projet n'apportaient pas d'information à ce sujet, et la certification CCB était arrivée à terme.

Après l'entrée en vigueur des modifications de la législation forestière du Brésil en 2012, le projet avait commencé à avoir des problèmes pour trouver suffisamment de propriétaires qui veillent affecter leur terre au reboisement. TNC et CI avaient affirmé que, du moment que de nombreux propriétaires terriens ne respectaient pas l'obligation de restaurer, protéger et enregistrer la forêt en application de la législation, les projets de compensation de carbone seraient une 'incitation' à accroître le stockage de carbone des forêts, et paieraient les propriétaires pour qu'ils remettent la terre en état. Beaucoup ont taxé cet argument de pervers : au lieu de faire payer ceux qui violent la loi, on leur paie une 'incitation' pour qu'ils la respectent. En 2013, le seul propriétaire terrien qui restait intéressé à fournir des terres au projet était l'entreprise de pâte et de papier Veracel. Celle-ci participe déjà au projet : une brochure dénommée

‘étude de cas’, qui figure dans le site web du ‘Projet de plantation de nouvelle génération’, s’intitule « *Veracel Celulose. Restauration des forêts, stockage de carbone et génération de revenus : le Corridor écologique Monte Pascoal – Pau – Brésil* ». Pourtant, les plantations de l’entreprise ont causé aussi un grand déboisement dans la région. Pendant les années 1990, par exemple, Veracel a dû suspendre ses activités à cause de sa participation à la déforestation.⁴³ Par conséquent, l’inclusion de terres utilisées par l’entreprise a suscité de l’opposition : « *Veracel a des obligations sociales et environnementales qu’elle doit respecter, parce qu’elle est en train de gagner beaucoup d’argent en exploitant le territoire. L’entreprise a l’obligation légale de restaurer* ».

On ignore si les terres à restaurer comme prévu dans le contrat de Natura Cosméticos ont jamais été trouvées, mais les problèmes du projet vont au-delà de l’insuffisance de terres pour respecter les obligations concernant la compensation de carbone, et il existe le danger que le carbone soit libéré après que les organisations conservacionnistes soient parties. « *L’acheteur des crédits carbone est Natura ; ils font du shampooing et des choses de ce genre et ils gagnent beaucoup d’argent ; la seule chose qui les intéresse, c’est le certificat. Si d’ici 30 ans les choses ne vont pas comme prévu, s’il n’y a pas de supervision, Natura peut venir et demander où sont les arbres qu’on avait plantés pour elle. Et le nom d’ANAC est ici, nous sommes ici, mais l’IBIO est à Rio de Janeiro* », disait en 2012 le président d’une organisation locale.

Quand la mise en œuvre du projet a rencontré des problèmes, les intérêts des communautés ont été les premiers qu’on a laissés de côté. Les associations locales ANAC et ASBENC se sont senties mises à la porte, et ont commenté que la seule participation qui leur restait dans le projet était leur signature au pied des documents du projet. « Les activités dont ANAC et ASBENC devaient se charger, qui consistaient à superviser et à surveiller la plantation, ont été supprimées du budget ; cette activité des deux associations n’a pas eu lieu », ont dit leurs représentants en 2012.

Les promesses d’emploi et d’autres bénéfices du projet de compensation de carbone qu’on avait faites aux communautés locales n’ont pas été tenues, ou n’ont duré que quelques années. Les défauts du projet de Monte Pascoal sont caractéristiques de tous les projets de compensation REDD : les bénéfices pour les communautés sont rares et presque toujours temporaires, et les besoins réels de ces dernières restent insatisfaits.

Davantage d’information sur ce projet :

- WRM (2013) : L’initiative carbone, communauté et biodiversité dans le couloir écologique Monte Pascoal – Pau Brésil : un nouvel échec de la compensation d’émissions, <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/linitiative-carbone-communautete-et-biodiversite-dans-le-couloir-ecologique-monte-pascoal-pau-bresil-un-nouvel-echec-de-la-compensation-demissions/>.
- Jutta Kill (2014): REDD in Brazil - Two case studies on early forest carbon offset projects. <http://br.boell.org/pt-br/2014/12/08/redd-brazil-two-case-studies-early-forest-carbon-offset-projects>.
- Renata Bessi & Santiago Navarro (2014): Brasil: REDD sigue la ruta del colonialismo en tierras de los guerreros Pataxó. <http://upsidedownworld.org/main/en-espatopmenu-81/5118-brasil-redd-sigue-la-ruta-del-colonialismo-en-tierras-de-los-guerreros-pataxo>.

5. « À quoi servent les projets qui détruisent la vie ? » Le Projet de carbone forestier Suruí, Mato Grosso et Rondônia, Brésil

Qui est derrière le projet ?

Le projet de carbone forestier Suruí est situé dans le territoire indigène Sete de Setembro, dans les États brésiliens de Rondônia et Mato Grosso. Les documents du projet nomment l'Association Metareilá du Suruí comme principal partenaire de l'initiative.⁴⁴ Au plan international et dans le matériel de marketing du projet, l'Association Metareilá est l'institution la plus visible de celles qui représentent le peuple indigène Païter Suruí. Les organisations brésiliennes Kanindé, ACTBrazil, IDESAM et Funbio, et l'organisation états-unienne Forest Trends, y participent également. En 2009, ces organisations signèrent un protocole d'accord avec l'Association Metareilá, en précisant leurs rôles respectifs dans le projet. Cinq autres associations Païter y figurent, chargées de soutenir les aspects culturels, éducatifs et économiques de la mise en œuvre du projet (les associations Gãbgir, Kabaney, Garah Pameh et Pamaur, et l'Institut forestier Yabner Gãbgir).

Le Projet de carbone forestier Suruí fut certifié en 2012 selon les normes CCB et VCS.⁴⁵

Que disent les promoteurs du projet ?

Le rapport d'exécution de septembre 2014 dit que, durant ses 30 années de vie, le projet vise à « *réduire le déboisement projeté d'au moins 90 %, et éviter la coupe d'au moins 12 217,8 hectares de forêt tropicale, d'ici à 2038* ». ⁴⁶ Il était estimé que le déboisement, entre 2000 et 2009, serait de près de 160 hectares par an. En ce qui concerne les causes de la déforestation, le document du projet présenté à la certification⁴⁷ affirme que « *il existe des preuves concluantes que les Suruí sont les agents du déboisement de leur territoire* ». « *Les entreprises forestières en sont les moteurs, en générant des revenus pour les Suruí. Les Suruí ont utilisé ces revenus pour financer la création de champs cultivés, de pâturages et de plantations de café, en plus de faciliter l'acquisition de propriétés et de biens divers.* » Le document explique que la coupe de bois était une source importante de revenus pour certaines familles, mais que d'autres familles n'étaient pas aussi dépendantes de cette activité pour obtenir un revenu monétaire de base. Depuis 2000, 3 416,6 hectares ont été déboisés, « *dont 2 252,5 sont utilisés (pour l'agriculture de subsistance, la location, la culture du café et le pâturage)* ». Dans le cadre du projet REDD, des 'agents écologiques' des communautés aideront les agences officielles à contrôler que les membres de la communauté ne créent pas de nouveaux sites d'extraction de bois, « *tout en maintenant les accords de coupe sélective sur le territoire, passés avec les entreprises forestières depuis les années 1980* ».

Le but du projet est d'utiliser le produit de la vente de crédits carbone et d'autres fonds d'origine publique ou philanthropique pour créer d'autres sources de revenus qui puissent remplacer la coupe et améliorer les installations sanitaires et éducatives des villages. Le Fonds Suruí a été créé pour superviser la gestion financière du Projet de carbone forestier Suruí.

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Le Projet de carbone forestier Suruí est souvent considéré comme un projet REDD réussi mené par le peuple autochtone.⁴⁸ Il est associé à un « Plan de vie » qui a été formulé avec la participation des quatre clans des Païter Suruí, et il a été présenté par une association communautaire. Au départ, de nombreux membres des Païter Suruí étaient d'accord avec le projet REDD.⁴⁹ En outre, les documents du projet comprennent des procédures de médiation pour résoudre les conflits éventuels.

Néanmoins, une interview avec Henrique Suruí, publiée en 2014 dans le numéro spécial « Nature à vendre » du journal Porantim, montre qu'il y a eu des conflits au cours de la mise en œuvre du projet, et que ces conflits n'ont pas été résolus.⁵⁰ L'Association Metareilá, chargé de gérer le projet REDD, a contesté les déclarations faites dans l'interview. En décembre 2014, des leaders des Païter Suruí ont demandé au Ministère public fédéral de Rondônia d'examiner le projet.⁵¹ Tout comme Henrique Suruí dans son interview avec Porantim, leur Note d'éclaircissement demande que l'on mette fin au projet REDD.

Au cours de l'interview, Henrique Suruí explique que le projet a provoqué des divisions au sein de son peuple, et que les gens ont été trompés par de fausses promesses d'une vie meilleure et de récompenses financières pour la protection de la forêt.

La Note d'éclaircissement affirme que les promesses quant à l'amélioration de la vie des Païter « *se sont avérées fausses et illusoire, ce qui a laissé certains membres de leur peuple dans une situation extrêmement difficile, même au point de souffrir de faim* » ; la création d'associations, nécessaire pour pouvoir participer au projet, a provoqué de fortes divisions ; le partage des responsabilités entre les associations pour la réalisation de certaines tâches n'a pas été respecté et, en revanche, des départements ont été créés au sein de l'Association Metareilá. Cela a fait diminuer la participation et l'autonomie d'autres associations claniques au sein du Fonds Suruí. Le document mentionne aussi que les paiements n'ont pas été effectués comme il avait été convenu ; qu'une association qui a critiqué le projet depuis 2010 n'a pas reçu d'argent du tout, et que les associations qui ont mis en question l'exécution du projet ont subi des représailles.

Dans le document, les leaders révèlent aussi que, s'il est vrai qu'une inspection indépendante a eu lieu [vraisemblablement pour la certification CCB ou VCS], l'équipe d'inspecteurs n'a visité que quatre communautés choisies par les gestionnaires du projet, sur un total de 25, et qu'elle « *a interviewé des personnes choisies d'avance pour qu'elles parlent des bénéfices du projet* ».

La réalité qui a rattrapé l'un des projets REDD les plus réussis du monde montre les contradictions inhérentes à ce système de compensation. Pour les communautés qui ont toujours protégé les forêts dont elles dépendent, REDD est « *un problème inextricable : le financement de REDD est fondé sur le principe du sauvetage des forêts d'une destruction imminente, mais il est difficile aux communautés qui ont toujours eu un faible taux de déboisement de prouver que leurs forêts sont menacées* »,⁵² ou d'affirmer que de grands volumes d'émissions ont été évités grâce au projet REDD. Or, plus la menace est grande, plus de crédits carbone pourra vendre le projet. C'est peut-être pour cela que ceux qui ont fait les calculs de carbone pour le Projet de carbone forestier Suruí ont supposé que le déboisement allait quadrupler pendant le déroulement du projet REDD, par rapport au taux de déboisement 'historique' qui avait été de près de 160 hectares par an entre 2000 et 2009. En plus, comme dans beaucoup de communautés, tout le

monde ne dépendait pas au même degré des revenus de l'extraction de bois pour subvenir à leurs besoins de subsistance. Or, les documents du projet ne mentionnent nulle part que ces différentes situations aient été prises en considération, par exemple dans le cas où les sources de revenus alternatives ne seraient pas aussi rentables que prévu.

Davantage d'information sur ce projet :

- Porantim (2014): "What are projects for that destroy life?" Interview avec Henrique Suruí à propos du projet REDD Paiter-Suruí au Brésil. <http://www.cimi.org.br/site/pt-br/?system=news&action=read&id=7900>.
- Patricia Bonhila (2015): Lideranças Paiter Suruí pedem extinção de projeto de carbono com a Natura. http://cimi.org.br/site/pt-br/?system=news&conteudo_id=7948&action=read.
- REDD-Monitor (2015): Leaders of the Paiter Suruí ask that the carbon project with Natura be terminated. www.redd-monitor.org/2015/01/13/leaders-of-the-paiter-surui-ask-that-the-carbon-project-with-natura-be-terminated/.

6. Parfois il fait partie de REDD, parfois non : le programme Socio Bosque, Équateur

Qui est derrière le programme ?

En 2008, le gouvernement de l'Équateur mit en route le programme Socio Bosque, dont les objectifs déclarés étaient d'atténuer le changement climatique et de conserver les forêts et leurs 'services écosystémiques'. À l'heure actuelle, il fait partie de la stratégie du pays sur REDD+ : depuis le 19 décembre 2013, le programme Socio Bosque est devenu par décret le 'Programme national d'incitation à la conservation du patrimoine naturel Socio Bosque'.

Jusqu'en mars 2014, le programme fut financé avec des fonds du gouvernement. En 2011, la banque allemande de développement KfW y avait contribué avec 10 millions d'euros.

Le 26 mars 2014, le programme passa un accord avec le fabricant d'automobiles GM OBB de l'Équateur. L'accord fut signé dans les bureaux équatoriens de GM ; Conservation International était l'une des organisations présentes à cette occasion. GM s'engagea à apporter au programme 230 000 USD par an pendant cinq ans, dans le cadre de son nouveau projet, « Chevrolet Sail Carbono Neutro ». GM affirme que ce paiement compensera les émissions correspondantes aux premiers 40 000 km parcourus par chaque véhicule du modèle Chevrolet Sail, le plus populaire dans le pays, qui sera commercialisé en Équateur.⁵³

Que disent les promoteurs du projet ?

L'objectif du programme Socio Bosque de l'Équateur est de payer régulièrement les utilisateurs des terres qui maintiennent leur couvert forestier, par ces activités

d'entretien, de reboisement ou de restauration de la végétation. Le programme passe des accords avec les propriétaires terriens privés et communaux (les propriétaires autochtones compris) sur la création de plantations d'arbres, la 'production' et la commercialisation de biodiversité et l'évaluation des services écologiques. Dans les accords de conservation qui impliquent la plantation d'arbres, les propriétaires s'engagent à présenter un plan concernant la dépense des paiements perçus.

En 2014, le programme avait signé 2 748 accords avec des individus et des communautés, qui comprenaient presque 1,5 million d'hectares. Les paiements cumulés s'élevaient à près de 25 millions USD.

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Un rapport de 2012 qui décrit le Programme Socio Bosque comme un succès⁵⁴ signale que « *l'absence de titres de propriété foncière est un grave inconvénient* », que « *pour Socio Bosque et pour REDD+, une leçon importante est que la supervision est en train de devenir plus difficile et onéreuse que prévu* » et que « *le succès à long terme du Programme Socio Bosque reste à démontrer* ».

Un article de 2014 examine de plus près les motivations politiques et le contexte du programme. Le programme y est décrit comme suit : « *Il semble bien marcher dans les cas de propriétés individuelles ou de communautés qui déboisent à cause de la forte demande de l'industrie du bois, surtout le long de la côte équatorienne. Il peut être efficace aussi pour la conservation d'écosystèmes à court terme. En plus, l'argent reçu par les communautés qui ont toujours été marginalisées a permis de mettre en place des projets au plan local, mais il a été aussi une source de disputes et reproduit des modèles d'oppression. Les résultats semblent dépendre du degré d'organisation sociale et de la capacité de contrôler ceux qui détiennent des postes d'autorité.*

Cependant, à longue échéance Socio Bosque devient un outil pour planifier l'utilisation des terres et pour organiser l'exploitation qu'en fait la population en vue d'une production de type capitaliste. Par exemple, pour pouvoir participer au programme d'incitations, la communauté doit, entre autres choses, présenter des cartes détaillées de ses territoires et démontrer qu'elle respecte les plans de gestion et d'investissement. Le programme peut aussi représenter une limitation de l'autonomie territoriale des peuples et des nations autochtones qui sont les principaux destinataires des paiements : 88 % des zones inscrites au programme appartiennent à des communautés indigènes. À ces endroits, les communautés doivent accepter un unique système de gestion territoriale qui considère comme destructrices les méthodes locales d'utilisation et de production, qui remplace leurs connaissances par celles des experts et où la gestion de type communautaire est remplacée par la dépendance d'un État-providence. Cet impact sur l'autonomie territoriale peut porter atteinte également à une des caractéristiques les plus remarquables des territoires indigènes de l'Équateur : leur capacité de résister aux activités non voulues sur leurs territoires, en particulier dans l'Amazonie où se situent 80 % des terres inscrites au programme Socio Bosque. C'est là aussi que se concentrent les plans du gouvernement pour l'extraction [de minerais], ainsi que les processus de résistance locale aux activités de ce genre. Ainsi, Socio Bosque pourrait avoir un effet démobilisateur sur ces processus de résistance, et frayer la voie au développement capitaliste annoncé par le gouvernement actuel. »⁵⁵

Davantage d'information sur ce programme :

- Acción Ecológica (2012): Documento de posición sobre Socio Bosque.
<http://redmanglar.org/sitio/images/documentos/sociobosqueecuador.pdf>.
- Melissa Moreano Venegas (2012): Socio Bosque y el capitalismo verde. Dans : Coffey, G. (ed.). 2012. Pensando la coyuntura. Los cuadernos de La línea de fuego. <http://lalineadefuego.info/2012/09/04/socio-bosque-y-el-capitalismo-verde-por-melissa-moreano-venegasi/>.

7. « Ils mentent quand ils disent que REDD+ est bon. » Le projet REDD sur le territoire BriBri du Costa Rica

Qui est derrière le programme ?

Le Costa Rica est un des cinq pays qui ont présenté des propositions au Fonds carbone du Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale.⁵⁶ Le Fonds carbone financerait les activités que le Costa Rica a décrites dans sa proposition pour réduire les émissions dues à la diminution des forêts. Le Costa Rica devait calculer le volume des émissions que le déboisement n'a pas produites grâce à l'argent de la Banque, et combien de carbone a été piégé par les arbres plantés ou non coupés dans le cadre du programme. Le pays recevrait 5 USD par tonne de CO₂ économisée. En échange du financement de ces activités, les membres du Fonds carbone recevront des crédits carbone qu'ils peuvent utiliser pour compenser une partie de leurs propres émissions, ou les vendre, ou bien les utiliser pour vendre REDD comme une approche politique fondée sur le marché.

Le FONAFIFO est une institution gouvernementale créée par une loi de 1997, qui vise à diminuer la disparition des forêts au moyen du système de paiement pour services écologiques (PSE). Le programme PSE est le principal précurseur de REDD au Costa Rica ; par conséquent, le FONAFIFO est aussi responsable de la planification et la mise en œuvre d'activités REDD comme celles que propose la Banque mondiale. Depuis 2010, il encourage de nouvelles activités de conservation des forêts et de plantation d'arbres qui s'inspirent du système PSE. La proposition présentée à la Banque mondiale explique que ces nouvelles activités mises en œuvre depuis 2010 pourraient générer des crédits carbone à inclure dans le projet. Le projet Bosque Vivo sur le territoire indigène BriBri est une de ces activités.⁵⁷

Que disent les promoteurs de cette activité ?

Le gouvernement du Costa Rica espère que la mise en œuvre d'activités REDD lui permettra de maintenir au moins 600 000 hectares dans le programme PSE existant, d'y ajouter 750 000 hectares de forêt, et de récupérer le couvert forestier sur les 12 % du territoire national actuellement affectés à d'autres usages. Une des zones que le FONAFIFO a identifiées se trouve dans le territoire des BriBri, dans le sud-ouest du pays. « FONAFIFO a identifié des zones à l'intérieur du territoire indigène qui font partie du programme PSE.

Il existe six projets PSE, dans la catégorie de Protection forestière, qui totalisent un total de 3 308 hectares. En plus, on a déterminé le total d'hectares dans chaque catégorie d'affectation des terres, et défini l'étendue sur laquelle le programme PSE – Protection forestière pourrait être appliqué à l'intérieur du territoire Bribri de Talamanca. Les données indiquent que 60,9 % de la surface qui se trouve dans la réserve indigène a le potentiel d'entrer dans le programme PSE dans la catégorie de Protection forestière. »⁵⁸ Le territoire Bribri est un des plus boisés du pays. Le document du FONAFIFO ne dit pas si les Bribri ont demandé cette évaluation, s'ils ont donné leur consentement à l'insertion de leur territoire dans le programme PSE–Protection forestière qui produirait des crédits carbone pour la Fonds carbone de la Banque mondiale, ou s'ils ont participé aux discussions et aux décisions concernant cette inclusion.

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Dans les conférences internationales sur le changement climatique et les forêts, la proposition REDD du Costa Rica au Fonds carbone de la Banque mondiale est souvent décrite comme un exemple, du fait d'avoir largement consulté la société civile et du soutien que celle-ci lui a accordé. Le document présenté au Fonds carbone inclut une description détaillée des processus de consultation, des ateliers et des réunions organisées pour élaborer la proposition REDD présentée au Fonds.

Cette vision d'une consultation générale et efficace s'oppose à la perception et à l'expérience dont parlent de nombreux Bribri, dont les territoires se trouvent dans le sud-ouest du Costa Rica. En 2014, près de 300 Bribri se sont réunis pour manifester leur résistance aux activités REDD sur leurs territoires. Un rapport de cette rencontre dit que les résidents ont manifesté cette opposition unanime au Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et des Océans (MINAE) : « *En voilà assez, nous ne voulons pas de REDD+ sur notre territoire* ». Parmi leurs objections figurait le fait que REDD allait limiter leur utilisation quotidienne de la forêt.⁵⁹ Les membres de la communauté d'Alto Durigna s'inquiètent fortement des intentions de FONAFIFO d'appliquer REDD sur près de 1 000 hectares de forêt situés dans leur territoire, parce que certaines de « *ces forêts ne sont pas de simples forêts, ce sont des sites sacrés pour nos peuples* ».

Un autre aspect de REDD qui est rarement mentionné est l'impact que les programmes comme REDD et l'initiative PSE ont déjà eu sur la cohésion communautaire, en particulier dans les communautés indigènes. Rojas et d'autres (voir plus loin) écrivent que « *le programme PSE provoque des conflits au sein des communautés, et surtout dans les communautés indigènes où domine l'utilisation collective de la terre, parce que le PSE crée des titres de propriété sur les fonctions de la nature, et que cela suscite à son tour une concurrence pour l'accès aux ressources économiques que cela rapporte. Cet impact se fait sentir aussi au plan culturel, parce que dans ces communautés l'accès aux forêts a toujours été libre, collectif et extérieur au domaine commercial, parce que la nature n'est pas un produit commercial* ».

Le document Caravana Climática (2014a) cité plus loin signale, au sujet de la consultation des peuples indigènes du Costa Rica : « *un petit secteur indigène de la région sud-caribéenne participe à la stratégie nationale REDD depuis 2008 ; grâce à cela, le gouvernement dit qu'il s'agit d'un processus participatif. Les communautés que nous avons visitées disent qu'il y a eu des processus de consultation dans ce secteur, mais que toutes les communautés indigènes du pays n'y ont pas participé et n'ont pas donné leur consentement*

préalable, libre et informé ». Un autre document rédigé à l'intention de la Banque mondiale signale aussi que « à Talamanca, le système REDD semble avoir été mis en œuvre par des fonctionnaires indigènes qui ont des rapports avec les institutions de l'État, **sans** avoir consulté les communautés et sans avoir obtenu leur consentement préalable, libre et informé ». ⁶⁰

Ce que montre cet exemple sur les conflits autour de REDD dans le territoire Bribri du Costa Rica c'est que ni REDD ni les politiques PSE sur lesquelles il est fondé ne partent d'une consultation vraiment libre, préalable et informée, et encore moins du consentement des communautés. Celles-ci n'ont pas eu la possibilité de délibérer sur ces propositions. En plus, ceux qui ont présenté la proposition REDD ne semblent pas s'être arrêtés pour apprendre comment les Bribri, dont le territoire est un des plus boisés du pays, ont été en mesure de maintenir la forêt et leurs rapports avec elle, ou s'ils ont besoin d'une politique de conservation qui a été conçue ailleurs.

« Si les intérêts des communautés locales et des groupes indigènes sont vraiment au cœur de ceci, la solution consisterait à proposer des politiques publiques qui encouragent le contrôle communautaire des territoires. Cela pourrait se faire en renforçant les initiatives déjà en place, comme la gestion communautaire de la forêt et de sa biodiversité, en sauvegardant ainsi les conditions pour que ces communautés exercent réellement leurs droits historiques et collectifs à l'autonomie et à la maîtrise de leurs terres et territoires, en appliquant leur propre vision du monde » : telle est la conclusion à laquelle arrive le document de Rojas et d'autres.

Pour davantage d'information sur ce projet :

- Talamanca dice No REDD+. Estas selvas no tienen precio. (2014): https://www.youtube.com/watch?v=XEIIgxm_ohk&feature=youtu.be and https://www.facebook.com/pages/No-REDD-Costa-Rica/426389784174454?sk=timeline&ref=page_internal.
- Caravana Climática (2014a): REDD+ y la decisión Bribri a permanecer como pueblo. Audio sur le processus REDD au Costa Rica. caravanaclimatica.org/redd-y-la-decision-bribri-a-permanecer-como-pueblo/.
- Caravana Climática (2014b): Costa Rica: La máscara verde. Vidéo. <https://www.youtube.com/watch?v=km9CGbfQyfo&feature=youtu.be>.
- Radio Mundo Real (2014): Comunidades indígenas costarricenses denuncian proceso de imposición de REDD+ en el país. <http://radiomundoreal.fm/7679-no-sera-tan-facil?lang=es>.
- Coecoceiba (2012): REDD et les peuples indigènes du Costa Rica. <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/redd-et-les-peuples-indigenes-au-costa-rica/>.
- Isaac Rojas, Mariana Porras, Henry Picado (2013): REDD en Costa Rica: un paso más en la mercantilización de los bosques. Dans : Biodiversidad, sustento y culturas. Page 57ff. [http://wrm.org.uy/es/files/2015/02/Economia Verde El Asalto Final.pdf](http://wrm.org.uy/es/files/2015/02/Economia%20Verde%20El%20Asalto%20Final.pdf).

8. Les réductions déclarées des émissions n'auraient jamais eu lieu ? Le Projet d'action climatique Noel Kempff, en Bolivie

Qui est derrière le projet ?

The Nature Conservancy et son partenaire bolivien, Fundación Amigos de la Naturaleza (FAN), créèrent en 1996 le projet de carbone forestier Noel Kempff. Avec 1,6 million de dollars du fonds initial de 9,6 millions constitué par trois entreprises énergétiques – American Electric Power (AEP), BP-Amoco (BP) et Pacificorp – le projet acheta des droits d'exploitation forestière sur près de 750 000 hectares de forêts domaniales boliviennes. Par un accord avec les entreprises états-uniennes, le gouvernement s'engagea à protéger 650 000 hectares de ces forêts pendant 30 ans. En échange, les trois entreprises recevraient des crédits de 'déboisement évité' qu'elles pourraient commercialiser ou utiliser à d'autres fins d'échange.

Que disent les promoteurs du projet ?

L'information publiée sur le site web de TNC mentionne plusieurs bénéfices pour les communautés : de l'aide pour qu'elles obtiennent des titres officiels de propriété sur 360 000 hectares de terres traditionnelles, un meilleur accès aux services de santé, d'assainissement et d'éducation, la possibilité pour les membres de la communauté de travailler comme gardiens du parc et comme techniciens de surveillance du carbone. Quant à la génération de crédits carbone, TNC espérait que le projet « éviterait l'émission de 5,8 millions de tonnes de CO₂ sur une période de 30 ans ». ⁶¹

Le projet est antérieur à l'existence des normes de certification pour REDD mais, même à l'époque, la certification était importante : « En 2005, le Projet d'action climatique Noel Kempff fut le premier projet de réduction des émissions de carbone forestières à être vérifié par des tiers selon les normes internationales adaptées du mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto », lit-on sur le site web de TNC. ⁶²

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

En 2009, Greenpeace publia un rapport, *Carbon Scam: Noel Kempff Climate Action Project and the Push for Sub-national Forest Offsets*. Le rapport montrait que les suppositions du projet sur ce qui se serait passé sans le projet REDD – l'histoire de ce qu'aurait été l'avenir sans l'activité de stockage de carbone – n'étaient pas crédibles. Par des hypothèses qui avaient pour effet de gonfler le volume de carbone que le projet économiserait, les investisseurs « ont pu déclarer une réduction des émissions de CO₂ de plusieurs millions de tonnes qui n'a jamais eu lieu ». Entre 1997 et 2004, AEP, Pacificorp et BP rapportèrent au Département de l'énergie des États-Unis que le projet Noel Kempff avait permis de compenser près de 7,4 millions de tonnes de carbone, soit bien plus que les 5,8 millions de tonnes que TNC avait prévus sur les 30 années de vie du projet.

En plus, la supposition que l'exploitation forestière industrielle dans la zone de la concession aurait continué comme avant 1996 est très discutable. Un an avant la création officielle du Projet d'action climatique Noel Kempff, le gouvernement bolivien avait adopté un nouveau code forestier. Cette nouvelle loi diminuait d'environ 75 % la

superficie affectée à l'extraction de bois dans les concessions boliviennes. Une bonne partie de la zone achetée avec l'argent des trois entreprises a pu être touchée par cette loi, de sorte que, même sans le projet REDD, elle n'aurait plus été utilisée pour l'extraction de bois.⁶³

TNC et les entreprises qui finançaient le projet avaient prévu aussi que seuls 15 % des activités de coupe pour lesquelles elles avaient acheté des droits continueraient ailleurs.⁶⁴ Autrement dit, elles estimaient qu'il y aurait 15 % de risque de 'fuites', comme on les appelle dans le jargon des techniciens REDD. En analysant les méthodes employées pour calculer ce chiffre, Greenpeace trouva que d'autres avaient estimé les 'fuites' du projet à 42 – 60%.⁶⁵ Greenpeace concluait dans son rapport de 2009 que « *Les fuites vers le nord, l'est et le sud-est du projet semblent n'avoir pas été prises en compte, malgré le fait que leurs impacts sur l'atmosphère seraient identiques à ceux des fuites ayant eu lieu dans les surfaces limitées où elles sont analysées* ».

Greenpeace a examiné aussi les déclarations de TNC sur la recherche de bénéfices pour les communautés locales. Un paysan a parlé à Greenpeace d'un troupeau de vaches que le projet avait amené pour essayer de fournir à la communauté 'des moyens d'existence alternatifs'. Malheureusement, les vaches étaient d'une race européenne incapable de survivre en Bolivie. « *Elles ont toutes fini par mourir* », dit le paysan. « *Les vaches étaient si chères que, pour le prix d'une seule, on aurait pu acheter un troupeau entier d'une race locale* ». ⁶⁶

Davantage d'information sur ce projet :

- Greenpeace (2009): Carbon Scam: Noel Kempff Climate Action Project and the Push for Sub-national Forest Offsets.
<http://www.greenpeace.org/usa/Global/usa/report/2010/1/carbon-scam-noel-kempff-clima.pdf>.
- REDD-Monitor (2009): Carbon scam: the Noel Kempff project in Bolivia.
<http://www.redd-monitor.org/2009/10/22/carbon-scam-the-noel-kempff-project-in-bolivia/>.

9. De la souveraineté alimentaire à la dépendance du marché spéculatif du bois : le projet de carbone forestier de Scole'te, Chiapas, Mexique

Qui est derrière le projet ?

Créé en 1996, Scole'te est un des premiers exemples de projets de compensation d'émissions. Il est issu d'une étude de faisabilité d'une durée de six mois, financée par le DFID du Royaume-Uni et réalisée par des chercheurs mexicains et britanniques en collaboration avec des cultivateurs indigènes de café du nord de l'État de Chiapas. Les agriculteurs ont été attirés par le projet car, face à l'effondrement du prix du café, il représentait un moyen de diversifier leur utilisation de la terre.

L'ONG mexicaine AMBIO gère les activités sur le terrain du projet de compensation de carbone forestier Scolel'te, tandis que le compte en banque du projet et l'information sur les crédits carbone sont gérés par un fonds en fidéicomis, le Fondo Bioclimático. À ce fonds participent la société de courtage en carbone Edinburgh Centre for Carbon Management (ECCM), des organisations d'agriculteurs et un institut de recherche local.⁶⁷

Que disent les promoteurs du projet ?

Le rapport annuel 2010 de Scolel'te décrit cette initiative comme un « *plan de gestion communautaire du carbone* » qui entreprend « *des activités concernant la génération de services* » dont le reboisement, l'agroforesterie, la conservation et la restauration de forêts. Le rapport signale que, depuis ses débuts, le projet a couvert une superficie de 9 645 ha, que 2 437 producteurs y participent, et qu'il a vendu des certificats Plan Vivo pour un total de 432 166 tonnes de CO₂. Richard Tipper, de l'ECCM, dit aussi que « *un sous-produit important du projet est la formation et l'autonomisation [des agriculteurs locaux] qui a découlé de leur contact avec les idées associées au commerce des services environnementaux* ». ⁶⁸

À la différence de la plupart des projets de compensation de carbone et de projets REDD, celui de Scolel'te donne dans son rapport 2010 des informations détaillées sur les ventes et les recettes du carbone : « *En 2010 furent vendus 23 357 certificats Plan Vivo. Parmi les acheteurs figurent : ZeroMission, Reforestamos México, Save the Planet, HSBC, Proactive Strategy, PEMEX, Bunge et FMCN, [...] ce qui se traduit par des paiements directs à 13 communautés.* » ⁶⁹ Le projet a vendu également des crédits carbonés à une fondation créée par la Fédération internationale de l'automobile, une fédération à but non lucratif d'organisations automobiles, qui est aussi l'organe international réglementant le sport automobile.

Le projet Scolel'te a été inspecté par la Rainforest Alliance pour vérifier sa conformité avec les Protocoles de surveillance du Plan Vivo pendant les périodes avril 2007 – 2008 et mai 2008 – 2009.⁷⁰

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des projets de compensation de carbone en forêt, les paysans ont participé à la planification de celui-ci. Bien que peu de communautés reçoivent des paiements pour la conservation de la forêt (le déboisement évité), le projet se centre surtout sur la plantation d'arbres (ce que la CCNUCC appelle boisement ou reboisement) dans des terres gérées par des particuliers. Les agriculteurs ne reçoivent des paiements que pendant cinq ans (c'est-à-dire jusqu'au moment où les arbres sont censés croître sans avoir besoin d'un entretien intensif), de sorte que le principal bénéfice financier du projet proviendra de la vente future de bois. Ainsi, l'extraction de bois est la principale incitation financière pour y participer, et les agriculteurs s'engagent à maintenir les plantations d'arbres pendant quatre périodes de rotation de 25 ans, soit un total de 100 ans.

Il paraît qu'au départ les communautés locales ont participé dans une certaine mesure aux décisions concernant les types d'activités que le projet allait proposer aux paysans intéressés. Cependant, leur participation à l'analyse des facteurs déterminants du déboisement de la région semble moins évidente. Les documents du projet Scolel'te

insistent sur l'influence de la « croissance démographique » et de l'agriculture artisanale sur la diminution des forêts, mais ne mentionnent pas les causes profondes du déboisement.⁷¹

Le rapport de Greenpeace de 2012, *Outsourcing Hot Air*, signale que « le fait que Scolel'te se centre sur les activités de boisement et de reboisement a poussé quelques membres des communautés locales à changer leurs méthodes d'exploitation des terres, en remplaçant les cycles de rotation des cultures de 5 à 7 ans (favorables à la subsistance et à la sécurité) par quatre cycles de 25 ans de rotation de plantations commerciales d'arbres (fondés sur la spéculation et à la merci des forces du marché). En plus du risque d'empirer la situation sociale de la population, une analyse a montré que les bénéfices du carbone dans les zones affectées au projet risquent d'être négatifs, par rapport aux zones laissées en jachère dans les forêts gérées par la communauté. En plus des impacts directs, il semble que les tentatives du gouvernement du Chiapas de mettre en place un projet pilote REDD+ ont abouti, dans quelques cas, à l'intensification des conflits fonciers locaux. La création d'une 'police environnementale' – censée faire respecter les activités de conservation dans la zone du projet – semble avoir éveillé chez les communautés voisines la crainte d'être expulsées parce qu'elles n'ont pas de titres fonciers officiels. Bien que le gouvernement affirme que les communautés qui souhaitent rester pourront le faire, le gouverneur du Chiapas, Juan Sabines, a déclaré que « sur les 179 établissements 'irréguliers' qu'il y avait dans la zone protégée de la jungle, la plupart ont été retirés et il n'en reste que 11 ». ⁷²

Davantage d'information sur le projet :

- Greenpeace (2012): *Outsourcing Hot Air*. The push for sub-national REDD offsets in California's carbon market from Mexico and beyond.
<http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/forests/2012/REDD/OutsourcingHotAir.pdf>.
- Tracey Osborne (2011): Carbon forestry and agrarian change: access and land control in a Mexican rainforest. *Journal of Peasant Studies* 38:859-883.
- Tracey Osborne (2013): Fixing Carbon, Losing ground: Payments for environmental services and land (in)security in Mexico. *Human Geography* Volume 6, Number 1, 2013.

10. « Tout ce que nous voulons c'est qu'on nous rende notre terre » Le projet carbone de FACE au Mount Elgon, Ouganda

Qui est derrière le projet ?

En 1994, la fondation néerlandaise FACE (Forests Absorbing Carbon dioxide Emissions), qui s'appelle aujourd'hui 'Face the Future', signa un contrat avec les autorités ougandaises pour planter des arbres sur 25 000 hectares dans le Parc national de Mount Elgon. La fondation FACE avait été créée par le Conseil néerlandais de

génération d'électricité. L'UWA (Ugandan Wildlife Authority), organisme responsable de la gestion des parcs nationaux ougandais, se charge de la gestion sur le terrain. Plusieurs entreprises ont commercialisé des crédits carbone générés par le projet, dont une autre entreprise néerlandaise, GreenSeat, et la société britannique 'The Carbon Neutral Company' (autrefois 'Future Forests'). La fondation FACE participe aussi à un autre projet de compensation controversé, FACE-PROFAFOR, mis en œuvre en Équateur.⁷³

Que disent les promoteurs du projet ?

Le projet UWA-FACE consiste à planter des arbres sur une bande de deux à trois kilomètres de large juste à l'intérieur des limites de 211 kilomètres du Parc national de Mount Elgon, en Ouganda. Les documents d'information de FACE affirment que le projet a amélioré les revenus et le niveau de vie des communautés locales, qu'il a créé des emplois, et qu'il a offert aux agriculteurs des jeunes plants qu'ils ont plantés dans leurs fermes.

Le projet est certifié comme bien géré suivant les normes du Forest Stewardship Council (FSC).

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Le projet de la Fondation FACE et de l'UWA devint invendable pendant beaucoup d'années, après la divulgation des conflits et des violations des droits de l'homme des villageois qui contestaient que FACE soit propriétaire des terres. La réputation des entreprises impliquée dans un projet aussi polémique en a été ternie ; depuis, aussi bien la fondation FACE que Future Forest ont changé leurs noms. Le projet était le résultat d'une alliance entre des agences d'aide internationale et le gouvernement ougandais, pour « *conserver et utiliser de façon responsable le fragile écosystème de montagne* ». Le projet démarra sans se soucier des conflits fonciers qui existaient entre l'UWA, les Benet (dont les territoires se trouvaient à l'intérieur du parc) et les paysans voisins dont les champs avaient été usurpés par l'expansion du parc.

Le Plan de gestion du Parc de l'UWA dit que la demande de terres agricoles additionnelles dans le parc est « *incompatible avec la conservation des valeurs du Parc qu'exigent les statuts de l'UWA* », et que la loi continuera d'être appliquée dans le parc et dans la zone affectée à la compensation de carbone. Or, « *[la soi-disant] 'application de la loi' implique que les gardes de l'UWA participent à des opérations de type militaire, avec patrouilles, descentes, arrestations, incarcérations, saisie de bétail, destruction de maisons et de cultures et violences approuvées par l'État. Les gardes ont des fusils et ils tirent sur les braconniers. Plusieurs personnes ont été tuées. S'ils ont besoin de soutien militaire, les employés de l'UWA appellent la Force ougandaise de défense populaire (UPDF)* », écrivaient Chris Lang et Timothy Tyakola en 2006, dans leur rapport sur le projet.

Quant au rapport *'Virtual Nature, Violent Accumulation. A Critical Political Ecology of Carbon Market Failure at Mt. Elgon, Uganda'*, il concluait: « *pour la mise en œuvre du projet, il a été nécessaire d'exproprier sans dédommagement des milliers de résidents. On peut vraiment dire que ces expropriations pour la protection de l'environnement ont été parmi les plus grandes et sanglantes de l'histoire postcoloniale de l'Ouganda, et elles ont servi à subventionner la participation du projet UWA-FACE au marché mondial des services écosystémiques* ».

Lang et Byakola signalent aussi le problème auquel se heurtent tous les projets de compensation, y compris celui de FACE-UWA, au moment de prédire ce qui serait arrivé si le projet n'avait pas existé : « *Le carbone de la fondation FACE est censé rester pendant 99 ans dans les arbres plantés dans le Parc national de Mount Elgon. Or, il suffit de jeter un coup d'œil aux 99 dernières années de l'histoire parfois turbulente de l'Ouganda et du Mont Elgon pour comprendre qu'il aurait été très difficile, il y a 99 ans, de prédire que les 25 000 hectares d'arbres plantés à l'époque seraient toujours là aujourd'hui. Si cela est impossible en regardant vers le passé, comment peut-on supposer que les arbres plantés aujourd'hui seront toujours là à l'avenir ? Pourtant, c'est justement cela que la fondation FACE nous demande de croire* ».

Davantage d'information sur le projet :

- Connor Cavanagh & Tor A. Benjaminsen (2014): Virtual nature, violent accumulation: The 'spectacular failure' of carbon offsetting at a Ugandan National Park. *Geoforum* 2014, Vol. 56, septembre 2014.
- Zembla (2008): CO2 Alibi. Vidéo de 35 minutes sur le projet de compensation de carbone de FACE-UWA. www.youtube.com/watch?v=mVEGvAVfhs
- Chris Lang & Timothy Byakola (2006): A funny place to store carbon: UWA-FACE Foundation's tree planting project in Mount Elgon National Park, Uganda. Rapport rédigé pour le Mouvement mondial pour les forêts tropicales. <http://wrm.org.uy/books-and-briefings/a-funny-place-to-store-carbon-uwa-face-foundations-tree-planting-project-in-mount-elgon-national-park-uganda/>.
- Linda Norgrove & David Hulme (2005): Confronting conservation at Mount Elgon, Uganda", Institute for Development Policy and Management, University of Manchester. www.sed.manchester.ac.uk/idpm/staff/documents/ParkingResistanceandresistingtheparknovember2005.pdf.

11. « *Nous avons été expulsés sans discussion.* » La Réserve forestière de Bukaleba, en Ouganda

Qui est derrière le projet ?

Le projet de plantation d'arbres pour le piégeage de carbone dans la Réserve forestière de Bukaleba est géré par Green Resources, une entreprise norvégienne qui possède 41 000 hectares de plantations au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda. Green Resources (autrefois Tree Farms) est une société privée norvégienne dont le principal actionnaire est Mads Asprem, avec 30 % des parts ; Verbena Investment Holdings en possède 10 %. Avant l'établissement de Green Resources, Asprem présidait l'équipe de recherche en produits forestiers et papier de Merrill Lynch (aujourd'hui Bank of America) ; avant cela, elle avait eu une fonction semblable à la banque nord-américaine Morgan Stanley. Green Resources se dit « *la principale société d'afforestation d'Afrique* », et ses plantations sont utilisées pour produire du bois et pour générer des crédits carbone.

Le projet de plantation d'arbres comme puits de carbone de Green Resources en Tanzanie a causé, lui aussi, des controverses et des conflits entre l'entreprise et les communautés touchées par les plantations.⁷⁴

L'Agence suédoise de l'énergie a signé des contrats d'achat de crédits carbone issus de la plantation de Kachung, entre 2012 et 2032, pour une valeur estimée de quatre millions de dollars.⁷⁵

Que disent les promoteurs du projet ?

En 1996, Green Resources obtint de l'Autorité ougandaise des Forêts le permis de faire, pendant 50 ans, des plantations dans la Réserve forestière de Bukaleba, située dans l'est du pays, et dans la Réserve forestière de Kachung, dans le nord. La superficie totale était de 11 864 hectares. Ces terres appartiennent à la réserve forestière gouvernementale, mais les paysans pouvaient y cultiver des aliments, cueillir des produits et faire paître des animaux.

En avril 2011, les plantations de Bukaleba furent certifiées selon le système du FSC (Forest Stewardship Council). En 2012, la plantation de Bukaleba fut validée et vérifiée également par le Verified Carbon Standard. La plantation de Kachung est un projet du Mécanisme de développement propre, validé en 2011 suivant les normes de Climate Community and Biodiversity.

Qu'est ce qui se passe en réalité ?

L'Oakland Institute vient de publier *'The Darker Side of Green. Plantation Forestry and Carbon Violence in Uganda'*, un rapport sur les expériences des communautés avec les plantations d'arbres de Green Resources dans la Réserve forestière de Bukaleba. Les conclusions du rapport se font l'écho de celles que l'ONG norvégienne Norwatch rapportait en 2000 sur le projet de plantations d'arbres comme puits de carbone mis en œuvre par Tree Farms (l'ancien nom de Green Resources) en Tanzanie.⁷⁶ Les expulsions de villageois par des employés du gouvernement, des militaires et des agents de police avaient donc commencé avant l'arrivée de Green Resources à Bukaleba, mais ne s'arrêtèrent pas avec l'arrivée de l'entreprise. L'Oakland Institute signale que les expulsions récentes *« sont directement associées à l'expansion des plantations de l'entreprise »*. Les villageois disent que les employés de l'entreprise ont détruit leurs foyers pour faire de la place aux plantations.

Ces plantations d'arbres ont porté atteinte aussi à plusieurs sites d'importance culturelle qui se trouvent à l'intérieur des terres que Green Resources est autorisée à exploiter. Fin 2013, Green Resources a mis des écriteaux signalant les cimetières, mais les villageois ne sont toujours pas autorisés à se rendre sur certains sites culturels. *« Il n'y a plus de places pour prier nos dieux »*, a dit un homme.

Le rapport de l'Oakland Institute dit que Green Resources s'est engagée à affecter 10 % des bénéfices à des projets communautaires, et qu'elle a fourni aux villageois quelques installations sanitaires et éducatives et quelques projets alternatifs pour la génération de revenus. Cependant, les villageois signalent que cela ne résout pas leur problème le plus important : la perte d'accès à la terre. *« À quoi nous servent les médicaments si nous n'avons pas de terre pour produire des vivres ni d'école pour que nos enfants aient un avenir ? »*, a demandé une femme interviewée par les chercheurs de l'Oakland Institute.

« Les véritables bénéficiaires reviennent à ceux qui acquièrent la terre : l'entreprise qui plante des arbres et les investisseurs qui s'attendent à obtenir un retour sur capital. En interviewant 152 villageois, travailleurs écologiques, employés de l'entreprise et journalistes, on a trouvé que non moins de 8 000 agriculteurs de subsistance avaient été expulsés de leurs terres, et que certains d'entre eux avaient été soumis à des violences physiques par des forces de sécurité inconnues. Quelques villageois qui avaient essayé de rester en contact avec leur terre ont dénoncé qu'ils avaient été emprisonnés pour avoir enfreint la loi sur l'entrée sans autorisation », explique Carol Richards, l'un des auteurs du rapport de l'Oakland Institute.⁷⁷

Davantage d'information sur le projet :

- The Oakland Institute (2014): The Darker Side of Green. Plantation Forestry and Carbon Violence in Uganda. The Case of Green Resources' Forestry-Based Carbon Markets.
http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/Report_DarkerSideofGreen_hirez.pdf.
- REDD-Monitor (2014): More on Green Resources' plantations in Uganda: Response from Oakland Institute to Mads Aspem. www.redd-monitor.org/2014/11/13/more-on-green-resources-plantations-in-uganda-response-from-oakland-institute-to-mads-aspem/.
- Norwatch (2000): Carbon Upsets -Norwegian 'Carbon Plantations' in Tanzania. <http://www.framtiden.no/english/other/new-report-on-norwegian-carbon-plantations-in-tanzania-carbon-upsets.html>.

12. « Les charbonniers et les éleveurs doivent changer de métier ou trouver d'autres terres. » Le projet de plantation d'arbres comme puits de carbone à Kikonda, Ouganda

Qui est derrière le projet ?

En 2001, la société privée Global-woods international AG signa un bail de 49 ans pour créer une plantation commerciale d'arbres dans la Réserve forestière de Kikonda, dans l'ouest de l'Ouganda. Le projet s'étend sur 12 182 hectares de terres domaniales. Il est décrit comme une plantation commerciale d'arbres qui génère aussi des crédits carbone. Le projet est antérieur à l'existence du terme REDD, mais ses propriétaires commercialisent régulièrement les crédits carbone dans le contexte du débat sur REDD.

La Réserve forestière de Kikonda est certifiée comme un projet d'atténuation climatique par la norme CarbonFix qui, depuis 2014, fait partie du Gold Standard. En 2009, le projet avait été certifié également par la norme CCB mais, d'après le site web de la CCB, ce certificat est arrivé à terme.⁷⁸ En outre, la gestion de la plantation d'arbres est certifiée selon les normes du Forest Stewardship Council.

Que disent les promoteurs du projet ?

Les documents du projet donnent très peu d'information sur les bénéfices reçus par les communautés qui ont utilisé la réserve forestière. Par exemple, le document d'avril 2009 rédigé aux fins de la certification CCB ne fait référence qu'à la création d'emplois.⁷⁹ Une section du document explique qu'en plus des « *effets directs des activités du projet, celui-ci soutient des écoles de la région pour améliorer l'un des outils les plus nécessaires à la société : l'éducation. De façon générale, les activités du projet ont des effets positifs, continus et de longue durée, sur les communautés qui entourent la réserve forestière* ».

Dans la section 'Perte de terres pour la population locale', on signale : *« Comme la réserve n'était pas commercialement exploitée avant 2002, les éleveurs et les charbonniers avaient l'habitude de faire paître leur bétail dans la [réserve forestière] et de faire du charbon sans aucune restriction légale importante. Avec l'application de la démarcation de la [réserve forestière], les activités illégales diminuent sans cesse, et les charbonniers et les éleveurs doivent trouver de nouveaux métiers ou d'autres terres pour continuer leurs activités »*. Le chapitre sur 'l'utilisation et l'occupation actuelles des terres dans le site du projet' explique que *« des gardes de sécurité employés par la direction du projet surveillent constamment la réserve forestière pour faire cesser toute activité illégale. Ces patrouilles rappellent aussi constamment aux gens de la zone que la Réserve forestière ne peut être utilisée que pour cultiver des arbres »*.

Adrian Nel signale que l'entreprise avait prévu des avantages pour la communauté, ainsi que des activités de plantation d'arbres dans les 'zones tapon' et sur les terres communautaires enregistrées. Il devait y avoir une collaboration avec 300 membres de la communauté, dont des ménages et des institutions telles que l'église et l'école, par l'intermédiaire d'une organisation dénommée Kikonda Community Forestry Association (KiCoFa), mais 4 % seulement des membres de la communauté détenaient des titres de propriété foncière enregistrés, et l'initiative fut apparemment abandonnée en 2009.

Qu'est-ce qui s'est passé en réalité ?

Au début, Global-woods avait estimé qu'environ 12 540 personnes vivaient dans les vingt villages situés à moins de 5 km de la Réserve forestière de Kikonda, dont trois villages de près de 1 500 habitants qui sont complètement entourés par la réserve. Or, une 'étude socio-économique de base' effectuée tardivement par l'entreprise en 2011, suggère que le nombre de personnes qui habitent tout près de la réserve se rapproche plutôt des 50 000 ; l'étude dit aussi qu'au départ, *« on avait supposé qu'il y avait 20 communautés, et le but était de les inclure toutes. Mais au cours de l'étude nous nous sommes aperçus qu'il y en avait davantage dans la zone ; 44 communautés y ont été recensées »*.⁸⁰

Les communautés se sont plaintes des nombreux conflits qu'il y a eus avec le projet dès le début, en particulier à cause des amendes, des arrestations arbitraires, de la confiscation des bestiaux qui entrent dans la réserve, de l'interdiction d'accès aux réservoirs d'eau qui avaient été construits pour être utilisés par les habitants, de la corruption généralisée chez les gardes forestiers, etc. Peskett et d'autres écrivaient dans leur rapport de 2010 : *« Un des effets les plus négatifs (et un problème permanent) a été la perte d'accès (illégal) aux terres de la réserve. [...] Ces problèmes sont aggravés par le fait que le service de sécurité [de l'entreprise] applique strictement la législation et emmène les coupables au poste de police pour engager contre eux des poursuites (qui impliquent habituellement de fortes amendes) »*.⁸¹

En ce qui concerne l'emploi, Nel rapporte que l'entreprise « *emploie surtout des travailleurs migrants, dans des conditions très mauvaises (Interview, Kikonda, octobre 2012). Ces travailleurs migrants, qui viennent de divers endroits du pays, dont Arua, Mbale et Mityana (il n'y avait pas de travailleurs locaux dans le groupe que j'ai rencontré), ont signalé que les contrats étaient temporaires, accordés aux plus offrants des intermédiaires qui, à leur tour, engageaient des migrants pour 200 000 par mois (environ 78 USD), en fonction des résultats (interview d'un travailleur de GW, Kikonda, octobre 2012). Apparemment il y aurait eu aussi des cas de viol de femmes locales par ces travailleurs et par les gardes forestiers (CDI, 2012)* ». ⁸²

Le projet a suscité des conflits depuis le début, surtout au sujet de l'expulsion des 'intrus' et de l'interdiction, depuis 2000, du pâturage de bétail pratiqué de longue date. Nel signale que, dans certains cas, le pâturage semble avoir été autorisé moyennant un prix, tandis qu'à d'autres moments les gens ont dû payer jusqu'à un million de shillings d'amende (400 USD). L'entreprise aurait abandonné, depuis 2009, son attitude agressive contre l'exploitation agricole de la terre dans la concession pour la plantation d'arbres, à cause des conflits permanents. « *L'objectif n'est pas d'encourager les activités qui impliquent une invasion de la réserve ; le minimum à espérer c'est de ne pas entraver le programme d'expansion* », a dit un employé de l'entreprise cité par Nel (2014). Mais apparemment, l'utilisation de cette terre louée à Global-woods AG pour la production de bois et la génération de crédits carbone reste une source de conflits.

Davantage d'information sur ce projet :

- Adrian Nel (2014): Sequestering market environmentalism: Geographies of Carbon Forestry and Unevenness in Uganda. (Thesis, Doctor of Philosophy), University of Otago, New Zealand. <http://hdl.handle.net/10523/5070>.
- SSNC (2012): REDD Plus or REDD "Light"? Biodiversity, communities and forest carbon certification. www.naturskyddsforeningen.se/sites/default/files/dokument-media/REDD%20Plus%20or%20REDD%20Light.pdf.

13. « J'ai perdu ma terre. C'est comme si je n'étais plus un être humain. » Les plantations d'arbres comme puits de carbone de la New Forests Company, Ouganda

Qui est derrière le projet ?

La New Forests Company (NFC) est une société britannique qui exploite des plantations d'arbres en Ouganda, en Tanzanie, au Mozambique et au Rwanda. Des fonds d'investissement comme l'Agri-Vie Agribusiness Fund (auquel participe aussi la Société financière internationale de la Banque mondiale, SFI) ont investi dans cette société, et dans une présentation non datée de l'entreprise figure comme actionnaire de la NFC – Ouganda la banque internationale HSBC. En 2008, la Banque européenne d'investissement y contribua avec 5 millions d'euros. ^{83,84}

En Ouganda, la NFC obtint de l'Autorité forestière ougandaise le permis d'établir des plantations d'arbres sur 20 000 hectares. Les terres se trouvent à trois endroits différents, où l'entreprise a fait des plantations de pins et d'eucalyptus. L'activité principale est la production de bois, mais le matériel publicitaire mentionne aussi la vente de crédits carbone générés dans une des plantations.

Les trois plantations ont été certifiées par le Forest Stewardship Council.

Que disent les promoteurs du projet ?

Dans une présentation non datée du projet, la directrice chargée du carbone de New Forest Company, Phoebe Sullivan, écrit sur une diapositive concernant la méthode de gestion de l'entreprise que « *la NFC s'est engagée à générer des VER [des crédits carbone commercialisés sur le marché d'émissions] avec des bénéfices écologiques et sociaux vérifiables, de manière à délivrer des crédits attirants* ». Le but de l'investissement est la production de bois, et « *les revenus du carbone peuvent rationaliser le fort capital initial nécessaire pour établir une plantation à grande échelle* ». ⁸⁵ Le retour estimé de l'investissement serait de 20 à 25 %.

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

La promesse de « *délivrer des crédits attirants* » est tombée à l'eau quand Oxfam a publié, en 2011, un rapport qui témoignait des conflits et de la violence généralisée qui ont éclaté quand les villageois ont été expulsés de leurs terres, comprises dans le permis de plantation d'arbres. L'Autorité forestière nationale avait commencé à expulser les habitants antérieurs peu après la signature de l'accord avec la New Forest Company en 2005, en affirmant qu'il s'agissait d'occupants illégaux. Oxfam signalait que vingt mille personnes avaient été chassées de leurs foyers pour faire de la place aux plantations de la NFC. Le rapport d'Oxfam rapporte les paroles d'un agriculteur qui parle de son expérience : « *Je me souviens de ma terre, trois acres de caféiers, beaucoup d'arbres, des manguiers et des avocatiers. J'avais cinq acres de bananiers. J'avais reçu des prix d'agriculteur modèle. J'avais des vaches pour le lait, dix ruches, deux belles maisons permanentes. Ma terre me donnait tout, de la subsistance à l'éducation de mes enfants. Les gens m'appelaient Omataka, celui qui possède des terres. Rien de tout cela n'existe plus. Maintenant je suis un des plus pauvres* ».

Le rapport d'Oxfam affirme que « *les gens expulsés sont au désespoir, ils ont été laissés sans terre et dans la misère. Certains disent qu'ils ont subi des violences et que leur propriété, leurs cultures et leur bétail ont été détruits. Ils disent qu'ils n'ont pas été consultés, qu'on ne leur a proposé une indemnisation suffisante et qu'ils n'ont pas reçu d'autres terres en échange* ». Les expulsions ont eu lieu malgré l'existence, depuis 2006, d'une interdiction présidentielle (sélective). Dans sa thèse de doctorat, Nel écrit que « *pour faire autoriser les expulsions, il fallait sans doute avoir des amis bien placés* ».

Au nom des personnes qui vivaient autour des plantations de Mubende, quatre représentants des communautés concernées, l'Oxfam et l'organisation Uganda Land Alliance ont présenté une plainte au bureau de l'ombudsman (CAO) qui s'occupe des plaintes des communautés touchées par les investissements de la SFI. Le CAO a entamé le processus de médiation entre la New Forests Company et les communautés après avoir reçu la plainte en décembre 2011. En juillet 2013, la NFC et les représentants de la communauté ont signé un accord par lequel l'entreprise s'engage à

verser des fonds à une coopérative gérée par la communauté. Oxfam annonce dans son site web que la coopérative « *vient d'acheter 500 acres dans le district de Mubende à des fins de réinstallation et d'activités agricoles* ». ⁸⁶

Davantage d'information sur ce projet :

- REDD-Monitor (2011): Ugandan farmers kicked off their land for New Forests Company's carbon project. <http://www.redd-monitor.org/2011/09/23/ugandan-farmers-kicked-off-their-land-for-new-forests-companys-carbon-project/>.
- Matt Grainger & Kate Geary (2011): The New Forests Company and its Uganda plantations. 'I lost my land. It's like I'm not a human being.' <http://www.redd-monitor.org/wp-content/uploads/2011/09/cs-new-forest-company-uganda-plantations-220911-en.pdf>.
- Adrian Nel (2014): Sequestering market environmentalism: Geographies of Carbon Forestry and Unevenness in Uganda. PhD Thesis, University of Otago, New Zealand. www.ourarchive.otago.ac.nz/handle/10523/5070.

14. « *Qu'avons-nous gagné? Pas grand-chose.* » Le projet de carbone pour la forêt communautaire de N'hambita, Mozambique

Qui est derrière le projet ?

En 2002, le Projet communautaire de carbone de N'hambita (qui fait partie maintenant du Projet de carbone de Sofala) fut lancé par Envirotrade, une entreprise inscrite à l'origine à l'île Maurice et créée par l'homme d'affaires britannique Robin Birley et l'ancien sénateur sud-africain Philip Powell. Le rapport de la Commission de la vérité et la réconciliation signale que Powell – qui n'a plus de rapports avec Envirotrade – avait des liens avec une unité paramilitaire qui avait essayé de déstabiliser les premières élections démocratiques d'Afrique du Sud en 1994.

Le site du projet d'Envirotrade au Mozambique est adjacent au Parc national de Gorongosa. Entre 2003 et 2008, la Commission européenne alloua une subvention de 1,5 million d'euros à Envirotrade, l'université d'Edinburgh et le Centre de gestion du carbone d'Edinburgh (voir aussi le projet Scolel'te) pour la mise en œuvre du projet pilote de compensation carbone de la forêt de N'hambita. Les rapports financiers d'Envirotrade montrent qu'en plus de la subvention de l'UE, les ventes de carbone rapportèrent 1,3 million USD et qu'Envirotrade y investit 2,1 millions USD. Les crédits carbone du projet furent vendus en partie à Arla Foods (le plus grand producteur scandinave de produits laitiers), au groupe MAN et à Live Earth. ⁸⁷

Que disent les promoteurs du projet ?

Les objectifs du projet étaient de conserver une forêt dont la communauté était propriétaire, d'introduire l'agroforesterie et d'autres systèmes agricoles pour améliorer le rendement des cultures, et de créer des entreprises communautaires. Il visait aussi à démontrer l'efficacité des plans de commercialisation du carbone forestier, et à montrer comment concevoir et mettre en œuvre les projets de ce genre. Les habitants furent embauchés pour planter et entretenir des arbres dans leur terre, et les communautés furent chargés également de protéger et de patrouiller une étendue de forêt de 10 000 hectares. Envirotrade espérait générer des crédits carbone grâce aux activités agroforestrières des agriculteurs et à la protection de la forêt communautaire adjacente.⁸⁸

Les crédits carbone du projet sont certifiés par la fondation Plan Vivo et le projet a reçu le certificat 'triple gold' de la norme CCB.

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Un rapport du FERN et des Amis de la Terre France publié en 2013 (voir ci-dessous) signala que l'évaluation pour la certification CCB manquait absolument de rigueur et qu'il avait omis de mentionner de nombreux défauts du projet.

Un article de La Vía Campesina paru en 2012 met en lumière les problèmes rencontrés par les agriculteurs qui participaient au projet d'Envirotrade. En effet, les villageois de N'hambita sont payés pendant sept ans pour planter et conserver les arbres, mais le contrat qu'ils signent les engage à ce faire pendant 99 ans. « *L'agriculteur a l'obligation de continuer à entretenir les plantes qu'ils possèdent, même après la période de sept ans prévue dans ce contrat* », dit une clause du contrat. Ce qui est peut-être encore plus sujet à controverse est le fait qu'Envirotrade vend à l'avance les crédits à générer pendant 99 ans, parfois même avant que les arbres ne soient plantés. António Serra, d'Envirotrade Mozambique, a dit à La Vía Campesina : « *Si un agriculteur meurt pendant la période du contrat, le contrat, tous les droits qu'il contient mais aussi toutes les obligations, sont transférés à ses héritiers légitimes* ».

Quand La Vía Campesina examina le contrat d'un agriculteur, elle apprit qu'il serait payé 128 USD pendant sept ans pour planter des arbres sur une parcelle de 0,22 ha. À ce prix, l'agriculteur aurait besoin d'une superficie bien plus grande et de planter beaucoup plus d'arbres pour sortir de la pauvreté. En plus, les agriculteurs sont payés à condition que 85 % des plants survivent. Cette obligation s'est avérée difficile à remplir, de sorte que pour certains agriculteurs les paiements ont diminué. Il paraît aussi que quelques participants n'ont rien reçu pendant trois ou quatre ans. Comme beaucoup de villageois ont dû arrêter ou diminuer leurs cultures pour pouvoir s'occuper des arbres, la réduction des paiements a beaucoup aggravé leur situation déjà précaire et l'obtention d'aliments est devenue beaucoup plus difficile. Les agriculteurs disent que le projet leur a apporté quelques bénéfices (des arbres fruitiers, quelques revenus, des centres médico-sociaux et du transport en cas de maladie), mais les retards et la réduction des paiements ont suscité beaucoup de conflits. En plus, ceux qui ont bénéficié le plus du projet sont les membres les plus fortunés des communautés, qui ont pu disposer de davantage de terre pour planter des arbres.

Le rapport du FERN et des Amis de la Terre France, 'Le carbone discrédité', remarque qu'Envirotrade ne peut pas calculer les émissions effectivement évitées parce qu'elle

n'a pas pu estimer une base de référence sur le carbone qui était stocké dans les forêts communautaires comprises dans le projet. Sans cela, il est impossible de vérifier les économies de carbone réalisées. Ces problèmes avaient déjà été posés dans le rapport élaboré en mai 2008 par ODI et Winrock International pour la Commission européenne. L'étude avait trouvé que les rapports fournis par le projet étaient insuffisants, et commenté que « *le domaine le plus préoccupant du projet est celui de l'élément carbone dans sa totalité* ». Le rapport du FERN et des AdT France conclut que le projet « *n'a pas réussi à remplir la plupart de ses objectifs en matière de changement climatique, de développement, de finances et d'apprentissage* ».

« La dénomination N'hambita a fait le tour du monde. Mais qu'est-ce qu'il y a à voir ici ? Qu'est-ce que nous avons obtenu ? Pas grand-chose. Les familles qui possédaient déjà de nombreuses machambas se sont enrichies mais, pour le reste de la population, les bienfaits sont minimes. Certains n'entretiennent même plus les arbres. Le paiement est trop faible. »⁸⁹

Davantage d'information sur le projet :

- La Via Campesina Africa (2012): Carbon trading and REDD+ in Mozambique: farmers 'grow' carbon for the benefit of polluters.
http://www.grain.org/bulletin_board/entries/4531-carbon-trading-and-redd-in-mozambique-farmers-grow-carbon-for-the-benefit-of-polluters#sdfootnote2anc.
- FERN et Les Amis de la Terre France (2013): Le carbone discrédité. Pourquoi l'UE devrait se détourner de la compensation carbone forestière.
http://www.fern.org/sites/fern.org/files/Nhambita_FR_internet.pdf.
- REDD-Monitor (2012): Envirotrade's carbon trading project in Mozambique: "The N'hambita experiment has failed". www.redd-monitor.org/2012/07/11/envirotrades-carbon-trading-project-in-mozambique-the-nhambita-experiment-has-failed/.
- Mark Olden & Michael Gillard (2010): Carbon credit documentary should not have been shown, BBC admits.
<http://www.theguardian.com/media/2010/apr/11/bbc-envirotrade-robin-birley-mozambique>.

15. Se préparer pour REDD ? L'expulsion des Sengwer des montagnes Cherangany, au Kenya

Qui est derrière ces activités ?

La Banque mondiale a financé le Service des Forêts du Kenya par l'intermédiaire de son Programme de gestion des ressources naturelles (NRMP) avec le gouvernement kényan. Lancé en 2007, le programme a inclus le financement de projets dans les montagnes Cherangany, y compris « le financement d'activités de préparation pour REDD+ ».

Que disent les promoteurs du projet ?

D'après l'accord de financement passé entre la Banque mondiale et le gouvernement du Kenya, le programme était initialement censé améliorer « *la capacité institutionnelle de gérer les ressources hydriques et forestières, de réduire l'incidence et la gravité de chocs hydriques tels que la sécheresse, les inondations et la pénurie d'eau dans les bassins des fleuves, et d'améliorer le niveau de vie des communautés qui participent à la cogestion des ressources hydriques et forestières* ». Un Cadre de planification pour les peuples autochtones (IPPF) fut développé parce que des peuples ogiek et sengwer vivaient dans les zones affectées au programme. L'IPPF devait « *veiller à ce qu'ils ne subissent pas des effets négatifs du projet, et adopter des mesures pour atténuer les impacts potentiels* ». Le programme fut révisé en 2011 de manière à en simplifier les objectifs, à réaffecter les fonds et à formaliser le fait que les montagnes Cherangany faisaient partie du programme.⁹⁰

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Près de 13 500 Sengwer vivent dans les montagnes Cherangany du Kenya, dans le nord de la vallée du Rift. De nombreuses communautés sengwer se sont opposées aux tentatives d'expulsion et de déplacement depuis le début des années 1980. Les expulsions forcées des Sengwer reprirent en 2007, lorsque le gouvernement du Kenya et la Banque mondiale adoptèrent un IPPF pour le Programme de gestion des ressources naturelles. En application de ce dernier, la frontière des réserves forestières de Cherangany fut déplacée, de sorte que les familles sengwer se retrouvèrent à l'intérieur de la réserve et sujettes à l'expulsion. Elles n'avaient pas été consultées à propos du changement des limites. Plus de 1 000 maisons furent brûlées ; les familles furent obligées de fuir, poussées par la police militaire qui suivait les ordres du Service kényan des Forêts.

« Ce n'est pas par hasard que les expulsions ont redémarré en 2007, l'année où le Projet de gestion des ressources naturelles de la Banque mondiale a démarré », remarquait le réseau 'No REDD in Africa' dans une lettre du 12 mars 2014. Au début, la Banque mondiale nia tout rapport entre son financement du NRMP et les expulsions. *« [Le Service kényan des Forêts] et le gouvernement lorgnent les potentiels revenus du programme REDD qu'ils pensent pouvoir obtenir s'ils écartent les communautés autochtones de leurs terres, en dépit des lois internationales et nationales »,* écrivait le Forest Peoples Programme dans un article sur les expulsions forcées. La lettre du 12 mars 2014 du réseau 'No REDD in Africa' signale aussi cette évidence : *« Le directeur de la conservation au Service kényan des Forêts, M. Solomon Mibei, aurait déclaré que 'le mécanisme REDD+ est une option d'avenir. [...] En ce moment, le KFS organise des ateliers avec les communautés voisines des montagnes Cherangany, où se trouvent la forêt Embobut et la forêt Kkamega, pour les instruire sur la finance du carbone. [...] Nous sommes très indignés de la déclaration publiée dans la presse par la Banque mondiale, où elle essaie de se distancier de la réinstallation forcée du peuple sengwer. La cause et l'effet sont parfaitement clairs ; la Banque, dans son rôle si controversé de financier et de courtier en carbone, est en train d'encourager et de soutenir la réinstallation forcée de tout un peuple autochtone au moyen de son Plan de gestion des ressources naturelles (NRMP), qui inclut REDD (réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts) dans les montagnes Cherangany ».*

Davantage d'information sur le projet :

- REDD-Monitor (2014): Evictions of Sengwer indigenous people: World Bank violates safeguards in Kenya. <http://www.redd-monitor.org/2014/09/30/evictions-of-sengwer-indigenous-people-world-bank-violates-safeguards-in-kenya/> and World Bank project failed to protect Sengwer indigenous rights. Bank now promises to help “find a lasting, peaceful resolution to this long unfinished business of land rights in Kenya” <http://www.redd-monitor.org/2014/10/06/world-bank-project-failed-to-protect-sengwer-indigenous-rights-bank-now-promises-to-help-find-a-lasting-peaceful-resolution-to-this-long-unfinished-business-of-land-rights-in-kenya/>.
- Forest Peoples Programme (2014): Les expulsions forcées du gouvernement kenyan menacent la survie culturelle des Sengwer. <http://www.forestpeoples.org/fr/topics/droits-la-terre-et-aux-ressources-naturelles/news/2014/02/les-expulsions-forcees-du-gouvernem>.
- Dean Puckett (2014): Conservation vs Communities - The Plight of the Sengwer. <http://deaddeanfilms.tumblr.com/post/89247316043/conservation-vs-communities-the-plight-of-the>.
- No REDD in Africa (2014): Forced Relocation of Sengwer People proves urgency of canceling REDD. <http://no-redd-africa.org/index.php/declarations/97-forced-relocation-of-sengwer-people-proves-urgency-of-canceling-redd>.

16. Les conditions et les facteurs de déboisement ne sont pas vraiment similaires à ceux de la zone de référence. Le projet REDD du Corridor de Kasigau, au Kenya

Qui est derrière le projet ?

Wildlife Works Carbon, une entreprise privée nord-américaine, est à l'origine du projet REDD dans le Corridor de Kasigau. L'entreprise se décrit elle-même comme « *la société de développement et de gestion de projets REDD+ la plus importante du monde, centrée sur l'application de solutions innovantes, fondées sur le marché, pour la conservation de la biodiversité* ». Wildlife Works possède aussi un magasin de mode en ligne qui vend des vêtements – dont une collection de la marque Puma – produits dans une usine de sa propriété située au Kenya, dans le site du projet. En 2013, Wildlife Works devint propriétaire à part entière d'un autre projet REDD, celui de Mai Ndombe, en République démocratique du Congo. Au départ, Ecosystem Restoration Associates Inc. (ERA) et Wildlife Works avaient été associées dans le projet REDD de Mai Ndombe.⁹¹

Que disent les promoteurs du projet ?

Le projet REDD du Corridor de Kasigau est situé dans le sud-est du Kenya, et s'étend sur une superficie de presque 200 000 hectares. Le site du projet est une bande de terre qui sépare deux parcs nationaux. Le projet fut mis en œuvre en deux étapes. En 2000, Wildlife Works acheta (pour moins de 15 euros l'hectare, d'après 'Les chasseurs de carbone') les près de 32 000 hectares de l'ancienne exploitation d'élevage Runkinga Ranch, et les transforma en une réserve de faune privée. Celle-ci devint la 1^e étape du

projet REDD du Corridor de Kasigau. Pour la 2^e étape, Wildlife Works obtint des droits de passage pour la conservation (et les droits sur le carbone correspondants) des propriétaires de 13 autres ranchs qui faisaient en tout 167 000 hectares. La plupart de ces terres appartiennent à des membres des communautés voisines, sous la forme de terres communautaires en fidéicomis. Quelques-unes appartiennent à des particuliers. En échange de gérer les ranchs conformément aux objectifs du projet REDD, les propriétaires de terres reçoivent un tiers du produit de la vente des crédits carbone. Cette 2^e étape représente 90 % de la réduction d'émissions que le projet REDD est censé produire.

Les deux étapes du projet REDD du Corridor de Kasigau ont été certifiées par les systèmes VCS et CCB, et elles ont reçu le certificat Gold de CCB. En 2011, Kasigau fut le premier projet REDD dont les crédits carbone reçurent le certificat VCS. 96 % des crédits carbone générés dans le monde en 2012 provenaient de quatre projets REDD, dont trois appartenaient à Wildlife Works : le projet du Corridor de Kasigau au Kenya (étapes I et II), et le projet REDD de Mai Ndombe en République démocratique du Congo ; le quatrième était le projet Alto Mayo au Pérou.⁹²

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

En 2009, la journaliste Noémie Bisserbe visita la zone du projet REDD du Corridor de Kasigau. Dans son article 'Chasseurs de carbone', elle rapporte sa conversation avec un villageois qui risquait d'être expulsé de sa terre, celle-ci faisant partie de la 2^e étape du projet de Kasigau. Il détenait des actions de ce projet, mais elles n'avaient pas été enregistrées parce qu'il n'avait pas été informé des assemblées où les négociations avec Wildlife Works avaient eu lieu. « *C'est une belle arnaque* », dit-il à Bisserbe.

En ce qui concerne le magasin de vêtements, Bisserbe écrit qu'à l'époque, l'usine textile de Wildlife Works employait 18 personnes qui fabriquaient des tee-shirts en coton importé de l'Inde. Et elle ajoute que, pour l'exportation de ces produits, Wildlife Works était exemptée d'impôts.

En 2013, un rapport de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC) s'est penché sur les normes de certification VCS et CCB dans le cas du projet. Au sujet de la 2^e étape du projet REDD du Corridor de Kasigau, la SSNC signale que « *le calcul des réductions d'émissions part d'une évaluation du volume d'émissions qui auraient été produites si le projet n'avait pas été mis en œuvre. Inévitablement, on est là dans le domaine de la spéculation. Dans le cas de la 2^e étape du projet Kasigau, on a supposé que, dans la zone concernée par la 2^e étape du projet, toute la biomasse forestière, celle du sol comme celle du sous-sol, et 55 % du carbone du sol, auraient disparu à cause de l'expansion de l'agriculture sur brûlis* ». Cette supposition part de la comparaison avec une zone qui entoure celle du projet REDD. Le taux de déboisement dans cette zone de référence a été extrapolé dans l'avenir, et le résultat est que plus de 90 % de la zone de référence seront déboisés 30 ans après le début du projet. Le problème est que la zone de référence est absolument différente de celle du projet REDD de Kasigau, et ce à plusieurs égards. « *Le plus évident est que la zone de référence est habitée par au moins 100 000 personnes, alors que la population de la zone du projet est proche de zéro* », signale le rapport de la SSNC. En plus, la zone de référence comprend des terres qui ont été affectées à des activités agricoles, tandis que celle du projet REDD est entièrement constituée par des ranchs d'élevage. La supposition que le déboisement aura lieu de la même façon dans les deux zones, malgré leurs différences socio-économiques, est donc fondée sur des erreurs évidentes ; cependant, l'inspection pour la certification VCS conclut que la zone de

référence présente « *des conditions et des facteurs de déboisement similaires* » à ceux de la zone du projet REDD, que cette zone de référence a été correctement définie, et que les calculs répondent aux exigences énumérées dans la méthodologie VCS.

Davantage d'information sur le projet :

- SSNC (2013): REDD Plus or REDD “Light”? Biodiversity, communities and forest carbon certification.
www.naturskyddsforeningen.se/sites/default/files/dokument-media/REDD%20Plus%20or%20REDD%20Light.pdf.
- Noémie Bisserbe (2011): Les chasseurs de carbone. XXI No. 16, Automne 2011.
http://www.revue21.fr/tous_les_numeros/#n-16_les-chasseurs-de-carbone.

17. «C'est notre forêt, mais ce sont d'autres personnes qui la gèrent à notre place» Le projet REDD de Conservation International et de la Walt Disney, en RDC

Qui est derrière le projet ?

En 2009, Conservation International (CI) annonça un « accord historique » avec la société Walt Disney « *pour financer des projets d'envergure pour réduire les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD+) en République démocratique du Congo* ». La Disney apporta 4 millions USD au projet REDD en RDC et au Pérou ; le revenu net de la société fut de 7,59 milliards USD en 2010. Le projet est géré en partenariat avec la fondation internationale Dian Fossey pour les gorilles (DFGFI) et l'Union d'associations pour la conservation des gorilles et le développement en RDC orientale, une fédération d'associations locales qui œuvre pour la conservation et le développement communautaire dans la région.

En 2013, CI décerna à la Disney Company le prix '*Global Conservation Leadership Award*'. En 2010, la société de courtage de carbone *Carbon Neutral Company* commentait que, tandis que « *son investissement permettra à la Disney d'obtenir les crédits carbone de haute qualité dont elle a besoin pour atteindre son objectif de devenir neutre en carbone, ces projets représentent aussi un progrès considérable vers les autres objectifs de la société en matière d'environnement, comme la réduction de son impact sur les écosystèmes et sur l'eau* ». ⁹³

Les premières brochures de CI sur le projet parlent de son intention de le faire certifier mais, en décembre 2014, aucune information à ce sujet ne figurait dans les sites web de CI ou de la certification REDD.

Que disent les promoteurs du projet ?

Le projet REDD de CI et de la Walt Disney Company visent à protéger deux ‘réserves communautaires’, celles de Tayna et de Kisimba-Ikobo, situées dans la province orientale de Kivu Nord de RDC. Une brochure de CI sur le projet affirme que, « *bien que le projet n’en soit qu’à ses débuts, les communautés locales bénéficient déjà du soutien qu’il leur apporte sous la forme de cliniques médicales, écoles primaires, réunions de planification de la conservation, ateliers REDD+ et salaires pour le personnel et les gardes du parc. À mesure que le projet avancera, CI se propose d’améliorer l’accès à de l’eau propre, au microcrédit et à des possibilités de travail dans l’industrie du tourisme* ». ⁹⁴

Un rapport de la Disney sur la conservation signale que « *les fonds de la Disney soutiendront les communautés locales dans leur travail de gestion de la forêt dans les zones du projet, ce qui, à son tour, sera une source de revenus pour les habitants et leur permettra d’améliorer leur niveau de vie. Ce travail fera diminuer les émissions de carbone en limitant la coupe d’arbres et l’agriculture sur brûlis. Les fonds serviront aussi à compléter la conception du projet, à faire des analyses du carbone forestier et à financer la vérification des émissions évitées grâce à ces projets* ». ⁹⁵

Qu’est-ce qui se passe en réalité ?

La ‘Réserve communautaire’ de Tayna, créée en 1998 avec la participation des leaders traditionnels locaux, couvre 90 000 hectares. En 2006, cette ‘réserve communautaire’ fut reconnue par l’État et transformée en une réserve naturelle dénommée Réserve naturelle de Tayna (RNT). La gestion fut transférée à une organisation ‘communautaire’, la Réserve de Gorilles de Tayna (RGT). Les communautés du voisinage immédiat disposèrent d’électricité grâce à une petite centrale hydroélectrique ; à cela s’ajouta la création d’une université sur la conservation de la nature et l’amélioration des installations éducatives et sanitaires.

La deuxième réserve comprise dans le projet REDD est la Réserve de primates de Kisimba-Ikobo, qui s’étend sur 137 000 hectares. Comme celle de Tanya, elle fut déclarée Réserve naturelle par un décret ministériel de 2006 mais, cette fois-ci, un nombre considérable de leaders traditionnels, d’hommes et de femmes des communautés vivant dans la zone et autour d’elle, s’opposèrent à la décision. Cette opposition datait de 2003 au moins. Le classement de la zone comme réserve naturelle exacerba surtout les conflits existants, parce qu’il limitait encore davantage les droits des communautés sur l’utilisation de la forêt. En 2011, les communautés de Kisimba et d’Ikobo réclamaient encore que la désignation de réserve naturelle soit remplacée par celle de forêt communautaire, pour qu’elles puissent avoir le contrôle de la zone dont elles dépendaient. L’organisation RECOPRIBA fut créée pour gérer la réserve, ce qui aggrava les conflits au sujet de la réserve et des restrictions sur l’utilisation de la forêt.

Bien que l’accord entre la Disney et CI sur le projet REDD ait été signé en 2009, un rapport du WRM daté de 2011 signale que le Document descriptif du projet était encore en cours de formulation à l’époque de la visite du WRM. Le rapport dit que, dans la zone située dans la réserve de Kisimba-Ikobo, le soutien est, « *au mieux, partiel. Une partie de la population s’oppose au projet REDD parce qu’il ne fait que renforcer la création d’une réserve ‘communautaire’ qui, en fait, a dépouillé ces communautés de leurs droits sur les terres et les forêts ancestrales* ».

Interrogé sur le projet REDD au cours de la visite de 2011 du WRM, un membre de la communauté dit : « *Nous avons été informés du projet REDD et on nous a dit que nous aurions des bénéfices en abondance. Nous a dit de ne plus attaquer la forêt mais de la protéger, de la même façon qu'on protège les gorilles... on nous a dit que les arbres produisent le carbone qui est important pour l'atmosphère... Chacun va se trouver à l'aise et la vie va changer. On va tracer des routes et jusque dans les profondeurs de la forêt chacun va trouver sa part. On nous a dit que REDD est un projet de 20 ans, et ça fait trois ans que cela a commencé, mais on ne voit encore rien. On observe que les retombées tardent à venir et la population a commencé à se décourager... nous continuons d'espérer, parce qu'on nous a nourris de beaucoup d'espoir* ».

Les commentaires comme celui-ci sont la preuve que, sur place, on manque gravement d'information sur le projet. En outre, les intéressés locaux ne savaient rien du contrat signé par CI et la Disney, et encore moins du budget du projet. Le rapport du WRM cite les paroles d'un résident qui commente que « *CI et DFGFI ont gardé trop d'information pour eux* ».

L'accord 'historique' et les plans pour le projet REDD avaient été annoncés par un matériel publicitaire abondant. Néanmoins, depuis 2012 aucune information sur le progrès de la mise en œuvre du projet ne semble avoir été divulguée.

Davantage d'information sur le projet :

- Mouvement mondial pour les forêts tropicales (2011) : Le projet pilote REDD de Conservation International en République démocratique du Congo : une production inédite de la Disney. http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/01/DRC_REDD_fr.pdf.
- Article du REDD-Monitor qui résume le rapport du WRM et mentionne d'autres liens dans la section des commentaires. <http://www.redd-monitor.org/2011/09/02/a-very-different-kind-of-walt-disney-production-conservation-internationals-redd-project-in-the-democratic-republic-of-congo/>.

18. « Nous ne comprenons pas en quoi consiste REDD+. »

Le projet REDD+ de Kariba, au Zimbabwe

Qui est derrière le projet ?

« *Le projet est basé dans la communauté et ses activités sont réalisées conjointement avec la population locale* », lit-on à la page 3 de la description du projet, un document de plus de 90 pages. La différence entre 'basé dans la communauté' et 'propriété de la communauté' n'est révélée qu'à la page 41 : « *Le promoteur du projet est Carbon Green Investments Guernesey (CGI), une société basée à Guernesey, créée pour faciliter la mise en œuvre de projets REDD au Zimbabwe. CGI est l'entité principale du projet ; elle se charge de la gestion, du développement, de la mise en œuvre et du fonctionnement du projet, autant du point de vue technique que du point de vue financier* ». La société conseil du Zimbabwe, 'Black Crystal Consulting', et l'ONG sud-africaine 'Environment Africa', qui apporte son

expertise et son expérience à la participation de la communauté au projet », sont mentionnées aussi en tant que partenaires additionnels. La société suisse 'South Pole Asset Management Ltd' commercialise le projet dans son site web.⁹⁶

Le projet REDD+ de Kariba a été certifié par la norme CCB ; suivant une inspection de vérification de la CCB réalisée en juillet 2014, il avait émis 2,8 millions de crédits.

Que disent les promoteurs du projet ?

En 2012, le directeur de South Pole, Christian Dannecker, décrivait comme suit le projet dans un article de presse : « *Ce que nous avons fait, c'est offrir notre soutien aux communautés locales et à un investisseur privé local pour qu'ils arrivent à savoir quel est le taux de déboisement actuel et pourquoi il a lieu* ». Il expliquait quelles activités étaient prévues, comme par exemple la plantation d'arbres pour du bois à brûler. « *La différence en biomasse [avant et après ces activités] sera transformée en crédits carbone* », disait-il, et il ajoutait que le projet était censé « *fonctionner jusqu'en 2040, et la valeur des crédits carbone pourrait s'élever à des millions de dollars* ». ⁹⁷

La documentation du projet attribuait le déboisement à « *la transformation des forêts en terres agricoles et à leur transformation en herbages, que ce soit pour créer des pâturages ou parce que l'extraction excessive de bois à brûler pour la consommation domestique, pour la fabrication de briques ou pour le séchage de tabac ont provoqué le déboisement* ». Le document explique que le projet entend s'attaquer aux 'facteurs principaux' du déboisement en facilitant « *l'accès à la technologie et à l'investissement dans l'agriculture de subsistance* ». « *Là où la culture du tabac est une des causes principales du déboisement* », dit le document, « *le projet encouragera des cultures alternatives de grande valeur, comme l'ail et le piment rouge. Cela fera diminuer la demande de bois pour le processus de séchage du tabac* ». Cependant, les documents ne dit pas si (ni comment) les agriculteurs pourront commercialiser ces « *cultures alternatives de grande valeur* ». On suppose que les jardins communautaires vont « *accroître leur production agricole* » et que, dans certaines parties de la zone du projet, celui-ci « *lancera un projet d'apiculture avec les communautés* », dans l'espoir que ces projets apicoles pionniers serviront de 'référence' à d'autres endroits de la zone.

Les documents du projet affirment que le projet « *ne comportera aucune restriction d'accès et, par conséquent, ne limitera pas la capacité des communautés locales d'utiliser la terre pour leurs besoins culturels, [...]. En ce qui concerne les besoins fondamentaux, le projet suivra une démarche fondée sur l'incitation, afin de réduire l'exploitation des ressources forestières, [...]. Cela veut dire, a) que la diminution des bénéfices due à la non-utilisation des ressources forestières est (plus que) compensée, et b), que les ressources forestières restent à la disposition de la population locales. À titre d'exemple, une cause importante de déboisement est l'affectation des sols à l'agriculture. Cela est souvent nécessaire parce que les techniques agricoles sont rudimentaires et le rendement des parcelles existantes est faible. En améliorant l'agriculture locale, le projet entend réduire le besoin de pratiquer l'agriculture itinérante en rendant les récoltes plus rentables sur une même parcelle* ».

En ce qui concerne la durée des bénéfices escomptés pour les communautés participantes, le promoteur du projet écrit que, du moment que « *les activités du projet ont été conçues pour devenir financièrement autonomes à long terme, les répercussions du projet sont censées durer plus de 100 ans. Néanmoins, l'architecture financière du projet REDD+ de*

Kariba prévoit de transférer 20 % des recettes à un Fonds de durabilité de la communauté et du projet. [...] ce fonds permettra que le financement de base continue pendant au moins 100 ans ».

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Tandis que les documents du projet affirment que les autorités des communautés concernées y ont participé dès le début, toutes les communautés ne sont pas d'accord avec cette perception. Un journal de Zimbabwe dit que la situation est devenue « critique à Binga, une communauté qui participe à 20 % au projet REDD+ de Kariba. La population est en colère à cause des promesses non tenues et du manque d'acheteurs, et elle accuse Carbon Green Africa de lui avoir menti », dit l'article (voir plus loin). L'article rapporte les paroles d'un conseiller local, qui a dit : « Nous n'avons vu aucun résultat tangible, financier ou autre. Nous ne comprenons pas en quoi consiste REDD+ ».

« Ils (CGA) font des projets pour les agriculteurs depuis Harare, sans venir sur le terrain pour savoir ce qu'il nous faut », dit le conseiller. « Nous avons demandé une clôture pour le jardin potager, mais nous ne l'avons pas eue. Nous n'avons reçu que quelques semences et deux sacs d'engrais (chimique). Les agriculteurs ont dû payer de leur poche le carburant pour la pompe à eau, et Carbon Green Africa ne les a pas remboursés. [...] Je pense que les agriculteurs peuvent acheter les semences mais ne peuvent pas payer la clôture. La seule option qui reste c'est de couper des arbres pour la construire. »

Sur les 1 800 familles (près de 4 000 personnes) de la zone, le conseiller dit que « seuls 20 agriculteurs sont approvisionnés par CGA ». Des représentants d'autres communautés auraient dit que le pourcentage était plus élevé chez eux, et que les habitants étaient contents du soutien qu'ils recevaient du projet.

L'article de presse dit aussi que, pour l'instant, les « centaines de millions de dollars » restent 'potentiels' : le projet semble chercher encore des acheteurs pour une part considérable des crédits qu'il a déjà générés. L'article mentionne que, depuis 2009, le projet a apporté 750 000 USD pour financer plusieurs activités communautaires, dont « l'apiculture et l'agriculture écologique », mais aussi pour la réparation d'installations publiques ».98 D'autres articles estiment cette contribution à 650 000 USD.

Les ressemblances entre ce projet et celui de N'hambita au Mozambique (exemple 14) sont frappantes, non seulement quant à la situation financière mais aussi par l'approche centrée sur 'la mise en route de petites entreprises' qui, d'après les auteurs du projet, venus d'ailleurs, seraient nécessaires dans la région, et dont ils espéraient qu'elles deviendraient financièrement autonomes par la suite. Dans le cas du projet de N'hambita, beaucoup d'idées de ce genre, comme l'apiculture et un atelier de menuiserie, avaient été mises à l'essai, mais elles étaient tombées à l'eau dès qu'une subvention de l'UE et l'argent d'un investisseur privé se sont taris, et que les crédits carbone se sont avérés insuffisants pour leur apporter les revenus promis.

D'après la documentation du projet, des contrats avaient été signés par CGI et les représentants des districts de la zone. À propos de ces contrats, le document explique que 'l'accord sur le partage des bénéfices' « spécifie que 30 % des recettes **brutes** correspondent à CGI, 30 % des recettes **nettes** au propriétaire des terres (RDC) et 10 % des recettes **nettes** au preneur de bail, s'il existe et à condition qu'il participe aux activités du projet. En outre, 20 % des recettes **nettes** sont affectés à la création d'un Fonds de durabilité de la communauté et du projet, dont le but est de générer des bénéfices additionnels pour les

communautés locales » [c'est nous qui soulignons]. Certains rapports sur la situation financière des projets REDD portent à croire que, très souvent, il reste peu de recettes *nettes* une fois déduits les frais généraux et autres.

Davantage d'information sur le projet :

- The Herald (2014): Zimbabwe: Outcry Over Kariba Redd+ Project as NGO Seeks to Tighten Governance, Accountability. 27 octobre 2014. <http://allafrica.com/stories/201410270741.html>.
- Kariba REDD+ Project CCBS Project design document (PDD). https://s3.amazonaws.com/CCBA/Projects/Kariba_REDD%2B_Project/120208_Kariba+REDD+CCBA.pdf.

19. « *Moi et les miens, nous souffrons depuis cinq ans.* » Le programme ONU-REDD dans la province de Cross River, au Nigeria

Qui est derrière le programme ?

En 2010, le gouvernement fédéral du Nigeria devint partenaire d'une initiative intergouvernementale dénommée ONU-REDD. Lancée en 2008, l'ONU-REDD est une « *initiative de collaboration des Nations unies sur la réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) dans les pays en développement* ». Par l'intermédiaire de l'ONU-REDD, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) fournissent aux pays du Sud riches en forêts tropicales des avis et du financement, et ils 'informent' de leur expérience sur REDD les négociations climatiques de l'ONU.

Au Nigeria, l'État de Cross River, situé dans le sud-est du pays, fut le premier endroit choisi pour « *des activités intensives de démonstration et de définition de stratégies au niveau institutionnel* » dans le cadre du programme ONU-REDD. Celui-ci mentionne le Ministère de l'Environnement comme partenaire dans ces activités de démonstration pour lesquelles l'ONU-REDD apporta un budget de 4 millions USD entre 2012 et 2014. Au niveau fédéral, le Secrétariat national de REDD+ est l'agence principale ; au niveau de l'État de Cross River, c'est la Commission forestière qui joue ce rôle. Les raisons invoquées pour avoir choisi l'État de Cross River comme site pilote sont « *son autorité politique et son engagement manifeste dans la conservation des forêts, ses efforts pour introduire le système REDD+ au Nigeria, et son grand potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant du secteur forestier, vu qu'il possède plus de 50 % des forêts tropicales d'altitude du pays* ».

Que disent les promoteurs du projet ?

L'un des résultats envisagés du programme est que « *l'État de Cross River démontre qu'il est prêt pour accueillir le système REDD+* ».

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

« Les communautés forestières de l'État de Cross River, situé dans le sud-est du Nigeria, sont en train de perdre leurs droits et leurs moyens d'existence à mesure que l'accès aux forêts leur est interdit par le gouvernement, qui vise à accroître ses revenus grâce à un système de 'commerce du carbone' financé par les Nations unies ; ce système promet de payer en argent comptant pour des projets destinés à préserver les forêts afin d'atténuer le changement climatique » : telle est la première phrase du rapport 'Seeing REDD. Communities, Forests and Carbon Trading in Nigeria', qui rapporte les points de vue de plusieurs communautés de l'intérieur des forêts choisies comme zone de démonstration dans le cadre du programme ONU-REDD.

« Moi et les miens, nous souffrons depuis cinq ans, depuis que le gouvernement nous a empêchés d'entrer dans notre forêt parce qu'un projet REDD allait venir là, mais jusqu'à présent je n'ai rien reçu d'eux », dit le chef Owai Obio Arong de la communauté Iko Esa, cité dans 'Seeing REDD'. Le rapport « révèle une partie du prix que les communautés ont dû payer au cours de la mise en œuvre de REDD par le gouvernement de l'État de Cross River ; un détachement policier spécial a été créé au sein de la Commission forestière, chargé de faire respecter l'ordre de suspendre toute activité forestière pendant le processus de mise en œuvre. Les communautés n'ont pas été consultées comme il fallait, et elles n'ont pas de moyens d'existence alternatifs ; le détachement spécial harcèle les membres des communautés qui ont vécu de la forêt pendant des générations. Les produits que l'on juge dérivés de produits forestiers ne peuvent pas être transportés ni commercialisés, et ils sont confisqués. Par exemple, à Nwanga Ekoi, dans la zone de gouvernement local d'Akpabuyo, la police confisque systématiquement des produits agricoles comme les noix de kola et les fruits à destination du marché, sous prétexte qu'ils proviennent des forêts réservées pour REDD. La cueillette en forêt de feuilles d'afang, un légume local qui est consommé en Afrique occidentale et centrale, est maintenant interdite. La chasse de gibier de brousse, une source importante de protéines pour la population, a été supprimée. [...] La nutrition et la subsistance locales sont en grave danger. La criminalisation de la cueillette de produits alimentaires de la forêt, et des activités économiques associées, a donné naissance à un marché clandestin qui, à son tour, a fait monter le prix des produits de base ». Le rapport explique que « la décision concernant REDD a été prise sans prévoir un programme clair pour le développement communautaire, qui propose des alternatives de subsistance et de génération de revenus pour les communautés tributaires des forêts. Le moratoire déclaré dans l'État de Cross River s'est traduit par l'interdiction absolue de couper du bois dans toutes les forêts, même dans celles non classées comme des réserves par le gouvernement étatique ou fédéral. Même les forêts qui étaient considérées comme préservées par les communautés sont devenues interdites ». Le rapport conclut que « de nombreuses communautés établies dans des sites désignés pour REDD ont intérêt à préserver leurs forêts, avec ou sans REDD, et elles l'ont toujours fait savoir aux fonctionnaires du gouvernement et aux organisations internationales. Le gouvernement n'ayant pas réussi à freiner la destruction des forêts, certaines communautés ont mis en œuvre des initiatives locales de conservation. Leur idée de la conservation part du principe de la 'gestion forestière durable', où le couvert forestier est protégé, mais sans cesser de pourvoir aux besoins de ceux qui en dépendent pour leur subsistance. Or, plutôt que de mettre à profit l'approche communautaire de la gestion des forêts, REDD présume une aggravation de l'arbitraire de l'époque coloniale quand le gouvernement de l'État de Cross River ne demande pas le consentement des communautés forestières avant de s'embarquer dans le système REDD. L'ironie de la chose est que, dans le système REDD, l'obtention du consentement préalable et éclairé des communautés est une obligation ».

Davantage d'information sur le projet :

- Social Development Integrated Centre (2014): Seeing REDD. Communities, Forests and Carbon Trading in Nigeria. <http://www.rosalux.sn/wp-content/uploads/2011/02/SEEING-REDD-ready-1-version-new.pdf>.
- UN-REDD (2011): National Programme Submission Form – Nigeria. UNREDD/PB7/2011/7. <http://www.un-redd.org/AboutUNREDD/Programme/NationalProgrammes/Nigeria/tabid/992/Default.aspx>.

20. « Il n'y a pas de compensation, il n'y a que des amendes à payer. » Le programme holistique de conservation des forêts du WWF et d'Air France

Qui est derrière le projet ?

Le 'Programme holistique de conservation des forêts' (PHCF) de Madagascar est mené par le WWF Madagascar. Il s'agit du plus grand des quatre projets pilotes REDD mis en œuvre à Madagascar ; il couvre 380 000 hectares de forêt humide et 125 000 hectares de forêt sèche épineuse. La première étape du PHCF, d'octobre 2008 à décembre 2012, fut financée par une contribution d'Air France de 5 millions d'euros. La fondation GoodPlanet assure la liaison entre Air France et le WWF Madagascar, et se charge des aspects méthodologiques et scientifiques du projet, avec le soutien de plusieurs organisations de recherche françaises. Au début de la deuxième étape du projet, en 2012, la fondation GoodPlanet transféra la gestion des opérations sur le terrain à l'association ETC Terra. Cette deuxième étape est financée par l'Agence française de développement et le Fonds français pour l'environnement mondial ; Air France pourrait y contribuer aussi avec un million d'euros supplémentaire. La génération de crédits carbone est un des objectifs de la deuxième étape.⁹⁹

Que disent les promoteurs du projet ?

D'après les promoteurs du projet, leurs objectifs sont d'encourager et d'aider les communautés locales dans la conservation de la biodiversité, de contribuer au développement humain en proposant des activités alternatives, et de faire avancer les connaissances scientifiques sur la mesure du carbone dans les forêts.¹⁰⁰ Dans le cadre de la première étape du projet, une nouvelle zone a été créée également dans le sud de Madagascar.

« Tous les objectifs ont été atteints, voire dépassés », dit l'ancien directeur de l'environnement et du développement durable d'Air France, Pierre Caussade, cité dans le rapport de Basta! et des Amis de la Terre France. « Ce projet avait à la fois un volet de développement visant à aider les populations à mieux gérer leurs activités et à mieux vivre, et un volet scientifique, en ligne avec nos préoccupations sur le changement climatique. On estime que le programme permettrait de réduire les émissions liées à la déforestation de 35 millions de tonnes de CO₂. »

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

En 2010, Air France publia une déclaration sans équivoque : le projet n'était pas du tout un programme de compensation carbone. Deux ans et demi plus tard, Air France reconnaît que le projet va générer des crédits carbone, mais elle soutient qu'elle n'en tirera aucun bénéfice. Elle affirme aussi que les communautés locales recevront tout l'argent. Un rapport et une vidéo des AdT France montrent que cela non plus n'est pas vrai. La mise en œuvre du PHCF limite l'accès de la population à la forêt et risque de déplacer des personnes qui voient disparaître leurs moyens de subsistance. Les forêts et la terre ne sont plus des espaces naturels qui peuvent faire vivre la population locale : elles sont transformées en réservoirs de carbone qui doivent être protégés, pour qu'Air France puisse offrir à ses clients des vols 'neutres en carbone'. Une police forestière a été instituée pour traquer et capturer les villageois qui défrichent des parcelles de forêt afin de faire des cultures pour se nourrir. Ceux qui sont pris risquent de payer une forte amende. S'ils ne peuvent pas payer, ils risquent d'aller en prison. Les patrouilles sur le terrain sont complétées par des avions qui survolent les villages afin de mieux surveiller l'usage des terres.

Les activités de surveillance montrent qu'un des objectifs principaux du PHCF est d'empêcher les communautés de pratiquer le *hatsake* ou culture sur brûlis : « *Il y a risque de prison si je ne veux pas payer. On a peur, donc on ne touche pas à cette forêt-là. Même pour nourrir nos enfants. C'est vraiment dur : où peut-on trouver 800 000 ariary [la monnaie locale] si on est pris en train de défricher ?* » a demandé un villageois aux chercheurs de Basta! et des Amis de la Terre France.

Xavier Vincke, responsable de la surveillance aérienne du WWF, explique le point de vue du projet au sujet du *hatsake* ou agriculture sur brûlis : « *Sacrifier une forêt afin de cultiver la terre pendant une saison agricole équivaut à démanteler un pont pour construire une maison. Vous améliorez un peu votre qualité de vie mais vous faites du mal à votre prochain et à vous-même* ». Les villageois demandent que les promesses soient tenues : « *Nous protégeons notre environnement mais il n'y a pas de bénéfices. On n'a rien eu en échange* », dit un autre villageois aux chercheurs. « *Nous demandons au WWF de nous montrer quelles zones sont protégées et quelles autres ne le sont pas, c'est-à-dire où nous pouvons prendre du bois à brûler et du bois pour construire nos maisons, afin de pourvoir aux besoins de nos familles. Mais surtout, ces choses doivent être discutées avec tous les villageois* ».

« *Le WWF [Madagascar] a pris nos forêts sans compensation ni rémunération* », dit un villageois. Et un autre ajoute : « *L'information et l'argent n'arrivent pas ici, ils restent chez le WWF [Madagascar]. Il n'y a pas de compensation, il n'y a que la sanction* ».

Davantage d'information sur le projet :

- REDD-Monitor (2013): WWF's REDD project in Madagascar: "There is no compensation, only penalties to pay". redd-monitor.org/2013/12/12/wwfs-redd-project-in-madagascar-there-is-no-compensation-only-penalties-to-pay/.
- Basta! & Amis de la Terre (2013): "REDD+ à Madagascar: le carbone qui cache la forêt". http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/rapp_madagascar_web_ok_10_7_13.pdf.
- Basta! : Avec Air France, compenser les émissions carbone des riches peut nuire gravement à la santé des pauvres (article : <http://www.bastamag.net/Avec-Air-France-compenser-les> ; vidéo en français : <http://vimeo.com/69531685>).

21. « *Donc, autrement dit, c'est un échec complet.* » Le Partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan (KFCP), en Indonésie

Qui est derrière le projet ?

Le Partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan (KFCP) fut lancé en 2007, comme un accord bilatéral entre les gouvernements d'Indonésie et d'Australie. Le projet était géré par l'AusAID et le Département australien du changement climatique et de l'efficacité énergétique (DCCEE). Plusieurs ONG y participaient aussi : Wetlands International, Borneo Orangutan Survival Foundation, CARE et WWF. Le gouvernement australien promit au projet 47 millions de dollars australiens. La Banque mondiale devait être l'intermédiaire financier chargé d'administrer 8,4 millions de cette allocation, et de « *remettre aux bénéficiaires des paiements basés sur le rendement* ». ¹⁰¹

Que disent les promoteurs du projet ?

Présenté comme un projet REDD 'de démonstration', le KFCP visait à protéger 70 000 hectares de forêt de tourbière, à ré-inonder 200 000 hectares de tourbières asséchées, et de planter 100 millions d'arbres pendant une période de 50 ans au Kalimantan central, en Indonésie. La zone du projet se situait dans une petite section de la forêt de tourbière qui avait été drainée dans les années 1990 pour un grand projet rizier entrepris par l'ancien dictateur Suharto.

La 'Fiche d'information sur les sauvegardes intégrées' du KFCP, disponible sur le site web de la Banque mondiale, montre aussi que le KFCP devait servir à préparer un marché des compensations carbone forestières. Le document dit que les paiements des activités associées au projet seront au départ « *des rémunérations immédiates ou d'autres bénéfices directs relatifs à l'adoption et la mise en œuvre d'interventions telles que la construction de barrages, la plantation d'arbres ou l'élimination de l'emploi du feu sur les sols de tourbe* », et que par la suite il s'agira de 'paiements au rendement' qui seront « *proportionnels aux réductions des émissions de gaz à effet de serre, initialement à la place d'un futur marché du carbone mais qui, plus tard, seront peut-être basés sur des crédits commercialisables sur un marché du carbone réel* ». ¹⁰²

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Les problèmes commencèrent à apparaître peu après le début du projet KFCP, en 2007. En particulier, le projet fut une source de confusions et de conflits chez les communautés locales qui en étaient les bénéficiaires supposés. Près de 9 000 personnes, dont la plupart appartenaient au peuple ngahu dayak, vivaient dans la zone, dans une douzaine de villages situés le long du fleuve Kapuas.

Dans ses articles du 30 novembre 2011 et du 25 août 2013¹⁰³ parus dans le journal allemand Die Taz, la journaliste Anett Keller explique le contexte et la perception qu'avaient les villageois de l'initiative REDD, qu'on avait présentée comme un modèle : « *des politiciens célèbres ont visité la province et souri devant les caméras de télévision, montrant leur grand optimisme au sujet de REDD (...), [mais] les villageois brossent un tableau différent. Le projet a été planifié sans eux. Des renseignements importants leur ont été cachés.*

Le résultat est que seulement 50 000 arbres ont été plantés. Ceux qui ont vraiment survécu dans la zone choisie pour la plantation étaient encore moins nombreux. À beaucoup d'endroits, le blocage des canaux de drainage s'est heurté à la résistance des habitants des lieux. Ces canaux de drainage ont été pour eux, des années durant, le moyen de se déplacer jusqu'à leurs hévéas ».

Un autre conflit très spécifique a éclaté au sujet de la plantation d'arbres et la possession des terres. Le rapport 'In the REDD', publié par les Amis de la Terre Australie en 2011, explique que *« dans la culture des Dayak Ngayu, le simple fait de planter des arbres confère le droit de possession de la terre à cet endroit. Les activités de plantation d'arbres du KFCP peuvent donc être interprétées comme une prise de possession des terres communales par des gens de l'extérieur. Les membres des communautés ont manifesté leur mécontentement de n'avoir pas reçu du KFCP la confirmation écrite que la plantation d'arbres ne lui conférerait pas un droit de ce genre ».*

Lors d'une audience du comité du sénat australien sur la législation environnementale et la communication, qui se réunit le 21 mai 2012 pour discuter de l'action gouvernementale sur le climat, le sénateur Christine Milne parla des activités du KFCP : *« Je parlerai maintenant du projet au Kalimantan. Il y a là un problème vraiment grave, parce que ce projet a été un échec complet quand on compare ce qu'on en disait et ce qui est arrivé en réalité. La fiche d'information disait que le travail initial consistait à éviter le déboisement de 50 000 hectares et à réhabiliter 50 000 hectares supplémentaires de tourbières dégradées. Comme je l'ai dit, la réponse que vous m'avez donnée montre que vous avez dépensé un tiers des 100 millions de dollars et replanté seulement un peu moins de 1 000 hectares. Donc, autrement dit, c'est un échec complet ».*¹⁰⁴

Erik Olbrei, co-auteur du document de travail 'A very real and practical contribution. Lessons from the Kalimantan Forests and Climate Partnership', commentait dans un article paru le 4 juin 2012 dans le REDD-Monitor que *« les fonctionnaires du gouvernement australien ont attribué l'absence de progrès du KFCP en matière foncière, et ils ont conclu que la propriété des terres va être une pierre d'achoppement considérable pour la mise en œuvre future de REDD. Ce qui manque par son absence dans la réflexion australienne sur REDD en Indonésie est une appréciation du rôle que jouent la corruption, l'exploitation forestière illégale, la faiblesse des lois, et les industries de l'huile de palme, du bois et de la pâte à papier qui, toutes, conspirent contre REDD. Le fait est que REDD ne pourra pas réussir à moins que ces problèmes soient résolus. Rien de tout cela n'est nouveau : depuis de nombreuses années, l'Indonésie essaie, sans succès, de réformer le secteur forestier ; les enseignements qu'on peut en tirer sont bien connus et applicables à REDD, mais le programme australien pour l'Indonésie n'a pas l'air d'en avoir tiré profit ».*¹⁰⁵

En juin 2013, à la suite de critiques internationales de plus en plus fortes, le projet KFCP fut supprimé sans bruit. *« Le KFCP n'ira pas plus loin sous sa forme actuelle »,* annonça le site web du projet. *« Quelle que soit la situation, il est inacceptable d'abandonner un investissement de 47 millions de dollars australiens sans rendre compte des dépenses ni des résultats »,* commenta le coordinateur du programme justice climatique des Amis de la Terre Australie après l'annonce de l'abandon du programme modèle.¹⁰⁶

Davantage d'information sur le projet :

- Les Amis de la Terre International (2011) : In the redd. Australia's carbon offset project in Central Kalimantan. www.criticalcollective.org/wp-content/uploads/REDD-report-2.pdf

- REDD-Monitor (2012): “This project has been a total failure,” says Australian Senator Christine Milne about the Kalimantan Forests and Climate Partnership. <http://www.redd-monitor.org/2012/06/04/this-project-has-been-a-total-failure-says-australian-senator-christine-milne-about-the-kalimantan-forests-and-climate-partnership/>.
- Erik Olbrei et Stephen Howes (2012): A Very Real and Practical Contribution? - Lessons from the Kalimantan Forests and Climate Partnership. Development Policy Centre Discussion Paper No. 16. http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2041832.

22. « Cette histoire de REDD n'est qu'un mensonge. » Le projet Ulu Masen dans la province d'Aceh, Sumatra, Indonésie

Qui est derrière le projet ?

La société australienne de courtage de carbone Carbon Conservation Ltd, l'ONG conservacionniste Fauna & Flora International (FFI) et Irwandi Yusuf, à l'époque gouverneur de la province d'Aceh, étaient les initiateurs du projet REDD d'Ulu Masen. En 2011, Carbon Conservation vendit 50 % de ses actions à la société minière canadienne East Asia Minerals Corporation. Par l'intermédiaire de trois entreprises minières de Jakarta qui lui appartiennent en partie, l'East Asia Minerals détient des permis d'exploration minière à l'intérieur des forêts d'Ulu Masen. « Grâce à l'acquisition de 50 % des parts de la CC, la compagnie mettra en œuvre un projet minier 'vert' qui utilisera la compensation de carbone et de biodiversité et des méthodes minières de pointe, respectueuses de l'environnement », ¹⁰⁷ dit l'East Asia Minerals à propos de son achat d'actions de Carbon Conservation.

En 2008, Merrill Lynch (aujourd'hui Bank of America) signa un contrat pour l'achat anticipé de crédits carbone d'Ulu Masen, et promit d'investir dans le projet REDD 9 millions USD sur une période de quatre ans. ¹⁰⁸

Que disent les promoteurs du projet ?

Le projet d'Ulu Masen couvre une superficie de 770 000 hectares dans la province d'Aceh, dans le nord de Sumatra, en Indonésie. « Ce projet mettra en place et à l'essai des mécanismes de finance du carbone pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, contribuer à un développement économique et social durable, et conserver la biodiversité au cours des 30 prochaines années. Sur 750 000 ha de forêt situés dans l'écosystème d'Ulu Masen, le projet portera sur la planification et le reclassement de l'affectation des sols, sur une plus forte surveillance et une meilleure application des lois, sur le reboisement, la réhabilitation et l'exploitation forestière durable de la part des communautés », dit le document descriptif du projet REDD. L'objectif est de générer 3,3 millions de crédits carbone par an, pour financer la conservation et des projets de développement pour les communautés locales.

En 2008, Ulu Masen fut le premier projet REDD certifié par la norme CCB. En 2013, soit cinq ans plus tard, il devint le premier projet REDD à perdre son certificat CCB.

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Entre 2010 et 2014, Chris Lang publia une série d'articles¹⁰⁹ dans le REDD-Monitor à propos du projet REDD d'Ulu Masen. Les articles à partir d'interviews des habitants de la zone et des organisations qui participaient au projet. Le paragraphe suivant montre quelques-unes des réponses obtenues.

« On nous a dit très peu de chose au sujet de REDD. Les gens d FFI sont venus discuter avec nous, mais surtout à propos de la protection des forêts et des rivières pour nos voisins en aval. Nous nous demandons si le personnel de FFI comprend le système REDD, parce que l'information est loin d'être claire. Ce que nous voulons est très simple : qu'on ne nous traite pas comme des enfants dans notre propre territoire. Nous sommes la principale partie prenante du projet REDD ; pourquoi avez-vous des informations que nous n'avons pas, et comment est-ce possible, si le projet REDD concerne notre vie, et non la vôtre ? Voilà la questions que nous posons au FFI », dit un leader de village à un des chercheurs qui s'était rendu dans la zone pour écrire sur le projet REDD. Dans un autre article de la série, Chris Lang rapporte les paroles du chef d'un autre village : « Le village est à l'intérieur d'Ulu Masen. [...] Comment fonctionne REDD ? Nous avons entendu dire qu'on avait vendu du carbone. Où est l'argent ? Nous avons entendu commenter que la carte dressée avec l'aide de FFI n'avait pas été acceptée par le gouvernement parce qu'il y a des zones communautaires à l'intérieur. Les membres des communautés ont participé à la réalisation des cartes, mais ils ne savent pas ce qui s'est passé ensuite ».

Quand les promoteurs du projet d'Ulu Masen firent venir à Aceh des investisseurs potentiels, ils les emmenèrent au Watershed Forum, une organisation qui faisait partie du Programme des services environnementaux. Ils ne faisaient pas partie du projet REDD d'Ulu Masen. Le REDD-Monitor mentionne aussi un rapport de 2008 d'une organisation dénommée Development Alternatives. Ce rapport inclut une liste de problèmes dont les promoteurs du projet REDD d'Ulu Masen ne s'étaient pas (publiquement) occupés. Par exemple, de nombreuses questions très importantes sur les droits fonciers n'étaient toujours pas résolues, et les activités avec les communautés n'avaient été décrites que de façon générale. Development Alternatives avait publié le rapport trois mois après que SmartWood, de la Rainforest Alliance, ait certifié que le projet d'Ulu Masen était conforme aux normes CCB. *« Cinq ans plus tard, aucune de ces questions n'avait été résolue de façon satisfaisante »*, conclut Chris Lang dans son article.

Davantage d'information sur le projet :

- REDD-Monitor (2013): Indigenous leader speaks out on Ulu Masen: “*We’ve never seen anything from REDD. It’s like the wind. We can’t see it, can’t touch it*”. <http://climate-connections.org/tag/ulu-masen-redd-project/>, et <http://www.redd-monitor.org/2012/06/12/the-story-of-redd-is-just-a-lie-says-ulu-masen-villager/>.
- REDD-Monitor (2010): Interviews about Ulu Masen, Indonesia: A REDD-labelled Protected Area. <http://www.redd-monitor.org/2010/01/20/interviews-about-ulu-masen-indonesia-a-redd-labelled-protected-area/>.

23. Le projet de restauration de la forêt d'Harapan, en Indonésie

Qui est derrière le projet ?

Le projet dénommé « Harapan Rainforest Project » (HRF) est le résultat de la première concession octroyée par le Ministère des forêts indonésien en tant que 'Concession pour la restauration de l'écosystème'. Le permis a deux volets, le premier délivré en 2008 et le deuxième en 2010. Il est valable pendant 100 ans. Le titulaire du permis est la PT REKI, une société à but non lucratif créée à cet effet. Les ONG Burung Indonesia, Bird Life International et Royal Society for the Protection of Birds font partie du consortium qui dirige le projet. L'Initiative pour le climat du gouvernement allemand y apporta une subvention de 7,5 millions d'euros entre octobre 2009 et décembre 2013. En 2010, Singapore Airlines y ajouta 3 millions USD. L'agence de développement danoise DANIDA a soutenu le projet depuis 2011.

La concession comprend près de 100 000 hectares dans les provinces de Jambi et de Sumatra du Sud. L'information récente sur le projet ne mentionne presque pas les marchés du carbone ou le système REDD, alors que le matériel d'information précédent faisait souvent référence à ces deux sources potentielles de financement, et que le projet a figuré dans des présentations concernant REDD.^{110,111} Singapore Airlines mentionne aussi sa donation dans le contexte de sa promesse de réduire ses émissions et de le faire grâce à « des mesures basées sur le marché, d'un bon rapport coût-efficacité au plan mondial », ce qui coïncide avec la description habituelle de la compensation carbone. « *REKI essaie de se dissocier de REDD+ pour éviter les controverses liées aux compensations ; elle tente de montrer qu'il s'agit d'un projet sur la biodiversité et non sur le changement climatique. La nouvelle page d'accueil du projet le démontre : elle ne mentionne ni REDD+ ni le piégeage de carbone. Néanmoins, les principaux donateurs, DANIDA et ICI, continuent de faire figurer le piégeage de carbone ou REDD+ comme objectifs du projet d'Harapan dans leurs pages web* », écrivent Hein et Faust (voir plus loin).

Que disent les promoteurs du projet ?

Les partenaires du projet mentionnent la restauration des forêts préalablement coupées comme objectif principal du HRF. Parmi les activités du projet, ils énumèrent l'installation de pépinières, le reboisement, la surveillance de la zone affectée à la restauration pour éviter « de nouvelles invasions », et la création de nouvelles possibilités de revenus, en particulier pour les plus de 200 familles du peuple autochtone batin sembilan qui vivent dans la zone qui fait maintenant partie de la concession. Un document signale que « *six villages (population totale : 15 074) ont des rapports avec le HRF, soit en cueillant des produits forestiers non ligneux, soit parce qu'ils y trouvent l'eau dont ils ont besoin. En outre, le HRF joue un rôle important dans l'économie locale grâce à la création d'emplois, à la demande de services (approvisionnement, plantation, pépinières d'arbres, construction de bâtiments) et en leur fournissant des services de santé et d'éducation. Le HRF emploie une centaine de membres des communautés locales* ». ¹¹²

DANIDA dit que son financement du HRF a pour but de « *contribuer à réduire considérablement les émissions nettes de CO₂ des forêts indonésiennes, tout en stabilisant les bénéfices collatéraux (pour la biodiversité et les moyens d'existence). L'objectif immédiat est de veiller à ce que la forêt d'Harapan soit gérée de façon durable et serve de modèle aux initiatives*

de restauration des écosystèmes et de REDD, en Indonésie et ailleurs ». Les activités mentionnées sont « *la conservation et la restauration des forêts, le développement de la communauté, le soutien des politiques, le renforcement des capacités et la formation en gestion, la recherche et la supervision* ».

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

L'histoire de l'utilisation de la terre à l'intérieur et autour du projet de restauration de la forêt tropicale d'Harapan est complexe. Un article sur les conflits entre les divers usagers de la terre dans la zone explique que « *les origines de ce conflit dans la forêt d'Harapan sont fortement liées aux politiques du gouvernement central et local. Ces politiques continuent de donner la préférence aux entreprises pour la gestion de la production de la forêt, et créent ainsi des inégalités quant à la propriété foncière [...]. Ce qui le prouve, c'est que 99 % des forêts de production sont gérées par des entreprises, tandis que moins de 1 % de ces forêts sont gérées par les communautés jusqu'à 2011. À Jambi et dans la zone qui entoure la forêt d'Harapan, la plupart de la forêt et de la terre a été louée à des entreprises de palmier à huile et de plantation industrielle* ». ¹¹³

Le projet affirme avoir négocié des accords de conservation avec la plupart des villages de Batin Sembilan, et avoir réservé 5 % de la concession en tant que « zone de subsistance ». Les accords permettraient d'utiliser une parcelle de terre et de cueillir des produits forestiers non ligneux dans la zone du projet, en respectant les directives définies par la PT REKI (par exemple, ne pas cultiver des palmiers à huile et ne pas pratiquer la culture sur brûlis). On ne sait pas si les plaintes que les membres des Batin Sembilan qui vivent dans la zone du projet d'Harapan avaient exprimées dans une lettre d'avril 2013 à l'Initiative climatique internationale d'Allemagne ont été réglées ou non. Cette lettre demande que la PT REKI « *accorde la priorité à la résolution des conflits* » et qu'elle évite « *les expressions et les communications insultantes et intimidantes* ».

Il existe des conflits permanents avec les familles qui se sont établies dans la zone entre 1984 et 1997, dans le cadre du programme de transmigration du gouvernement indonésien, et même plus récemment. On estime que plus de 14 000 familles se sont (ont été) établies dans la région pendant le programme de transmigration, et que 25 % des concessions sont utilisées par des paysans qui sont arrivés dans la région à partir de 1994. En 2008, La Vía Campesina et l'Union des agriculteurs indonésiens (SPI) avaient signalé que le projet de la forêt d'Harapan était en train de provoquer des conflits. La SPI rapporte le cas d'un villageois qui habitait dans la zone du projet, où « *dans les années quatre-vingts, le développement de l'exploitation des forêts (pour du bois, du papier, etc.) a volé des étendues de forêt aux autochtones. Des entreprises privées ont exploité la forêt jusqu'à l'épuiser. À l'expiration de leur contrat de concession, elles sont parties, en laissant derrière elles une zone dévastée. Les paysans et les autochtones l'ont récupérée pour produire des aliments comme le riz, les haricots et les fruits. 1 500 familles, organisées dans l'Union des paysans indonésiens (SPI), ont occupé une étendue de 101 365 hectares où elles ont labouré la terre, construit des maisons et créé leurs territoires et leurs villages. [...] Quand la PT REKI a pris le contrôle de la zone, les paysans et les autochtones ont été jetés dehors, ils ont été intimidés, arrêtés et interrogés. On les a obligés à signer une lettre où ils acceptaient de s'en aller et de ne plus jamais revenir. Quelques paysans ont été mis en prison, puis libérés* », écrivait la SPI en 2008.

Davantage d'information sur le projet :

- REDD-Monitor (2013): Harapan Rainforest Project: A response from Germany's International Climate Initiative. <http://www.redd-monitor.org/2013/06/17/harapan-rainforest-project-a-response-from-germanys-international-climate-initiative/>, et la série d'articles du REDD-Monitor sur le Projet de la forêt tropicale d'Harapan : <http://www.redd-monitor.org/?s=Harapan>.
- La Via Campesina International (2008): Small farmers victims of forest carbon trading. <http://viacampesina.org/en/index.php/actions-and-events-mainmenu-26/-climate-change-and-agrofuels-mainmenu-75/629-small-farmers-victims-of-forest-carbon-trading>.
- Jonas Hein & Heiko Faust (2014): Conservation, REDD+ and the struggle for land in Jambi, Indonesia. Pacific Geographies No. 41. <http://www.die-gdi.de/en/others-publications/article/conservation-redd-and-the-struggle-for-land-in-jambi-indonesia/>.

24. « Les militaires sont en train de s'y installer et d'abattre la forêt. » Oddar Meanchey, au Cambodge

Qui est derrière le projet ?

Le projet fut lancé par Terra Global Capital, une société d'investissement privée créée en 2006 et basée aux États-Unis, et par l'ONG internationale Pact. Le capital initial fut apporté par DANIDA, NZAid et DFID. La fondation Clinton, le Programme des Nations unies pour le Développement et l'Agence de coopération internationale du Japon y contribuèrent également. En 2011, l'organisme financier du gouvernement des États-Unis pour le développement, Overseas Private Investment Corporation (OPIC), alloua à Terra Global Capital 900 000 USD sous la forme d'une assurance de risque politique. C'était la première fois qu'un projet REDD était couvert par une assurance de risque politique. Plus tard, l'OPIC fournit 40 millions USD à Terra Bella, une société privée d'investissement associée à Terra Global Capital. Terra Bella espérait réunir 100 millions USD pour d'autres projets semblables en Afrique, en Amérique latine et en Asie du sud-est.

Le projet est mis en œuvre par l'Administration cambodgienne des forêts, Terra Global Capital, Pact et l'Association pour le développement des enfants. Son but est de générer « pendant 30 ans un flux de revenus qui servira à payer la conservation de 64 318 hectares de forêts en vendant des crédits carbone forestiers sur le marché international du carbone ».

Que disent les promoteurs du projet ?

D'après les documents du projet REDD d'Oddar Meanchey, le projet est censé piéger 7,1 millions de tonnes de CO₂ sur une période de 30 ans, « montrant ainsi que les pays en développement peuvent générer des revenus sur le marché du carbone et avoir un effet positif sur le changement climatique ». D'après un document gouvernemental de 2009 sur le projet, le produit de la vente de crédits carbone serait utilisé pour « améliorer la qualité des forêts, avantager les communautés locales et mener d'autres études pour de nouveaux projets

REDD ». La documentation du projet signale aussi qu'au moins 50 % des recettes *nettes* financeraient des activités des communautés telles que « *l'amélioration des méthodes agricoles, l'emploi de patrouilles et la plantation de davantage d'arbres* ». ¹¹⁴

En 2013, le projet REDD+ d'Oddar Meanchey fut certifié par la norme Verified Carbon Standard (VCS) et reçut l'accréditation 'triple gold' de la norme Climate, Community and Biodiversity (CCB).

Qu'est-ce qui se passe en réalité ?

Un article de septembre 2013 du quotidien The Cambodia Daily résume la réalité du projet REDD+ d'Oddar Meanchey : « *Le seul plan de commercialisation de carbone financé par l'ONU au Cambodge est encore très loin de rapporter de l'argent aux communautés, et la coupe d'arbres dans la région continue de mettre en danger ces mêmes forêts qui sont censées générer des dizaines de millions de dollars au cours des 30 prochaines années* ». ¹¹⁵

Un article de juin 2014 paru dans le REDD-Monitor signale que les militaires cambodgiens défrichaient depuis plusieurs années les forêts sur la frontière de la Thaïlande, y compris celles situées dans la zone du projet REDD+ d'Oddar Meanchey. L'article dit aussi que, jusque là, le projet n'avait vendu aucun crédit carbone, ce qui mettait les partenaires du projet dans une situation difficile : en effet, l'argent pour payer la protection des forêts communautaires était censé provenir de la vente de crédits. Au début, l'organisation PCT avait payé les membres de la communauté pour qu'ils surveillent les zones boisées mais, en 2013, les patrouilles forestières furent supprimées parce que le 'capital initial' avait été épuisé.

Davantage d'information sur le projet :

- REDD-Monitor (2014): Military clearing of community forests in Oddar Meanchey, Cambodia. <http://www.redd-monitor.org/2014/06/13/military-clearing-of-community-forests-in-oddar-meanchey-cambodia-photos/#more-15259>, et <http://www.redd-monitor.org/2014/01/27/some-questions-about-the-oddar-meanchey-redd-project-in-cambodia/>.
- Focus on the Global South, Pacific Environment & FERN (2012): Precedent-Setting Insurance for REDD Project in Cambodia Raises Concerns. "US Agency protects the investor, but will it protect the forest?" <http://focusweb.org/sites/www.focusweb.org/files/OPIC%20Risk%20Insurance%20REDD%20Cambodia.pdf>.

Le rôle de la Banque mondiale dans le lancement d'un marché du carbone pour REDD

Dans les coulisses de la conférence de l'ONU sur le climat qui eut lieu en 2007 à Bali, en Indonésie – et où le système REDD fut adopté pour essayer, une fois de plus, d'intégrer les forêts dans un accord international futur sur le climat – la Banque mondiale lança le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF). Les gouvernements d'Australie, du Canada, d'Allemagne, de Norvège, de Suisse, du Royaume-Uni et des États-Unis, la Commission européenne, la Banque française de développement, CDC Climat, British Petroleum Technology Ventures Inc. (BP) et l'ONG conservacionniste The Nature Conservancy (TNC) sont les membres donateurs du FCPF.¹¹⁶ L'Allemagne, la Norvège et The Nature Conservancy ont fait des investissements considérables dans REDD et dans d'autres initiatives concernant le carbone forestier.

L'objectif à long terme du Fonds a été clair dès le début. Une déclaration de la Banque mondiale, publiée au moment du lancement du FCPF en 2007, dit ce qui suit : « *Le but du Fonds est de favoriser un marché du carbone forestier de manière à faire basculer la balance économique en faveur de la préservation des forêts* ». ¹¹⁷ Et le site web du FCPF explique que « *Le Fonds carbone du FCPF fera des paiements fondés sur les résultats à environ cinq pays qui auront accompli des progrès significatifs dans leurs activités de préparation au système REDD+. Ces paiements sur résultats seront fondamentaux pour que les forêts debout vailent davantage que les forêts coupées* ». ¹¹⁸

La charte du FCPF prévoit comme date limite du Fonds le 31 décembre 2020 ; le FCPF semble donc s'efforcer de mettre en place des programmes REDD qui génèrent des crédits carbone pour les gouvernements et les deux institutions privées, BP et TNC, qui ont investi dans le Fonds carbone et qui espèrent recevoir des crédits en échange de leurs investissements.

Dans la hâte de montrer des progrès vers la création d'un marché de carbone REDD et de produire des crédits carbone pour les investisseurs du fond malgré l'effondrement du prix du carbone sur le marché, le FCPF et trois pays de ceux qui ont été acceptés par le Fonds carbone du FCPF (le Costa Rica, la République démocratique du Congo et le Népal) se sont mis d'accord sur un prix de 5 USD ou moins le crédit REDD (qui équivaut à une tonne de CO₂e). Or, comment un prix de 5 USD par tonne de CO₂e peut-il contribuer à faire « *que les forêts vailent davantage que les forêts coupées* » ? Selon la plupart des estimations, les 'coûts d'opportunité' – les revenus que l'on perd si la forêt n'est pas utilisée comme il était prévu de le faire en l'absence de REDD – de toutes les activités forestières commerciales *sauf* la culture itinérante sont bien plus élevés que le paiement proposé de 5 USD par tonne de CO₂. Autrement dit, le FCPF *ne fera pas* que les forêts debout vailent davantage que les forêts coupées, sauf dans le cas des forêts utilisées pour l'agriculture de subsistance. Dans la documentation présentée par la RDC au Fonds carbone, par exemple, la cessation du 'déboisement non prévu' (qui inclut aussi la diminution de l'exploitation forestière illégale et de la production de charbon) représente près de 90 % de la réduction des émissions escomptée.¹¹⁹ « *Dans le bassin du Congo, un hectare de forêt secondaire, qui rapporterait peut-être un paiement unique de 60 USD pour les émissions de carbone évitées, vaudrait plus ou moins autant qu'une zone de 'nouvelle plantation' dans un*

« système d'agriculture rotative qui subvient aux besoins d'une famille de 7 à 10 personnes ». ¹²⁰

Davantage d'information sur le Fonds de partenariat pour le carbone forestier et sur son Fonds carbone :

- REDD-Monitor (2014): Gangster Squad, the FCPF and the Carbon Fund <http://www.redd-monitor.org/2014/09/19/gangster-squad-the-fcpf-and-the-carbon-fund/>.
- FERN & FPP (2014) : Mettre en œuvre dans l'empressement pour le regretter longtemps. <http://www.fern.org/fr/publications/reports/mettre-en-oeuvre-dans%E2%80%99empressement-pour-le-regretter-longtemps>.

Pourquoi les conflits, les contradictions, les mensonges et la limitation des droits des communautés sont inévitables dans le système REDD

Le présent rapport présente des projets REDD qui ont été une source de conflits et de dommages pour les communautés forestières, qui se sont avérés contradictoires et qui, d'une manière ou d'une autre, ont limité l'utilisation traditionnelle de la forêt sans le consentement de ses usagers coutumiers. La collection est loin d'être complète, et ne comprend que quelques initiatives REDD documentées. Bien d'autres exemples existent, où les perceptions et les expériences des peuples forestiers et des communautés tributaires des forêts tranchent avec ce que racontent les promoteurs des projets REDD sur des communautés locales qui se réjouissent d'y participer.

REDD accuse du déboisement la culture itinérante et l'agriculture familiale paysanne

Les exemples présentés dans ce rapport mettent en lumière que REDD accuse du déboisement les villageois qui pratiquent la culture itinérante et l'agriculture familiale à petite échelle. Or, la supposition que l'agriculture sur brûlis est la cause principale du déboisement est fautive, et cela a été démontré à maintes reprises. L'agriculture itinérante joue un rôle primordial dans le tissu social, et elle s'insère souvent dans l'ensemble des droits formels ou coutumiers dont fait partie le droit d'utiliser la forêt. Ceux qui accusent l'agriculture artisanale de provoquer le déboisement négligent habituellement ces complexités.

REDD fait perdre de vue la portée de la destruction

Ceux qui perpétuent le mythe que la culture itinérante est le moteur fondamental du déboisement ne disent généralement rien sur les causes réelles de la perte des forêts – et du changement climatique. Un rapport récent de Forest Trends montre à quel point le déboisement à grande échelle et souvent illégal provoque la disparition des forêts. Le rapport signale que « *près de la moitié (49 %) du déboisement tropical est le résultat du défrichage clandestin pour l'agriculture commerciale* ». Le rapport dit aussi que « *la moitié de cette destruction illégale a été provoquée par la demande étrangère de produits agricoles comme l'huile de palme, la viande, le soja et les produits de bois. En plus de ses effets dévastateurs sur les personnes qui dépendent des forêts et sur la biodiversité, on estime que la transformation*

illégale des forêts tropicales pour l'agriculture commerciale produit 1,47 gigatonnes de carbone par an, soit l'équivalent de 25 % des émissions que l'UE produit chaque année en brûlant des combustibles fossiles ». S'agissant d'un système fondé sur le marché, REDD ne pourra pas, par définition, lutter contre ces 50 % de déboisement illégal.

Or, REDD ne réussira pas non plus à faire cesser le déboisement légal mais destructeur qui est lié à la monoculture industrielle du soja et du palmier à huile qui avance de plus en plus sur les forêts. Les profits qui découlent de cette destruction à grande échelle sont très supérieurs à la moyenne de 5 USD par tonne de CO₂ que font les crédits REDD sur le marché volontaire et les contrats de 'paiement au rendement' de REDD. Le prix de 5 USD par tonne de CO₂ a été fixé par les premiers représentants du gouvernement allemand qui ont participé à l'initiative REDD et par le Fonds carbone du Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale.

L'ONG Yayasan Petak Danum Kalimantan Tengah, basée au Kalimantan central, et 11 autres organisations, ont signalé que le Partenariat pour le climat et les forêts du Kalimantan, aujourd'hui supprimé, perdait de vue la portée de la destruction : « *le projet KFCP, avec ses 120 000 ha [...] n'est rien à côté des 15,1 millions d'hectares du Kalimantan central, dont au moins 83 % ont été transformés ou détruits, soit par les plantations industrielles de palmiers à huile ou d'arbres à papier, soit à cause des permis d'extraction minière délivrés par les autorités pertinentes. [...] Les émissions provenant d'une étendue si énorme vont être considérablement supérieures à l'insignifiante réduction des émissions du site d KFCP, à supposer que le KFCP finisse par réduire les émissions, une supposition d'un optimisme irréaliste* ».

REDD attise les conflits dans et entre les communautés

Un autre phénomène récurrent dans les initiatives REDD est qu'elles risquent d'attiser les conflits sur l'accès à la terre, de provoquer des violences contre des membres de la communauté, et de susciter, au sein des communautés, des conflits dont la cause vient de l'extérieur : le refus des pays industrialisés d'assumer leur responsabilité historique de réduire radicalement leur consommation de combustibles fossiles pour l'éliminer ensuite graduellement. Ou le refus des consommateurs d'accepter que le prix de leur mode de vie consumériste est payé, pour une bonne mesure, par d'autres, et qu'aucune 'consommation verte' certifiée ne peut y porter remède. Par contre, la mise en œuvre de projets REDD à des milliers de kilomètres de la cause réelle du changement climatique – la consommation de combustibles fossiles dans les pays industrialisés – fait que ceux qui sont les moins responsables du changement climatique, qui dépendent le plus de la terre et qui exercent le moins de pression dans les salles du pouvoir soient la cible de projets qui les obligent à réduire les maigres émissions qu'ils causent (temporairement) en produisant des aliments pour nourrir leurs familles. Pendant ce temps, les causes profondes du déboisement et ceux qui sont derrière le déboisement à grande échelle (et derrière le changement climatique) peuvent continuer à détruire, en prétendant qu'ils ont pris des mesures pour compenser les dégâts.

Un autre effet inquiétant de REDD sur les communautés vient du fait que de nombreux projets font appel aux membres de la population pour patrouiller les lieux et informer les promoteurs du projet REDD de toute violation des normes, en particulier de la création de nouveaux jardins en forêt ou d'autres activités considérées comme causes du déboisement et donc interdites. Les promoteurs de REDD considèrent

l'emploi de membres de la communauté en tant que des 'agents environnementaux' (qu'on appelle « agentes fiscales » dans quelques projets REDD brésiliens) comme un bénéfice social de leurs activités. « *Il y a quelque chose [...] d'inquiétant dans une politique de conservation qui cherche à diminuer la cohésion sociale en demandant aux gens de dénoncer des membres de leur communauté, et même les membres de leurs familles, pour des 'crimes' contre l'environnement définis surtout par des gens de l'extérieur* », écrit Ivan Scales à propos d'une méthode semblable, utilisée par les organisations conservacionnistes dans des projets de conservation à Madagascar.

REDD représente un danger pour les droits

Les conflits entre l'État, les grandes entreprises et les communautés forestières au sujet des droits coutumiers sur les territoires et de la propriété des forêts sont courants dans toutes les régions où l'on met en œuvre des initiatives REDD. Dans aucun des cas examinés pour le présent rapport, les promoteurs des projets n'ont reconnu pleinement les complexités, les incertitudes et les conflits potentiels ou existants concernant les droits et l'accès aux forêts dans les zones qu'ils avaient choisies pour leurs projets REDD. Au mieux, la question a été condensée dans un objectif du projet dont on s'occuperait dans un délai très court, objectif qu'aucun des projets ici réunis n'a réussi à atteindre. En partie, cela est dû au fait que la question foncière, en particulier dans le cas des forêts, est une question sociale et politique complexe par nature. La suggestion que les problèmes fonciers et ceux des droits coutumiers pourront être résolus à court terme montre bien que les promoteurs des projets connaissent très mal le contexte foncier des pays où prennent place les initiatives REDD.

REDD risque aussi de conspirer contre les droits existants et futurs sur les territoires. Même là où les titres fonciers ou les droits coutumiers sont reconnus sur le papier, la mise en œuvre de projets REDD – en particulier de ceux qui génèrent des crédits carbone – risque de faire perdre aux peuples forestiers le contrôle de leurs territoires qu'un document leur avait accordé au départ. Les crédits REDD sont une sorte de titre de propriété. Ceux qui le possèdent n'ont pas besoin d'être propriétaires de la terre ni des arbres qui s'y trouvent. Ce qu'ils possèdent, c'est le droit de limiter les utilisations traditionnelles de cette terre, de surveiller ce qui s'y passe et de demander d'y entrer au moment de leur choix, tant qu'ils seront propriétaires du crédit carbone.

Une caractéristique des projets REDD qui porte atteinte également aux droits coutumiers est que les mesures de surveillance et de contrôle visent l'usage des forêts que font les communautés, et non le déboisement à grande échelle ou la destruction de la biodiversité. L'utilisation de petits avions pour surveiller les activités de la population dans le projet WWF/Air France à Madagascar n'est qu'un exemple des intrusions que les projets REDD peuvent causer. Une autre caractéristique qui est souvent source de conflits dans les communautés c'est que l'un des rares emplois disponibles est toujours celui d'agent de surveillance. Le rôle de ces agents est d'informer les promoteurs du projet sur ce que fait la communauté dans la forêt.

En 2013, CENSAT – Les Amis de la Terre Colombie entreprit d'analyser les contrats des projets REDD auxquels les communautés participaient directement (souvent, les communautés n'y participent pas, mais subissent les effets des activités des projets REDD). En plus des conséquences des projets REDD dont nous avons parlé ci-dessus, CENSAT découvrit que, lorsque les habitants recevaient des bénéfices ou des propositions d'emploi, cela creusait les inégalités au sein de la communauté : les

bénéfiques allaient surtout aux élites locales, et les restrictions étaient appliquées surtout aux membres marginalisés de la population.

CENSAT trouva aussi que beaucoup de contrats REDD étaient pleins d'énoncés « *rédigés avec l'intention de ne pas être compris, qui n'étaient pas respectés* ». Cette affirmation coïncide avec l'impression du WRM sur les contrats de compensation REDD qu'on a vus passer au fil des ans. Souvent, les obligations des communautés ou des familles ne sont pas clairement exprimées, ou sont décrites avec des termes ambigus qui peuvent facilement être mal interprétés. La recherche de conseils juridiques sur ces documents techniques si compliqués et obscurs devient difficile du fait que presque tous les contrats REDD analysés par CENSAT contenaient des clauses strictes de confidentialité. En outre, nombre des contrats et des documents des projets sont écrits en anglais, et s'accompagnent, dans le meilleur des cas, d'une description partielle en langue locale, ce qui empêche encore davantage les communautés de s'informer pleinement sur les projets REDD qu'on leur présente.

REDD comme outil politique pour faire avancer le recours à la compensation, même au-delà du contexte climatique

Le Partenariat pour les forêts et le climat du Kalimantan fut « *un outil politique qui permettait à l'Australie et à l'Indonésie de défendre une approche fondée sur le marché pour financer REDD* », expliquent les Amis de la Terre Australie dans leur rapport 2012 sur le Partenariat en question. On pourrait dire la même chose de bien d'autres initiatives REDD, et en particulier de celles financées directement par les gouvernements qui, au cours des négociations de la CCNUCC, insistent sur le recours à des instruments 'fondés sur le marché' (c'est-à-dire le commerce) ou 'fondés sur le rendement' (c'est-à-dire la compensation). Le rapport des AdT cite ce que dit un brouillon de présentation rédigé par l'Australie et l'Indonésie à l'intention des groupes de travail de la CCNUCC : le KFCP « *met à l'essai des approches innovantes, axées sur le marché, pour le financement et les mesures de mise en œuvre de REDD. L'Australie et l'Indonésie feront part à la CCNUCC des enseignements tirés du KFCP au moment des négociations sur REDD* ».

Reste à savoir si les gouvernements d'Australie et d'Indonésie ont appris quelque chose du KFCP, et en quoi consistent les enseignements qu'ils en ont tirés. Les ONG conservationnistes comme The Nature Conservancy semblent bien avoir appris une leçon : quand un conflit éclate, il faut abandonner le projet, ou en passer la responsabilité aux partenaires locaux, et mettre en place un nouveau projet REDD à un endroit où les illusions de succès n'ont pas encore été dégonflées par les rapports qui mettent à nu la réalité des conflits, des contradictions et des mensonges dont s'accompagne REDD. Les « *exemple[s] de succès de REDD* » de TNC, comme le projet d'action climatique de Guaraqueçaba ou celui de Noel Kempff, ne figurent plus dans la documentation actuelle de TNC. Ils ont été remplacés par de nouveaux « *exemple[s] de succès de REDD* », comme le Programme pilote REDD+ de São Félix do Xingú, au Brésil, ou le Programme de carbone forestier de Berau, en Indonésie. Il convient de noter aussi que les 'projets' sont devenus des 'programmes'. REDD est en train de passer des projets forestiers aux programmes paysagers. Toujours la même chose, mais en plus grand et avec davantage de chances de faire des dégâts.

Les compensations REDD sont immorales et injustes

Les projets REDD, et les compensations carbone en général, posent un problème éthique : la responsabilité de réduire des émissions essentiellement liées à un mode de vie très peu polluant retombe sur les membres les plus pauvres de la société, qui ont très peu de moyens de s'y adapter. Les compensations REDD générées par ceux qui ont contribué le moins à la crise climatique, et que l'on pousse à modifier un mode de vie dont dépend leur subsistance, permettent aux membres les plus fortunés de la société, responsables historiques du changement climatique, de se débarrasser de leur obligation de modifier leur mode de vie, en payant. Quand, par exemple, une entreprise offre à ses clients la possibilité de compenser leurs émissions de carbone en finançant un projet REDD comme le HCPF à Madagascar, elle met au même niveau les émissions de carbone des activités de loisir (voyages en avion pour les vacances, achat d'un ordinateur, la Coupe du monde de la FIFA, le spectacle d'une course automobile de Formule Un, etc.) et celles que l'on produit pour essayer de satisfaire des besoins élémentaires et d'exercer des droits fondamentaux (se nourrir en pratiquant la culture sur brûlis pour défricher des terres).

REDD est voué à l'échec

Cette galerie de conflits, de contradictions et de mensonges montre que REDD est condamné à manquer à ses promesses à l'égard des forêts, des communautés qui en dépendent et du climat. REDD est voué au même destin que le *Plan d'action pour les forêts tropicales (TFAP)* de la FAO et de la Banque mondiale à la fin des années 1980. Un rapport de 1990 du WRM disait : « *le Plan d'action pour les forêts tropicales est voué à l'échec. Au lieu de freiner la disparition des forêts, le Plan va accélérer le déboisement* ». À peu de choses près, cette analyse d'il y a près de 24 ans serait applicable à REDD, REDD+, REDD bleu, et probablement bientôt à REDD appliqué aux paysages et à l'agriculture 'intelligente' vis-à-vis du climat (qui, par ailleurs, n'a rien d'intelligent !).

Le déboisement et les émissions qui en découlent vont continuer et, pendant ce temps, REDD et les initiatives du même genre continueront de faire des dégâts, tout en diffamant les communautés tributaires des forêts et ceux qui produisent la plupart de la nourriture du monde, c'est-à-dire les agriculteurs artisanaux. Il est donc grand temps que les gouvernements et les organismes internationaux cessent d'expérimenter sur REDD et commencent enfin à s'occuper des causes profondes de la perte des forêts et du changement climatique.

Information additionnelle

Déclarations

Appel à l'action à l'occasion de la conférence sur le climat de décembre 2014 à Lima, Pérou : Pour refuser la REDD+ et les industries extractives, pour s'opposer au capitalisme et défendre la vie et les territoires. <http://wrm.org.uy/fr/actions-et-campagnes/pour-refuser-la-redd-et-les-industries-extractives-pour-sopposer-au-capitalisme-et-defendre-la-vie-et-les-territoires/>.

Déclaration de Maputo : No REDD in Africa Network Declaration on REDD. Septembre 2013. <http://no-redd-africa.org/index.php/declarations/42-maputo-statement-no-redd-in-africa-network-declaration-on-redd>.

Films

Mouvement mondial pour les forêts tropicales (2012): Territoire contesté. L'économie verte vs l'économie des communautés. <http://wrm.org.uy/fr/videos/territoire-conteste-leconomie-verte-vs-leconomie-des-communautes/>.

Zembla (2008) : CO₂ Alibi. Vidéo de 35 minutes sur le projet de compensation carbone de FACE-UWA. <https://vimeo.com/12020892>.

Global Forest Ecology Project (2011): Amador Hernandez, Chiapas: Starved of Medical Services for REDD. <https://www.youtube.com/watch?v=v6DAb6Y0Ji0>.

Mark Schapiro (2010): The Carbon Hunters. On the trail of the climate's hottest commodity. <http://www.pbs.org/frontlineworld/stories/carbonwatch/2010/05/the-carbon-hunters.html>.

FERN (2012): Suffering here to help them over there. Community members talk about the Guaraqueçaba Climate Action Project. <http://www.fern.org/sufferinghere>.

Rapports et articles

Mouvement mondial pour les forêts tropicales (2015) : Dix alertes sur REDD à l'intention des communautés. <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/10-alertes-sur-redd-a-lintention-des-communautes/>.

FERN & FPP (2014) : Mettre en œuvre dans l'empressement pour le regretter longtemps. Nouveau rapport du FERN et du Forest Peoples Programme sur le Fonds carbone de la Banque mondiale. <http://www.fern.org/fr/publications/reports/mettre-en-oeuvre-dans%E2%80%99empressement-pour-le-regretter-longtemps>.

FERN & FPP (2011) : Smoke and Mirrors: a critical assessment of the Forest Carbon Partnership Facility. http://www.fern.org/sites/fern.org/files/Smokeandmirrors_internet.pdf.

Les Amis de la Terre International (2014): La gageure REDD. Il est temps de remplacer ce système risqué par des approches efficaces, éthiques et équitables, basées sur les communautés. <http://www.foei.org/fr/ressources/publications-fr/publications-par-sujet/forets-biodiversite-publications/the-great-redd-gamble-2>.

SSNC (2013): REDD Plus or REDD “Light”? Biodiversity, communities and forest carbon certification. www.naturskyddsforeningen.se/sites/default/files/dokument-media/REDD%20Plus%20or%20REDD%20Light.pdf.

Friends of the Earth-USA (non daté): The State of ‘Irregular’ Indigenous Communities in the Lacandon Jungle of Chiapas. <http://greentechleadership.org/wp-content/uploads/2013/07/jeff-conant-friends-of-the-earth.pdf>.

CIMI et d’autres (2012): Dossiê Acre. O Acre que os mercadores da natureza escondem. www.cimi.org.br/pub/Rio20/Dossie-ACRE.pdf Résumé en anglais: <http://forestrivers.wordpress.com/2012/06/20/the-acre-and-the-merchants-of-nature/>.

Mark Schapiro (2009): GM's Money Trees. In Brazil, people with some of the world's smallest carbon footprints are being displaced—so their forests can become offsets for SUVs. <http://www.motherjones.com/environment/2009/11/gms-money-trees>.

Re:Common (2014): Banking on Forests. The European Investment Bank’s belief in financial alchemy to fix the climate crisis: The case of the Althelia Climate Fund. <http://www.recommon.org/eng/banking-on-forests/>.

Mouvement mondial pour les forêts tropicales (2014): REDD quitte les forêts pour envahir les paysages : la même chose, en plus grand et avec plus de chances de faire des dégâts. <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/redd-quitte-les-forets-pour-envahir-les-paysages-la-meme-chose-en-plus-grand-et-avec-plus-de-chances-de-faire-des-degats-2/>.

Mouvement mondial pour les forêts tropicales (2014) : ‘Carbone bleu’ et ‘REDD bleu’. La marchandisation des territoires marins côtiers. <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/carbone-bleu-et-redd-bleu-la-marchandisation-des-territoires-marins-cotiers/>.

Notes

-
- ¹ Ces raisons sont les suivantes: (a) il est impossible de mesurer avec précision combien de carbone contiennent les forêts, parce que le stockage est complexe et varie constamment ; (b) les marchés du carbone n'ayant pas considéré les facteurs déterminants du déboisement, les projets de compensation de carbone ne feraient que déplacer la destruction vers d'autres endroits ; (c) les règles proposées créaient des incitations perverses parce que, entre autres choses, la définition utilisée pour définir les forêts était celle de la FAO. Cette définition confond les forêts et les plantations, de sorte que l'inclusion des 'forêts' aurait constitué un nouveau subsidie à l'expansion des plantations d'arbres en régime de monoculture ; (d) les forêts emmagasinent du carbone de façon temporaire uniquement, et ce carbone peut être libéré à n'importe quel moment par des processus naturels ou sociaux. Cette non-permanence du carbone dans les arbres complique beaucoup le marché du carbone : si le carbone de l'arbre est libéré, l'acheteur du crédit carbone ne peut plus dire que ses émissions de carbone fossile ont été compensées. Pour davantage d'information voir aussi FERN (2001) : Sinks in the Kyoto Protocol. A dirty deal for forests, forest peoples and the climate. <http://www.sinkswatch.org>.
- ² Dans cette publication, les termes 'projet de compensation de carbone forestier' et 'projet REDD' sont considérés comme interchangeables parce que tous les projets qui y sont mentionnés ont été conçus pour générer des crédits de compensation d'émissions. Les projets antérieurs à l'introduction du terme 'REDD' (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts), s'ils n'utilisaient pas le terme 'REDD' dans leur description originelle, ont fait plus tard référence à cette notion lors de leur mise en œuvre. Donc, les deux termes sont utilisés pour les projets qui visent à restaurer ou à maintenir la forêt grâce à la génération de crédits carbone qui peuvent être commercialisés pour financer le projet.
- ³ Hannah Wittman & Cynthia Caron (2009): Carbon Offsets and Inequality: Social Costs and Co-Benefits in Guatemala and Sri Lanka. *Society and Natural Resources*, 22:710–726. http://vssweb1.landfood.ubc.ca/publications/Wittman_Caron_2009_carbonOffsets.pdf.
- ⁴ REDD-Monitor (2010): Juma Reserve project in Brazil: Fundação Amazonas Sustentável responds to criticism. <http://www.redd-monitor.org/2010/08/02/juma-reserve-project-in-brazil-fundacao-amazonas-sustentavel-responds-to-criticism/>.
- ⁵ Cristiane Fastino et Fabrina Furtado (2014): Economia verde, povos da floresta e territórios: violações de direitos no estado do Acre. Relatório de Missão de Investigação e Incidência. www.plataformadh.org.br/category/relatorias/meio-ambiente/.
- ⁶ REDD-Monitor (2013): Disney's commitment to Mickey Mouse REDD: Conservation International's trick baseline for the Alto Mayo project in Peru. <http://www.redd-monitor.org/2013/04/26/disneys-commitment-to-mickey-mouse-redd-conservation-internationals-trick-baseline-for-the-alto-mayo-project-in-peru/>.
- ⁷ http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/04/Carbon_Sink_Plantations_in_the_Ecuadorian_Andes.pdf.
- ⁸ <http://ejatlas.org/conflict/ibi-bateke-carbon-sink-plantation-drc> et Olivier Mushiete & Amy Merrill (2010): IBI Bateke Carbon Sink Plantation: An African Forestry Pilot Case.
- ⁹ REDD-Monitor (2012): Free, prior and informed consent? Not in Ecosystem Restoration Associates' REDD project in DR Congo. <http://www.redd-monitor.org/2012/04/24/free-prior-and-informed-consent-not-in-ecosystem-restoration-associates-redd-project-in-dr-congo/>.
- ¹⁰ <http://ejatlas.org/conflict/face-project-rehabilitation-of-mt-elgon-and-kibale-national-park-uganda>.
- ¹¹ <http://www.redd-monitor.org/2010/09/28/voices-from-madagascars-forests-the-strangers-theyre-selling-the-wind/>.
- ¹² Carbon Trade Watch (2007): Climate Care and Bio-digesters. Ranthambore, Rajasthan, India. <http://www.carbontradewatch.org/photo-essays/the-offsets-market-in-india-confronting-carbon-colonialism/01-3.html>.
- ¹³ Pour davantage d'information voir Jutta Kill (2014): Economic Valuation of Nature. The Price to Pay for Conservation? http://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publikationen/Economic-Valuation-of-Nature.pdf.
- ¹⁴ WRM (2014): Bulletin 204 – <http://wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-204/>.
- ¹⁵ WBCSD (2012): Biodiversity and ecosystem services scaling up business solutions. Company case studies that help achieve global biodiversity targets. <http://www.amisdelaterre.org/purprojet.html>.
- ¹⁶ http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_web.pdf.
- ¹⁷ http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_web.pdf.
- ¹⁸ http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/brochure_perou_les_amis_de_la_terre_web.pdf.
- ¹⁹ <http://www.amisdelaterre.org/Nomination-de-Pur-Projet-aux-Prix.html>.

- ²⁰ <http://www.carbonfund.org/blog/itemlist/tag/carbon%20reduction%20projects>.
- ²¹ <http://blogs.ca.com/2013/02/20/sustainability-is-smart-it-and-smart-it-is-smart-business/?intcmp=searchresultclick&resultnum=1>.
- ²² FIFA Project Portfolio. www.fifa.com/mm/document/afsocial/environment/02/37/97/70/2014fwccarbonoffsettingportfolio_en_neutral.pdf.
- ²³ <http://www.carbonfund.org/blog/itemlist/tag/reduce%20carbon%20dioxide%20emissions>.
- ²⁴ Environmental Services Inc. (2014): PURUS PROJECT – A TROPICAL FOREST CONSERVATION PROJECT IN ACRE, BRAZIL. VCS VERIFICATION REPORT. 20 octobre 2014. Page 8.
- ²⁵ WRM (2013): Observations on a private REDD project in the state of Acre, Brasil http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/11/Observations_on_a_private_REDD_project_in_Acre.pdf Page 5.
- ²⁶ Ianni, Octavio. A luta pela terra. História social da terra e da luta pela terra numa área da Amazônia. Petrópolis, Vozes, 1981. Dans: WRM (2013): Observations on a private REDD project in the state of Acre, Brasil. Voir note 31.
- ²⁷ Rapport final de validation de CCBA, janvier 2013. Inspection réalisée par SCS Global Services. Page 64.
- ²⁸ Certaines familles exploitent plus de 100 ha, et les documents du projet disent que ceux qui ont affecté plus de 100 hectares à la production recevront toute la parcelle qu'ils sont en train d'utiliser.
- ²⁹ Cristiane Fastino and Fabrina Furtado (2014): Economia verde, povos da floresta e territórios: violações de direitos no estado do Acre. Relatório de Missão de Investigação e Incidência.
- ³⁰ Centro de Memória das Lutas e Movimentos Sociais da Amazônia (2013): Observations on a private REDD project in the state of Acre, Brasil. A report for the World Rainforest Movement.
- ³¹ Cristiane Fastino and Fabrina Furtado (2014): Economia verde, povos da floresta e territórios: violações de direitos no estado do Acre. Relatório de Missão de Investigação e Incidência. <http://www.plataformadh.org.br/category/relatorias/meio-ambiente/>.
- ³² www.nature.org/ourinitiatives/regions/southamerica/brazil/placesweprotect/guaraqueaba.xml
- ³³ www.nature.org/ourinitiatives/regions/southamerica/brazil/placesweprotect/guaraqueaba.xml
- ³⁴ Caçara est le nom des communautés de descendants d'Indigènes et d'Européens qui vivent le long de la côte sud-orientale du Brésil, y compris dans la terre qui fait partie maintenant du Projet d'action climatique de Guaraqueçaba de TNC.
- ³⁵ Mark Schapiro (2010): The Carbon Hunters. On the trail of the climate's hottest commodity. Un film de PBS Frontline.
- ³⁶ <http://www.redd-monitor.org/2012/06/07/community-voices-on-the-nature-conservancy-guaraquecaba-climate-action-project-were-suffering-here-to-help-them-over-there/>.
- ³⁷ The Money Tree. Série de courts extraits de films faite par Mark Schapiro pour Frontline TV, à propos du projet d'action climatique de Guaraqueçaba. <http://www.pbs.org/frontlineworld/stories/carbonwatch/moneytree/>.
- ³⁸ Mouvement mondial pour les forêts tropicales (2013): L'initiative carbone, communauté et biodiversité dans le couloir écologique Monte Pascoal – Pau Brésil : un nouvel échec de la compensation d'émissions, <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/linitiative-carbone-communaute-et-biodiversite-dans-le-couloir-ecologique-monte-pascoal-pau-bresil-un-nouvel-echec-de-la-compensation-demissions/>, et Jutta Kill (2014): REDD in Brazil. Forgotten failures with consequences that still affect communities. <http://br.boell.org/pt-br/publicacoes>
- ³⁹ http://www.cepf.net/Documents/final_bioatlantica.pdf.
- ⁴⁰ www.valorandonaturaleza.org/noticias/indgenas_ong_y_banco_publico_se_unen_para_restaurar_la_mata_atlantica_brasileira.
- ⁴¹ Par exemple, le site web de CI Brésil disait, en gros caractères, « Projet de restauration reçoit le certificat CCB. 1 000 ha du Couloir écologique Monte Pascoal – Pau Brésil élimineront de l'atmosphère 360 millions de tonnes de CO₂ en 30 ans ». La précision que le certificat CCB ne couvre que 17 hectares ne figurait qu'à la fin, en petits caractères.
- ⁴² <http://www.climate-standards.org/category/projects/>. Page visitée le 21 janvier 2015.
- ⁴³ <http://www.mo.be/en/article/sustainable-paper-eucalyptus-plantations-bahia-brazil> and film Sustainable on Paper <http://vimeo.com/50781178> ; CEPEDES (2008): Violações Socioambientais promovidas pela Veracel Celulose, propriedade da Stora Enzo e Aracruz Celulose. http://wrm.org.uy/oldsite/paises/Brasil/CEPEDES_2008.pdf.
- ⁴⁴ Project Description SURUÍ FOREST CARBON PROJECT. October 2011. https://s3.amazonaws.com/CCBA/Projects/Surui_Forest_Carbon_project/PCFS_PDD_English_2011-10-17.pdf.
- ⁴⁵ <http://www.rainforest-alliance.org/climate/validation-verification/projects/surui-project>.

- ⁴⁶ PROJECT IMPLEMENTATION REPORT SURUÍ FOREST CARBON PROJECT. Septembre 2014.
https://s3.amazonaws.com/CCBA/Projects/Surui_Forest_Carbon_project/Verification/Summary_+_Intro_Project_implementation_report_01_09_2014_EN.pdf
- ⁴⁷ Project Description SURUÍ FOREST CARBON PROJECT. Octobre 2011.
https://s3.amazonaws.com/CCBA/Projects/Surui_Forest_Carbon_project/PCFS_PDD_English_2011-10-17.pdf.
- ⁴⁸ Juliane von Mittelstaed (2010): Using the Internet to Save the Rainforest: How an Amazonian Tribe Is Mastering the Modern World. Spiegel Online.
- ⁴⁹ <http://www.redd-monitor.org/wp-content/uploads/2015/01/Nota-de-Esclarecimento-Suru.pdf>.
- ⁵⁰ http://www.cimi.org.br/pub/Porantim%20368%20-%20para%20SITE_1.pdf.
- ⁵¹ <http://cimi.org.br/pub/Economia%20Verde/Nota%20de%20Esclarecimento%20Suru.pdf>.
- ⁵² <http://www.forestcarbonportal.com/news/indigenous-people-explore-many-shades-of-redd>.
- ⁵³ http://www.patiodautos.com/noticias/eventos/chevrolet-sail-carbono-neutro-conservara-mas-de-10000-hectareas-de-bosques-ecuatorianos-con-un-aporte-aprox-de-usd1%20C2%B4000000_2567.htm.
- ⁵⁴ <http://cdkn.org/resource/private-conservation-agreements-support-climate-action-ecuadors-socio-bosque-programme/>.
- ⁵⁵ Melissa Moreano Venegas (2014): Conservación de la naturaleza, control territorial e industrias extractivas.
- ⁵⁶ Emission Reductions Program Idea Note (ER-PIN) Costa Rica. February 2013.
www.forestcarbonpartnership.org/sites/fcp/files/2013/Costa%20Rica%20FCPF%20ER%20PIN%20revised%20February%2015%202013.pdf.
- ⁵⁷ http://www.fonafifo.go.cr/inversiones/csa%20bosque%20vivo/BV_Bribri.pdf.
- ⁵⁸ Proyecto Bosque Vivo Territorio BriBri, Talamanca Costa Rica. (2013):
http://www.fonafifo.go.cr/inversiones/csa%20bosque%20vivo/BV_Bribri.pdf.
- ⁵⁹ Conmemoran muerte de líder indígena Pabré Presbere en Talamanca.
<http://olca.cl/articulo/nota.php?id=103295>.
- ⁶⁰ Apuntes para un Contexto y Escenario de los pueblos indígenas en Costa Rica.
<http://forusa.org/sites/default/files/uploads/costa-rica-1308-context-doc>.
- ⁶¹ <http://www.nature.org/ourinitiatives/regions/southamerica/bolivia/placesweprotect/noel-kempff-mercado-park.xml>.
- ⁶² <http://www.nature.org/ourinitiatives/urgentissues/global-warming-climate-change/places-we-protect/noel-kempff-mercado-national-park.xml>.
- ⁶³ Winrock International (2002). Analysis of Leakage, Baselines and Carbon Benefits for the Noel Kempff Climate Action Project. Pages 31-32.
http://conserveonline.org/library/Noel_Kempff_report.doc/view.html.
- ⁶⁴ H. Select Comm. on Energy Indep. and Global Warming, 110th Cong. 7. February 14, 2008.
 Testimony of Stephanie Meeks, Acting President and CEO, The Nature Conservancy.
<http://globalwarming.house.gov/tools/assets/files/0347.pdf>.
- ⁶⁵ Brown, S., Land Use and Forests, Carbon Monitoring, and Global Change, Cooperative Agreement between Winrock International and the EPA (ID# CR 827293-01-0), Product 10, Report of leakage analysis for the Noel Kempff averted deforestation component, Winrock International, mai 2002. Pages 7-8, 15.
<http://www.greenpeace.org/usa/Global/usa/report/2010/1/carbon-scam-noel-kempff-clima.pdf>.
- ⁶⁶ http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/Forestry/R7274_-_FTR_annex_-_10_Tipper__Scolel_Te.pdf.
- ⁶⁷ http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/Forestry/R7274_-_FTR_annex_-_10_Tipper__Scolel_Te.pdf.
- ⁶⁸ http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/Forestry/R7274_-_FTR_annex_-_10_Tipper__Scolel_Te.pdf.
- ⁶⁹ http://www.planvivo.org/wp-content/uploads/RepScolel_Te_2010_02_05_final-public-version.pdf.
- ⁷⁰ <http://www.rainforest-alliance.org/climate/validation-verification/projects/scolel-te>.
- ⁷¹ http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/Forestry/R7274_-_FTR_annex_-_10_Tipper__Scolel_Te.pdf.
- ⁷² Greenpeace (2012): Outsourcing Hot Air. Pages 16-17.
www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/forests/2012/REDD/OutsourcingHotAir.pdf.
- ⁷³ Granda, Patricia (2005) "Carbon Sink Plantations in the Ecuadorian Andes. Impacts of the Dutch FACE-PROFAFOR monoculture tree plantations project on indigenous and peasant communities", Acción Ecológica et Mouvement mondial pour les forêts tropicales.
<http://www.wrm.org.uy/countries/Ecuador/face.pdf>.
- ⁷⁴ Blessing Karumbidza & Wally Menne (2011): CDM carbon sink tree plantations in Africa: A case study in Tanzania. <http://globaljusticeecology.org/files/CDM%20plantations%20report.pdf> and Jorn

- Stave (2001): Carbon Upsets: Norwegian "Carbon Plantations" in Tanzania. <http://wrm.org.uy/oldsite/actors/CCC/trouble6.html>.
- ⁷⁵ <http://carbonviolence.org>.
- ⁷⁶ Pia Gaarder (2009): Climate Project on Cheap Ground. <http://www.framtiden.no/english/other/climate-project-on-cheap-ground.html> and Norwatch (2000): Carbon Upsets -Norwegian 'Carbon Plantations' in Tanzania. <http://www.framtiden.no/english/other/new-report-on-norwegian-carbon-plantations-in-tanzania-carbon-upsets.html>.
- ⁷⁷ 'Carbon violence' underlies the green sheen of carbon offsets. <https://www.qut.edu.au/news/news?news-id=81815>.
- ⁷⁸ Consulté en janvier 2015.
- ⁷⁹ http://www.climateprojects.info/chameleon/outbox/public/197/3332/PDD_KFR_CCBS.pdf.
- ⁸⁰ Tofte Hansen (2012): The Neighbours of the Kikonda Central Forest Reserve. Outcome of the socio-economic baseline survey 2011. global-woods.
- ⁸¹ Peskett et d'autres (2010): Carbon offsets for forestry and bioenergy. <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/5990.pdf>.
- ⁸² Adrian Nel (2014): Sequestering market environmentalism: Geographies of Carbon Forestry and Unevenness in Uganda. Thèse de doctorat, Université d'Otago, Nouvelle-Zélande. Page 205.
- ⁸³ The New Forests Company (undated): NEW FORESTS COMPANY: Forestry-based climate change solutions. <http://www.eib.org/projects/loans/2006/20060582.htm>.
- ⁸⁴ Ibid.
- ⁸⁵ <http://www.oxfam.org.uk/get-involved/campaign-with-us/latest-campaign-news/2014/04/mubende-community-moves-forward>.
- ⁸⁶ Sofala Community Carbon Project (formerly the N'hambita Community Carbon Project) (ID: 100000000000169). https://mer.markit.com/br-reg/public/project.jsp?project_id=100000000000169.
- ⁸⁷ Chris Lang (2012): Envirotrade's carbon trading project in Mozambique: "The N'hambita experiment has failed". <http://www.redd-monitor.org/2012/07/11/envirotrades-carbon-trading-project-in-mozambique-the-nhambita-experiment-has-failed/>.
- ⁸⁸ FERN et Les Amis de la Terre France (2013): Le carbone discrédité. Pourquoi l'UE devrait se détourner de la compensation carbone forestière. http://www.fern.org/sites/fern.org/files/Nhambita_FR_internet.pdf.
- ⁸⁹ World Bank Inspection Panel (2013): Report and Recommendations. KENYA: Natural Resource Management Project. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/05/31/000442464_20130531104013/Rendered/PDF/779590IPROPO95001PNOREQUESTORQ01302.pdf.
- ⁹⁰ <http://www.marketwired.com/press-release/wildlife-works-carbon-llc-acquires-offsetters-interest-joint-venture-mai-ndombe-redd-tsx-venture-coo-1847048.htm>.
- ⁹¹ Forest Trends (2013): State of the Voluntary Carbon Market 2013. http://www.forest-trends.org/documents/files/doc_3898.pdf.
- ⁹² <http://www.carbonneutral.com/interface/files/knowledgecentre/BusinessCaseforREDDweb.pdf>.
- ⁹³ http://www.conservation.org/publications/Documents/CI_Disney_DRC_REDDplus_protecting-forests-through-carbon-market-democratic-republic-of-congo.pdf.
- ⁹⁴ [thewaltdisneycompany.com/sites/default/files/reports/Disney_Conservation_Report_SPage_Sm5.pdf](http://www.thewaltdisneycompany.com/sites/default/files/reports/Disney_Conservation_Report_SPage_Sm5.pdf)
- ⁹⁵ <http://southpolecarbon.com/>.
- ⁹⁶ Global forest-protection plan depends on carbon credits. Zinta Zommers, 2 avril 2013. <http://www.theglobeandmail.com/news/world/global-forest-protection-plan-depends-on-carbon-credits/article10699505/>.
- ⁹⁷ Zimbabwe: No Joy for REDD+ Project. <http://allafrica.com/stories/201408040418.html?viewall=1>.
- ⁹⁸ Basta! & Amis de la Terre (2013): "REDD+ à Madagascar: le carbone qui cache la forêt". http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/rapp_madagascar_web_ok_10_7_13.pdf.
- ⁹⁹ <http://www.goodplanet.org/projet/programme-holistique-de-conservation-des-forets-phcf/>.
- ¹⁰⁰ Banque mondiale (2010): Indonesia Forest Carbon Trust Fund Program. Report No.: AC5770. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2010/12/20/000003596_20101225183545/Rendered/INDEX/Integrated0Saf10Sheet1Concept0Stage.txt%20accessed%2027%20September%202011.
- ¹⁰¹ Banque mondiale (2010): Indonesia Forest Carbon Trust Fund Program. Report No.: AC5770. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2010/12/20/000003596_20101225183545/Rendered/INDEX/Integrated0Saf10Sheet1Concept0Stage.txt%20accessed%2027%20September%202011.

-
- ¹⁰³ Anett Keller (2011): Klimawandel in Indonesien. Der Hintern der Welt. <http://www.taz.de/Klimawandel-in-Indonesien/!82842/>.
- ¹⁰⁴ Documentation de la séance du 21 mai 2012 de la Commission du sénat australien, où figurent des questions sur le KFCP.. http://www.redd-monitor.org/wp-content/uploads/2012/06/Environment-and-Communications-Legislation-Committee_2012_05_21_1073.pdf.
- ¹⁰⁵ <http://www.redd-monitor.org/2012/06/04/this-project-has-been-a-total-failure-says-australian-senator-christine-milne-about-the-kalimantan-forests-and-climate-partnership/>.
- ¹⁰⁶ Anett Keller (2013): Klimapolitik in Indonesien. Missglückter Waldschutz. Australien stellt eines der ersten REDD+-Pilotprojekte in Indonesien ein. Umweltschützer fordern transparente Informationen über die Finanzen. <http://www.taz.de/!122479/>.
- ¹⁰⁷ Communiqué de presse d'East Asia Minerals, 3 mai 2011: East Asia Minerals Announces Acquisition of 50% of Carbon Conservation Pty Ltd. <https://archive.today/81AbY#selection-303.0-303.78>.
- ¹⁰⁸ O. Brooks (2008): Indonesia Discovers Green Gold in the Trees. Far Eastern Economic Review, 3 octobre 2008. <http://feer.com/essays/2008/october/duplicate-of-aso-leads-ldps-struggle-for-survival>.
- ¹⁰⁹ Série d'articles de Chris Lang publiés dans le REDD-Monitor sur le projet REDD d'Ulu Masen (2013): <http://www.redd-monitor.org/tag/ulu-masen/>.
- ¹¹⁰ <http://www.cbd.int/doc/meetings/ecr/cbwecr-2014-04/other/cbwecr-2014-04-presentation-day2-03-en.pdf>.
- ¹¹¹ <https://www.mns.my/article.php?aid=1025>.
- ¹¹² Burung: Coal Road Threatens Ecological Integrity of Harapan Rainforest. <http://www.burung.org/attachments/article/837/Q&A%20Coal%20Road%20Threatens%20Ecological%20Integrity%20of%20Harapan%20Rainforest.pdf>.
- ¹¹³ Silahali & Erwin (2014): Collaborative Conflict Management on Ecosystem Restoration Concession: Lessons Learnt from Harapan Rainforest Jambi-South Sumatra-Indonesia.
- ¹¹⁴ Article du 11 janvier 2014 : Carbon Credits Ready for Sale in Oddar Meanchey Forest. <http://www.voacambodia.com/content/carbon-credits-ready-for-sale-in-oddar-meanchey-forest/1827513.html>.
- ¹¹⁵ The Cambodia Daily (2013): Cambodia's Carbon Credit Scheme Still Not Making Gains.
- ¹¹⁶ <https://www.forestcarbonpartnership.org/carbon-fund-participants>.
- ¹¹⁷ <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:21581819~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:4607,00.html>.
- ¹¹⁸ <https://www.forestcarbonpartnership.org/carbon-fund>.
- ¹¹⁹ DRC ERPIN. An Emission Reductions Program Idea Note for the Democratic Republic of the Congo. 7 mars 2014. Page 62. <http://forestcarbonpartnership.org/sites/fcp/files/2014/February/DRC%20ER-PIN%20CF9.pdf>.
- ¹²⁰ Simon Counsell, communication personnelle. Novembre 2014.